



RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'OCDE AUX MINISTRES 2020



Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE, à la session d'ouverture du Forum de l'OCDE 2019, Paris, le 20 mai 2019.
Photo : OCDE/Maud Bernos

OCDE

POLITIQUES MEILLEURES
UNE VIE MEILLEURE



BETTER

OECD

BETTER POLICIES FOR BETTER LIVES

OCDE

POLITIQUES MEILLEURES
UNE VIE MEILLEURE



BETTER

Rapport du Secrétaire général de l'OCDE aux ministres 2020



BETTER POLICIES FOR BETTER LIVES

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les interprétations exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues officielles de l'Organisation et des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Merci de citer cet ouvrage comme suit :

OCDE (2020), *Rapport du Secrétaire général de l'OCDE aux ministres 2020*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/7ad394d8-fr>.

ISBN 978-92-64-94371-1 (pdf)

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Crédits photo :

- © OCDE (pp. 15, 25, 35, 39, 68, 81) ;
- © OCDE et : Maud Bernos (pp. 1, 14, 78, 83) ; Luisa Constanza (p. 127) ; Hervé Cortinat (pp. 9, 15, 21, 22, 31, 41, 50, 52, 61, 66, 71, 72, 75, 133) ; Julien Daniel (pp. 53, 56, 59) ; Silvia Da Rin Pagnetto (p. 45) ; Michael Dean (p. 119) ; Stéphane Kyndt (pp. 32-33) ; Christian Moutarde (p. 137) ; Axel Schmidt (pp. 11, 70) ; Victor Tonelli (pp. 8, 14, 30, 37, 44, 46, 57, 79) ; Andrew Wheeler (pp. 14, 15, 36, 38, 55, 57, 64, 85, 121) ;
- © Agence France-Presse (p. 34) ;
- © A. Salesse (pp. 10, 14) ;
- © Bureau du Premier ministre suédois (p. 65) ;
- © Cour Grand-Ducale, Sophie Margue (p. 40) ;
- © Forum Économique Mondial, Faruk Pinjo (p. 14) ;
- © G20 Osaka (p. 14) ;
- © Millar Cole Photography (p. 43) ;
- © Official White House, Shealah Craighead (p. 15) ;
- © PR, Alan Santos (p. 13) ;
- © SGX (p. 48) ;
- © Western Balkans Summit (p. 15) ;
- © UN (p. 15) ;
- © UNESCO, Christelle Alix (p. 62).

Les corrigenda des publications de l'OCDE sont disponibles sur :

www.oecd.org/about/publishing/corrigenda.htm.

© OCDE 2020

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes : <https://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.

Table des matières

Avant-propos	4	Direction de la coopération pour le développement	90
		Direction des échanges et de l'agriculture	92
Sigles et abréviations	6	Direction de l'éducation et des compétences	94
		Direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales	96
Lettre du Secrétaire général	8	Centre pour l'entrepreneuriat, les PME, les régions et les villes	98
Rétrospective de l'année 2019	14	Direction de l'environnement	100
Activités du Secrétaire général en 2019	16	Direction de la gouvernance publique	102
		Centre de politique et d'administration fiscales	104
À PROPOS DE L'OCDE	21	Direction des relations extérieures et de la communication	106
L'OCDE en bref	22	Secrétariat des relations mondiales	108
Le Secrétaire général et son Cabinet	24	Direction de la science, de la technologie et de l'innovation	110
Organigramme	28	Direction des statistiques et des données	112
Financement de l'OCDE	30	Centre de l'OCDE pour les compétences	114
		Direction des affaires juridiques	115
RÉUNION DU CONSEIL DE L'OCDE AU NIVEAU DES MINISTRES	33	Audit interne	116
Orientations stratégiques du Secrétaire général de l'OCDE pour 2019	34	Direction exécutive	117
Conclusions politiques de la Réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des Ministres 2019	56	Secrétariat du Conseil et du Comité exécutif	118
Conseil de l'OCDE au niveau des Ministres 2019 : Déclaration de la Présidence	58		
Groupe de stratégie globale de l'OCDE 2019 : Résumé de la Présidence	66	ORGANES SPÉCIAUX DE L'OCDE	121
		Centre de développement de l'OCDE	122
CABINET DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL	75	Agence internationale de l'énergie	123
Cabinet du Secrétaire général	76	Agence pour l'énergie nucléaire	124
Nouvelles approches face aux défis économiques (NAEC)	77	Forum international des transports	125
Croissance inclusive	77		
Égalité femmes-hommes	78	ENTITÉS SPÉCIALES	127
Bureau du Sherpa et Unité de la gouvernance mondiale	80	Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO)	128
Prospective stratégique	82	Groupe d'action financière (GAFI)	129
		Partenariat statistique au service du développement au XXI ^e siècle (PARIS21)	130
DIRECTIONS	85	Réseau de mesure des performances des organisations multilatérales (MOPAN)	131
Département des affaires économiques	86		
Direction des affaires financières et des entreprises	88	COMITÉS CONSULTATIFS	133
		Business at OECD (BIAC)	134
		Commission syndicale consultative (TUAC)	135

Avant-propos

Forte de près de 60 années d'expérience et d'enseignements, l'OCDE représente, au niveau mondial, l'une des plus importantes et plus fiables sources de données statistiques et de travaux de recherche comparables. C'est également un forum unique en son genre et une plateforme de connaissances pour l'échange d'expériences, la mise en commun de pratiques exemplaires, la formulation de conseils sur les politiques publiques et l'établissement de normes au niveau mondial. Aux côtés des gouvernements, des responsables publics et des citoyens, nous nous employons à créer des normes internationales fondées sur des données concrètes et à trouver des solutions à toute une série de défis sociaux, économiques et environnementaux.

Cette édition du *Rapport du Secrétaire général de l'OCDE aux ministres* souligne les principales réalisations à mettre au crédit de l'OCDE en 2019. Elle décrit les travaux menés par l'OCDE dans un large éventail de domaines d'action, tels que l'emploi, la santé, l'éducation, l'environnement, la fiscalité, l'innovation, etc., dans le contexte d'un monde en mutation rapide. Elle donne un aperçu de la façon dont les travaux de l'Organisation ont contribué à son objectif de promouvoir des « Politiques meilleures pour une vie meilleure » en 2019.

La propagation mondiale du coronavirus en 2020 renforce la pertinence de notre attachement à cet objectif. La crise du COVID-19 nous rappelle une nouvelle fois la nécessité impérieuse de changer le fonctionnement de nos systèmes. Relever des défis systémiques suppose de mieux comprendre les interactions entre risques et complexité. Pour améliorer notre anticipation et notre résilience, nous devons répondre à la nature complexe, dynamique et interconnectée des impératifs sociaux, économiques et environnementaux actuels.

Plus que jamais, nous avons besoin de politiques fondées sur des données empiriques visant à construire des sociétés et des économies qui soient plus résilientes, plus inclusives et plus durables. À cette fin, l'OCDE s'est appuyée sur son expertise en matière d'action publique pour lancer de nouvelles initiatives destinées à aider les pays à faire face à la pandémie au moyen d'analyses éclairées et d'orientations sur les pratiques exemplaires.

Nous avons lancé une plateforme numérique sur le coronavirus intitulée « Lutte contre le coronavirus (COVID-19) : Pour un effort mondial », disponible à l'adresse <https://www.oecd.org/coronavirus/fr>. Cette plateforme offre un point d'accès unique aux analyses de l'OCDE sur les réponses que les pouvoirs publics doivent apporter au COVID-19. Notre objectif est de réunir et de partager des données, analyses et pratiques exemplaires, et de formuler des recommandations d'action fondées sur des données concrètes dans un grand nombre de secteurs touchés par la crise. La plateforme comprend également un outil de suivi des politiques des différents pays qui aide les utilisateurs à cerner la réponse à la crise du COVID-19 à l'échelle mondiale. Son but est de faciliter le partage des pratiques exemplaires et la coordination de l'action au niveau mondial. Grâce à cette plateforme, nous appelons également les responsables publics et dirigeants d'entreprise à agir de façon vigoureuse pour limiter les conséquences sur les plus vulnérables.

Par ailleurs, nous avons organisé des sessions virtuelles avec plusieurs pays membres pour aborder différents aspects de la crise et faire en sorte que les pouvoirs publics intègrent les bonnes pratiques dans leurs réponses. Nous avons élaboré des réponses régionales au COVID-19 et analysé les mesures prises par les pays d'Europe du Sud-Est, de la région MENA, d'Asie centrale, d'Amérique latine et des Caraïbes, de l'ASEAN et d'Afrique.

Cette crise nous donne l'occasion d'engager une réflexion plus vaste sur les défis à relever à moyen et long terme pour rendre nos économies et nos sociétés plus résilientes et mieux les préparer à faire face à ce type de choc. Nous avons déjà commencé à le faire il y a huit ans, avec le lancement de l'initiative sur les Nouvelles approches face aux défis économiques (NAEC) et de l'initiative pour la croissance inclusive. Nous allons poursuivre notre mission consistant à repenser et à renforcer la trajectoire de croissance et de développement de nos économies et de nos sociétés.

La réunion annuelle du Conseil au niveau des ministres de l'OCDE, qui se tient habituellement en mai-juin, a été reportée en raison de la crise du COVID-19. Ce rapport doit être considéré comme un complément à d'autres contenus qui seront diffusés en temps voulu pour la Réunion du Conseil au niveau des Ministres de l'OCDE et qui examineront les principaux enseignements tirés de la pandémie.

Ce rapport s'ouvre sur un courrier du Secrétaire général qui met en évidence les principales réalisations accomplies en 2019 et le nouveau contexte dans lequel s'inscrit cette édition. Comme mentionné précédemment, les lecteurs qui souhaitent consulter

nos derniers travaux portant sur le COVID-19 trouveront une mine d'informations sur notre plateforme numérique dédiée (<https://www.oecd.org/coronavirus/fr>).

Les références au COVID-19 mises à part, la date limite retenue pour ce rapport était le 14 février 2020, et certaines manifestations et dates restent à confirmer. Les pages concernées du site web de l'OCDE ([oecd.org](https://www.oecd.org)) seront actualisées à mesure que de nouvelles informations seront disponibles.

Dans cette crise du coronavirus, il est important de ne pas perdre de vue l'ensemble de nos objectifs clés dans le domaine de la coopération internationale sur lesquels nous travaillons sans relâche, tels que la lutte contre le changement climatique, la réalisation des objectifs fixés dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et la négociation d'un accord international sur les défis fiscaux soulevés par la numérisation de l'économie. Tirant le bilan des travaux de l'OCDE en 2019, ce rapport met en exergue les nombreuses solutions que nous avons déployées pour faire progresser l'agenda mondial et aider les pays à concevoir et à mettre en œuvre des politiques meilleures pour une vie meilleure. ■

Sigles et abréviations

ADIMA	Base de données analytiques sur les multinationales et leurs filiales	DEV	Centre de développement de l'OCDE
AEN	Agence pour l'énergie nucléaire	DevCom	Réseau de communication sur le développement de l'OCDE
AEOI	Échange automatique de renseignements en matière fiscale	EAJE	Éducation et accueil des jeunes enfants
AFL-CIO	Fédération américaine du travail et Congrès des organisations industrielles	ECO	Département des affaires économiques (OCDE)
AGNU/UNGA	Assemblée générale des Nations Unies	EDGE	Certification mesurant les engagements des entreprises en matière d'égalité hommes-femmes (<i>Economic Dividends for Gender Equality</i>)
AI	Audit interne (OCDE)	EDU	Direction de l'éducation et des compétences (OCDE)
AIE	Agence internationale de l'énergie	EFP	Éducation et formation professionnelles
ALC	Amérique latine et Caraïbes	ELS	Direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales (OCDE)
ANASE	Association des nations de l'Asie du Sud-Est	ELSAC	Comité de l'emploi, du travail et des affaires sociales (OCDE)
APD	Aide publique au développement	EMN	Entreprise multinationale
APEC	Coopération économique pour l'Asie-Pacifique	ENV	Direction de l'environnement (OCDE)
B20	Business20 (Groupe d'engagement du G20 avec la communauté des affaires)	EPOC	Comité des politiques d'environnement (OCDE)
B4IG	Plateforme « Business for Inclusive Growth » (les entreprises pour la croissance inclusive)	EQA	Évaluation qualitative externe
BEPS	Érosion de la base d'imposition et transfert de bénéfices	EVA/TIVA	Échanges en Valeur Ajoutée
BIAC	Business at OECD	EXD	Direction exécutive (OCDE)
CAD	Comité d'aide au développement (OCDE)	FAO/OAA	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques	FFI	Flux financiers illicites
CE	Commission européenne	FH	Confédération syndicale danoise
CEPALC	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Nations Unies)	FIA	Fédération internationale de l'automobile
CERI	Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement (OCDE)	FIT	Forum international des transports
CES	Secrétariat du Conseil et du Comité exécutif (OCDE)	FMI	Fonds monétaire international
CFE	Centre pour l'entrepreneuriat, les PME, les régions et les villes (OCDE)	GAFI	Groupe d'action financière
COP25	25 ^e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques	GFSEC	Forum mondial sur les surcapacités sidérurgiques
COPE	Centre de l'OCDE pour les opportunités et l'égalité (OCDE)	GOV	Direction de la gouvernance publique (OCDE)
COVID-19	Maladie causée par une nouvelle souche de coronavirus - 'CO' pour corona, 'VI' pour virus et 'D' pour <i>disease</i> (maladie).	GPAI	Partenariat mondial sur l'intelligence artificielle (Global Partnership on Artificial Intelligence)
CSAO	Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest	GPN	Réseau parlementaire mondial
CSC	Confédération des syndicats chrétiens (Belgique)	GRS	Secrétariat des relations mondiales (OCDE)
CTPA	Centre de politique et d'administration fiscales (OCDE)	GSG	Groupe de stratégie globale (OCDE)
CVM/GVC	Chaînes de valeur mondiales	HCNUR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
DAF	Direction des affaires financières et des entreprises (OCDE)	IA	Intelligence artificielle
DCD	Direction de la coopération pour le développement (OCDE)	IDE	Investissement direct étranger
		IdO/IoT	Internet des objets
		IFE/TFI	Indicateurs de facilitation des échanges
		IFRS	Normes internationales d'information financière
		IIASA	Institut international pour l'analyse des systèmes appliqués
		IISF/TIWB	Inspecteurs des impôts sans frontières

IM/MLI	Instrument multilatéral (Convention multilatérale pour la mise en œuvre des mesures relatives aux conventions fiscales pour prévenir le BEPS)	PIB	Produit intérieur brut
IRES/STRI	Indice de restrictivité des échanges de services	PISA	Programme international pour le suivi des acquis des élèves
ISE/SIGI	Indice « Institutions sociales et égalité homme-femme »	PME/SME	Petites et moyennes entreprises
ISIL	Islamic State of Iraq and the Levant	PNUD/UNDP	Programme des Nations Unies pour le développement
ITIE	L'Initiative pour la transparence dans les industries extractives	RCM	Réunion du Conseil au niveau des Ministres
LAB	Lutte anti-blanchiment	R-D	Recherche et développement
LEG	Direction des affaires juridiques (OCDE)	RENGO	Confédération syndicale japonaise
MDEP	Programme multinational d'évaluation des conceptions	RMP	Réglementations des marchés de produits
MENA	Moyen-Orient et Afrique du Nord	RPCA	Réseau de prévention des crises alimentaires
METRO	Outil de modélisation des échanges élaboré par l'OCDE. C'est un modèle d'équilibre général calculable qui permet d'étudier l'impact économique qu'auraient des changements de politique, de technologie et d'autres facteurs.	S.A.	Son Altesse
MOPAN	Réseau de mesure des performances des organisations multilatérales	S.A.R.	Son Altesse Royale
NAEC	Nouvelles approches face aux défis économiques (OCDE)	SARS	Service d'appui à la réforme structurelle (Commission européenne)
NOEIS	Réseau pour des économies ouvertes et des sociétés inclusives	SDD	Direction des statistiques et des données (OCDE)
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques	SGE	Secrétariat général (OCDE)
ODD/SDGs	Objectifs de développement durable	SIGMA	Soutien à l'amélioration des institutions publiques et des systèmes de gestion
OI	Organisation internationale	SKC	Centre de l'OCDE pour les compétences
OIM	Organisation internationale pour les migrations	S.M.	Sa Majesté
OIT	Organisation internationale du travail	SOE	Entreprise d'État
OMC	Organisation mondiale du commerce	STI	Direction de la science, de la technologie et de l'innovation (OCDE)
ONG	Organisation non gouvernementale	STIP	Politiques de la science, de la technologie et de l'innovation
ONU	Organisation des Nations Unies	TAD	Direction des échanges et de l'agriculture (OCDE)
OSG	Cabinet du Secrétaire général (OCDE)	TALIS	Enquête internationale sur l'enseignement et l'apprentissage
OSN	Office de Statistiques Nationales (PARIS21)	TIC	Technologie de l'information et de la communication
PAC	Direction des relations extérieures et de la communication (OCDE)	TUAC	Commission syndicale consultative
PaRIS	Enquête PaRIS auprès des personnes atteintes d'une maladie chronique	UA	Union africaine
PARIS21	Partenariat statistique au service du développement au XXI ^e siècle	UE	Union européenne
PARS	Programme d'appui à la réforme structurelle (Commission européenne)	21 pour 21	Agenda du Secrétaire général Angel Gurría, basé sur 21 propositions « pour consolider et poursuivre la transformation de l'OCDE à l'horizon 2021 »
PCN	Points de contact nationaux	25x25	Objectif du G20 de réduire de 25 % l'écart entre les taux d'activité masculin et féminin d'ici 2025
PIAAC	Programme international pour l'évaluation des compétences des adultes		

Lettre du Secrétaire général

En 2019, nous avons été confrontés à un contexte de plus en plus difficile : nous avons assisté à une hausse des inégalités et des troubles sociaux dans de nombreux pays, et les tensions commerciales ont continué de peser sur l'activité économique. L'OCDE n'a pas manqué de prendre la mesure de l'ampleur de cet impact et de tirer le signal d'alarme, en insistant sur le rôle fondamental que peuvent jouer les enceintes multilatérales dans l'instauration de règles du jeu équitables pour le commerce et l'investissement internationaux. Ces difficultés ont continué de croître, alors même que nous nous trouvons au cœur d'une transformation numérique et d'une transition démographique majeures qui ont des répercussions profondes, non seulement sur nos économies et nos sociétés, mais également sur notre façon d'apprendre, de travailler, de penser et de vivre. Par ailleurs, le changement climatique représente toujours une menace grave pour notre planète, nos économies et nos sociétés.

L'année 2020 a débuté par la **pandémie de coronavirus**, qui a entraîné des pertes de vies humaines de grande ampleur et causé des souffrances considérables, et dont l'impact sur nos économies a été colossal. Cette crise a levé le voile sur certains domaines de vulnérabilité de nos économies et de nos politiques, qui ont peut-être amplifié l'impact de la

crise due au COVID-19, et auxquels nous devons remédier. La **résilience de nos systèmes de santé, nos chaînes de valeur, nos relations commerciales et nos finances** semble avoir été insuffisante pour prévenir cette crise. Celle-ci a également démontré que les mécanismes de contagion et les moyens d'y faire face ne nous sont pas suffisamment



Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE, et Emmanuel Macron, Président de la France au Forum de Paris sur la paix, Paris, le 12 novembre 2019.

Photo : OCDE/Victor Tonelli



📍 Inga Rhonda King, Présidente du Conseil économique et social (ECOSOC), signe le « Livre d'Or » aux côtés d'Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE, OCDE, Paris, le 5 mars 2019.

Photo :
OCDE/Hervé Cortinat

connus. Si la maladie s'est dans un premier temps répandue dans certaines des économies les plus avancées du monde et dans les principales économies émergentes, elle a également touché les plus pauvres, et a eu des répercussions considérables sur les pays en développement.

Au cœur de la crise due au COVID-19, l'OCDE a réclamé que des **mesures urgentes et coordonnées de grande ampleur** soient prises aux échelons infranational, national et international. Nous avons lancé le **portail de contenu numérique de l'OCDE** (<https://www.oecd.org/coronavirus/fr>) afin de fournir un point d'accès unique aux données, aux analyses et aux conseils de l'OCDE sur les mesures de riposte face au COVID-19. Il s'agit aussi de répertorier à travers ce portail les initiatives nationales, de manière à permettre aux pays de mettre en commun les pratiques optimales et de mieux coordonner leur action. Nous avons également demandé aux gouvernements et aux chefs d'entreprise de prendre des mesures fortes afin de limiter les conséquences sur les populations les plus vulnérables du monde.

L'OCDE a par ailleurs intensifié ses efforts visant à rendre l'économie mondiale plus inclusive et à faire de ces transformations numériques et démographiques des sources d'inclusion, de productivité et de durabilité. Nos **Perspectives économiques** internationales et nationales continuent à fournir une analyse de pointe sur les principales tendances et perspectives économiques, ainsi que des recommandations

pour l'action publique destinées à assurer une croissance inclusive et durable. Lors de la **Réunion du Conseil au niveau des Ministres (RCM) de 2019** – présidée par la République slovaque – nous nous sommes entretenus des opportunités à saisir pour mettre la transition numérique au service du développement durable, et des défis qui se poseraient. Nous avons présenté les résultats de la Phase 1 de nos travaux intitulés **Vers le numérique**, dont nous avons entamé la Phase 2. En mai 2019, le Conseil de l'OCDE a adopté la **Recommandation de l'OCDE sur l'intelligence artificielle (IA)**, le premier ensemble intergouvernemental de principes sur l'IA destiné à favoriser l'émergence d'une intelligence artificielle innovante et fiable, respectueuse des droits humains et des valeurs démocratiques. Nous avons également lancé l'**Observatoire des politiques relatives à l'IA**. L'édition 2019 de notre publication annuelle **Perspectives de l'OCDE sur les PME et l'entrepreneuriat** a été lancée en mai 2019. Elle examine en profondeur les répercussions de la transformation numérique et de la mondialisation sur la situation des marchés et sur l'accès des PME aux ressources stratégiques telles que les financements, les compétences, la technologie et les données. Lors du **Groupe de stratégie globale 2019 (GSG)**, nous avons débattu des enjeux sur le plan démographique, et en particulier des risques posés par le vieillissement des sociétés et des opportunités qui peuvent en être dégagées. Ces réflexions ont toutes alimenté la RCM 2020, présidée par l'Espagne, au cours de laquelle notre objectif consistera à regrouper nos programmes d'action dans différents

domaines – croissance, croissance verte, croissance inclusive, transformation numérique, vieillissement – en une approche stratégique unique.

En 2019, nous avons également organisé notre deuxième **Forum mondial de l'OCDE sur les politiques en matière de technologie des chaînes de blocs**, qui a rassemblé des responsables de haut niveau des secteurs public et privé, des experts, des membres de la sphère universitaire et d'autres parties prenantes pour étudier les répercussions, au niveau de l'action publique, de la technologie des chaînes de blocs, et réfléchir à une réponse globale destinée à faciliter la mise en place d'une innovation viable et pragmatique, ainsi que l'adoption de cette technologie. Nous avons également lancé un nouveau rapport de l'OCDE sur **l'Amélioration de l'accès aux données et de leur partage**, qui expose de nouvelles approches pour accroître la valeur sociale et économique de la réutilisation des données.

L'OCDE a également été le fer de lance de la recherche d'une solution multilatérale face aux défis posés en matière fiscale par la transformation numérique de l'économie, un processus que nous nous efforcerons de mener à terme en parvenant en 2020 à une solution à long terme reposant sur un consensus,

en collaboration avec l'ensemble des membres et les parties prenantes du **Cadre inclusif OCDE/G20 sur le BEPS**. Nous avons par ailleurs fêté le 10^e anniversaire du **Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales**, en présence de 70 ministres et représentants à haut niveau de 156 juridictions rassemblés à Paris pour affirmer leur engagement à l'égard d'une plus grande transparence fiscale et de la lutte contre la fraude fiscale internationale.

Dans le contexte du G20, du G7 et d'autres grandes enceintes mondiales telles que l'APEC (Coopération économique pour l'Asie-Pacifique), l'OCDE continue de fournir le socle de données factuelles sur lequel reposent les débats stratégiques et les accords. En 2019, nous avons apporté un fort soutien à la **Présidence japonaise du G20**, dont le programme ambitieux était ciblé sur l'économie numérique, les infrastructures de qualité, les ODD, l'inclusion financière, le vieillissement et la lutte contre la corruption. L'OCDE a prêté appui à la rédaction, ainsi qu'à l'adoption par les dirigeants du G20 des « Principes du G20 sur l'intelligence artificielle » qui découlent de la Recommandation du Conseil de l'OCDE sur l'intelligence artificielle. Nous avons également continué à soutenir des programmes d'action cruciaux du G20, tels que ceux



À partir de la gauche : François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France, Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE, et Bruno Le Maire, ministre de l'Économie et des Finances, à la réunion des ministres des Finances et des gouverneurs des banques centrales, Chantilly, le 17 juillet 2019.

Photo : A. Salessa

consacrés à l'égalité femmes-hommes, notamment au suivi de l'objectif 25x25, à l'action climatique et à la préservation de l'environnement, aux échanges, à la lutte contre la corruption, au développement et aux migrations. À l'appui de la **Présidence française du G7**, l'OCDE a contribué à des résultats dans les priorités de la lutte contre les inégalités – de l'éducation à l'emploi et au développement – et lors du **Sommet du G7 de Biarritz**, nous avons lancé l'**initiative intitulée « Les entreprises à l'appui de la croissance inclusive » (B4IG)**. Les entreprises qui en font partie se sont engagées à promouvoir les droits humains dans leurs propres activités et dans les chaînes d'approvisionnement, à faire progresser l'inclusivité sur le lieu de travail et à œuvrer en faveur de l'inclusion dans leurs chaînes de valeur et dans les écosystèmes des entreprises. Nous avons en outre intensifié notre collaboration avec l'**APEC**, accueillie par le Chili, en soutenant son programme d'action dans des domaines fondamentaux tels que la transformation numérique, l'autonomisation des femmes, l'intégration régionale et le développement des infrastructures. Nous avons également continué à soutenir nos membres et nos partenaires au moyen de conseils ciblés pour l'action publique et d'une aide aux réformes structurelles.

L'urgence climatique figure au premier plan des débats



☞ Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE, discute avec Angela Merkel, Chancelière allemande, à la réunion annuelle des Chefs d'organisations internationales, Berlin, le 1^{er} octobre 2019.

Photo : OCDE/Axel Schmidt

politiques dans le monde entier. Le changement climatique et l'environnement sont au cœur de nos travaux, et l'année dernière a exigé de notre part des efforts plus soutenus et durables. Au cours de la Semaine du climat qui s'est tenue à New York en 2019, nous avons souligné l'importance d'**aligner la coopération pour le développement et l'action climatique**. Nous avons publié des rapports sur des thématiques clés tels qu'**Accélérer l'action pour le climat : Remettre le bien-être des personnes au centre des politiques publiques, Hausse du niveau des mers** et **Taxing Energy Use**. En 2019, notre **Agence pour l'énergie nucléaire (AEN)** a publié des rapports phares sur les coûts systémiques de l'électricité, l'approvisionnement en radio-isotopes médicaux et le fonctionnement à long terme des réacteurs nucléaires. Nous avons contribué au G7 de l'environnement avec le rapport intitulé **Biodiversity: Finance and the Economic and Business Case for Action**. Nous avons été aussi très présents lors de la **COP25** (25^e Conférence des parties à la Convention des Nations Unies sur les changements climatiques) à Madrid, et entendons continuer à concourir pleinement à la COP26 qui aura lieu à Glasgow.

Face aux changements politiques et au mécontentement social de grande ampleur auxquels nous avons assisté l'année dernière, l'OCDE s'emploie à recadrer le débat sur le bien-être et à élaborer un nouveau discours sur la croissance, qui va au-delà du PIB. Notre initiative relative aux **nouvelles approches face aux défis économiques (NAEC)** a abouti à l'élaboration d'une nouvelle série d'objectifs et de mesures du progrès économique et social en contribuant progressivement à l'adoption d'une perspective systémique de l'action publique. Les 17 et 18 septembre a eu lieu la Conférence NAEC sur le thème **Prévenir l'effondrement systémique**. Le **Groupe de travail conjoint OCDE-IIASA sur la pensée systémique, l'anticipation et la résilience** a produit une publication intitulée *Systemic Thinking for Policy Making: The Potential of Systems Analysis for Addressing Global Policy Challenges in the 21st Century*. La résilience, ou la capacité à rebondir et à s'adapter à des risques imprévus, quel que soit leur nombre, doit devenir un concept clé de la gestion et du fonctionnement des systèmes, afin de préserver notre capacité à continuer de fonctionner au milieu de bouleversements tels que celui auquel nous faisons face cette année avec le COVID-19. En outre, le rapport du Groupe consultatif du Secrétaire général, **Au-delà de la croissance : Vers une nouvelle approche économique** conçoit un nouvel ensemble d'objectifs et de mesures du progrès économique et social, de nouveaux cadres d'analyse économique et de nouvelles formes de politiques publiques.

Nous poursuivons notre action à l'appui d'un processus de croissance plus inclusif, notamment en mettant en lumière les multiples difficultés auxquelles est confrontée la classe moyenne, dans notre rapport **Sous pression : La classe moyenne en perte de vitesse**. Nous avons ciblé nos travaux sur l'amélioration des opportunités et des droits des travailleurs, via notre nouveau rapport intitulé **Negotiating Our Way Up: Collective Bargaining in a Changing World of Work** et nos travaux dans le cadre de l'initiative « **Global Deal** » pour le travail décent et la croissance inclusive, visant à contribuer à rendre plus efficace et à renforcer le dialogue social afin d'améliorer l'avenir du travail. L'une de nos publications annuelles, les **Perspectives de l'emploi**, porte sur ces questions et s'attache en particulier à définir un programme de transition vers un avenir qui profite à tous, en abordant des thématiques cruciales et d'actualité telles que la protection de la législation du travail, la protection sociale et l'apprentissage des adultes.

Nous avons donné aux enfants une place centrale dans l'élaboration des politiques. À l'occasion de la Journée mondiale de l'enfance, nous avons publié un rapport intitulé **Changing the Odds for Vulnerable Children**, qui appelle les pays à élaborer des stratégies du bien-être qui accordent la priorité aux besoins des plus vulnérables. Nous avons également poursuivi nos travaux sur l'éducation : nous avons présenté les **résultats de notre enquête PISA 2018**, qui aide les gouvernements à concevoir des politiques de l'éducation de meilleure qualité pour faire face à un avenir de plus en plus complexe et dans lequel les technologies numériques occuperont une place croissante. Nos rapports, **Getting Skills Right: Future-Ready Adult Learning Systems** et les **Perspectives de l'OCDE sur les compétences 2019**, ont mis en lumière l'importance de développer les systèmes d'apprentissage pour les adultes.

Nous avons confirmé que l'égalité femmes-hommes était au cœur de nos priorités. En 2019, nous avons créé le **Groupe de travail de l'OCDE sur l'intégration et la gouvernance de la problématique femmes-hommes** afin de rassembler des institutions autour de l'élaboration d'outils, de critères de référence et de recommandations concrètes sur les moyens d'accélérer les progrès vers une diminution des inégalités entre les sexes. Nos manifestations organisées au titre de l'initiative **March on Gender** en 2019 ont contribué aux débats importants sur les défis persistants et les préjugés sexistes dans les données, et ont prôné l'adoption d'un prisme de l'égalité femmes-hommes dans la conception des projets d'infrastructure, ainsi que le renforcement de la prise en

considération de la problématique femmes-hommes dans les travaux sur l'intégrité. Nous avons continué à assurer le suivi des progrès en direction de l'objectif fixé par le G20 de réduire l'écart de taux d'activité entre les femmes et les hommes de 25 % d'ici 2025. Nous avons également organisé une première Conférence à haut niveau de l'OCDE sur le thème « **Ending Violence against Women** ». Elle s'est conclue par un appel lancé par les Ambassadeurs de l'OCDE à l'Organisation, en coopération avec les organisations internationales et les partenaires concernés. Ils ont demandé à ce que soient approfondis ses travaux visant à répertorier et à recommander des mesures clés pouvant être prises par les gouvernements pour éliminer les violences à l'encontre des femmes, en s'attaquant en particulier aux violences conjugales.

L'OCDE a également continué à encadrer les débats internationaux sur les migrations et l'intégration. En plus de la 43^e édition annuelle des **Perspectives des migrations internationales**, le **plan d'action conjoint** élaboré avec le HCNUR intitulé **Engaging with Employers in Hiring Refugees** contribue aux dialogues menés dans des pays du monde entier. Le rapport **Prêts à aider ? Améliorer la résilience des dispositifs d'intégration pour les réfugiés et les autres immigrants vulnérables** s'intéresse à la façon dont les pays de l'OCDE pourraient être mieux préparés dans le contexte d'arrivées massives et soudaines de migrants et de réfugiés. Nous avons également transmis notre rapport annuel **International Migration and Displacement Trends and Policies**, fruit d'une collaboration avec l'OMI, l'OIT et l'HCNUR, aux dirigeants du G20.

Dans le contexte des inégalités plus vastes entre les régions, nous avons pris des mesures importantes pour renforcer nos travaux sur le développement régional avec l'édition 2019 des **Regional Outlook** et l'**Observatoire mondial des finances et de l'investissement des collectivités territoriales**. La 4^e réunion des Maires champions, la 7^e Table ronde des maires et des ministres et la 4^e Réunion des Ministres du Développement régional qui s'est tenue à Athènes ont abouti à une **Déclaration sur les politiques susceptibles de forger un avenir meilleur pour les régions, les villes et les zones rurales**. Les ministres se sont déclarés satisfaits des **Principes sur la politique urbaine** et des **Principes sur la politique rurale**. Notre **Forum international des transports** a continué à axer ses travaux sur plusieurs questions clés auxquelles sont confrontées les régions et les villes, telles que la sûreté de la micromobilité et la sécurité routière.

Concernant le développement et la mise en œuvre des ODD, deux recommandations importantes ont été adoptées : la

Recommandation du CAD sur l'articulation entre action humanitaire, développement et recherche de la paix et la Recommandation du CAD sur l'élimination de l'exploitation sexuelle, des atteintes sexuelles et du harcèlement sexuel dans le contexte de la coopération pour le développement et de l'aide humanitaire, qui est la première norme internationale établie dans ce domaine. En plus des perspectives économiques régionales annuelles, les *Perspectives mondiales du financement du développement durable 2019* ont apporté une contribution remarquable en matière d'amélioration des mesures, du ciblage et de la coordination. Le *Rapport Coopération pour le développement 2019* avait pour objectif d'aligner la coopération pour le développement sur les priorités d'ordre mondial les plus urgentes – de la menace croissante posée par le changement climatique à la perte de vitesse des mesures prises en direction des Objectifs de développement durable et du Programme de développement durable à l'horizon 2030. La troisième édition de la publication *Mesurer la distance à parcourir pour atteindre les cibles des ODD* a été saluée par le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies comme étant une contribution de grande qualité aux stratégies nationales. Notre **Centre de développement** reste un partenaire des pays en développement par le biais de ses travaux sur le développement en transition, des perspectives régionales et de travaux relatifs à des pays spécifiques, notamment les **Examens multidimensionnels par pays**, qui visent à concevoir des politiques et des stratégies propices à un développement holistique.

L'OCDE continue d'être une enceinte où les dirigeants se rassemblent pour débattre et prendre des mesures sur les principaux défis d'ordre économique et social à l'ordre du jour de la communauté internationale. Le **Forum de l'OCDE 2019**, *Un Monde ÉMouvant*, visait à mettre la mondialisation et la révolution numérique au service d'un progrès plus inclusif et plus durable. Le **Forum mondial 2019 de l'OCDE sur l'intégrité et la lutte contre la corruption** a mobilisé plus de 2 000 participants de 120 pays sur le thème « Tech for Trust », et a confirmé son rôle de manifestation annuelle de première importance rassemblant de multiples parties prenantes sur la lutte contre la corruption à l'échelle mondiale. En 2019, nous avons également dévoilé l'**Observatoire de l'espace civique** afin de permettre aux citoyens et aux organisations de la société civile de nouer un dialogue fructueux avec leurs gouvernements et entre eux.

À l'OCDE, nous nous efforçons d'améliorer notre gouvernance et nos systèmes administratifs, en procédant à un examen approfondi du **cadre de gouvernance** de notre Organisation.



☞ Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE, et Jair Bolsonaro, Président du Brésil, lors du Sommet des dirigeants du G20 à Osaka, le 28 juin 2019. Photo : PR/Alan Santos

L'importance et la pertinence au niveau mondial de l'OCDE ne cessent de croître, notamment via nos travaux avec nos **partenaires clés** (Afrique du Sud, Brésil, Chine, Inde, Indonésie). Leur adhésion croissante aux instruments de l'OCDE et leur participation à ses comités et ses organes renforcent nos normes et étoffent notre socle de connaissances. Nous collaborons également avec un certain nombre de pays afin de faire progresser leur demande d'adhésion. Cette année, nous avons accueilli la Colombie en tant que nouveau membre, et le processus d'adhésion du Costa Rica¹ devrait être mené à terme rapidement. Alors que plusieurs pays ont fait part de leur souhait d'adhérer à l'Organisation, nous continuons à progresser dans nos relations mondiales afin de veiller à ce que l'OCDE et ses normes comptent à l'échelle mondiale.

À l'avenir, l'OCDE poursuivra ses travaux sur les enjeux les plus impérieux de notre époque. Cette année marquera le 60^e anniversaire de notre Organisation, un événement qui nous donnera l'occasion de nous retourner sur le passé et d'élaborer une vision d'avenir. Nous sommes impatients de continuer à aider nos membres et nos partenaires à concevoir, développer et mettre en œuvre des politiques meilleures pour une vie meilleure. ■

1. Le 15 mai 2020, le Conseil de l'OCDE a invité le Costa Rica à devenir membre. La date de l'adhésion sera celle du dépôt de l'instrument d'adhésion du Costa Rica à la Convention de l'OCDE.

Rétrospective de l'année 2019



22-25 janvier
Le Secrétaire général de l'OCDE participe au Forum économique mondial de Davos



10-11 février
Sommet mondial des gouvernements à Dubaï



28-29 juin
Le Secrétaire général de l'OCDE mène une délégation au Sommet des dirigeants à Osaka

JANVIER

FÉVRIER

MARS

AVRIL

MAI

JUIN

11-12 mars
Sommet de l'OCDE sur la transformation numérique

Semaine de l'OCDE

20-21 mai
Lancement de la Recommandation du Conseil de l'OCDE sur l'intelligence artificielle lors du Forum de l'OCDE 2019 : Un Monde ÉMouvant

22-23 mai
Réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des Ministres à Paris

14 juin
Centenaire de l'Organisation internationale du travail à Genève





23 août

Lancement de la coalition de « Business for Inclusive Growth » au Palais de l'Élysée

25-26 août

Le Secrétaire général de l'OCDE participe au Sommet des dirigeants du G7 à Biarritz

17-18 septembre

Conférence du Groupe NAEC : Prévenir l'effondrement systémique

23 septembre

Sommet Action Climat de l'ONU

11-12 novembre

Forum de Paris sur la Paix

13 novembre

L'OCDE accueille la Conférence de Paris

19 novembre

Conférence de l'OCDE « Renforcer la résilience des enfants vulnérables »

JUILLET

4-5 juillet

Le Secrétaire général de l'OCDE participe au Sommet spécial Balkans occidentaux à Poznań

AOÛT

12-13 septembre

Forum mondial de l'OCDE sur les politiques en matière de blockchain

SEPTEMBRE

17-30 septembre

Le Secrétaire général de l'OCDE Angel Gurría discute avec le Secrétaire général de l'ONU António Guterres lors de l'Assemblée générale des Nations Unies

OCTOBRE

20-21 novembre

Table ronde avec le Premier ministre chinois et des dirigeants d'organisations internationales

NOVEMBRE

26-27 novembre

10^e anniversaire du Forum mondial de l'OCDE sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales



Activités du Secrétaire général en 2019

VUE D'ENSEMBLE

En 2019, le Secrétaire général de l'OCDE a suivi un programme au rythme intensif, ponctué de nombreux engagements officiels tant à Paris qu'à l'étranger. Par le biais de ces activités, il a pu œuvrer au renforcement de la pertinence, de l'impact et de la visibilité de l'Organisation en continuant d'apporter un soutien et un conseil stratégique opportun et ciblé aux pays membres et partenaires afin de les aider à mettre en œuvre leurs programmes de réforme, tout en assurant la gestion du Secrétariat de l'OCDE et en veillant à la bonne gouvernance de l'Organisation.

À Paris, le Secrétaire général a présidé 17 sessions du Conseil, participé à plusieurs manifestations et réunions de l'OCDE, et rencontré de nombreux interlocuteurs de haut rang. Dans le cadre du Programme des dirigeants, il a accueilli à l'Organisation 17 chefs d'État ou de gouvernement, dont le Président français Emmanuel Macron, et a participé à plusieurs conférences internationales organisées dans nos locaux. Le Secrétariat de l'OCDE et les délégations ont pu également profiter de ces rencontres grâce à un programme de conférences publiques. D'éminents intellectuels et pionniers en matière d'innovation y ont participé à l'occasion de leurs interventions dans le cadre des séminaires sur les Nouvelles approches face aux défis économiques ou de la série des Cafés du Secrétaire général.

Le Secrétaire général a également effectué 38 déplacements à l'étranger, au cours desquels il a dialogué avec de nombreux dirigeants et intervenants majeurs lors de centaines de réunions formelles et informelles. Ces missions incluent la participation aux principaux sommets internationaux qui ont eu lieu au cours de l'année, comme le Sommet des dirigeants du G7 à Biarritz, le Sommet des dirigeants du G20 à Osaka, l'Assemblée générale des Nations Unies à New York, ou encore la COP25 (Conférences des Nations unies sur les changements climatiques) à Madrid.

Au total, le Secrétaire général a assisté dans l'année à plus de 650 réunions bilatérales officielles, dont 66 réunions

officielles avec des chefs d'État ou de gouvernement, 22 réunions avec des dirigeants d'organisations internationales et 184 réunions avec des ministres, auxquelles viennent s'ajouter de nombreux contacts informels avec de hauts fonctionnaires et des intervenants de haut niveau.

La présence de l'Organisation dans les médias et sa couverture médiatique sont également restées à un niveau constamment élevé.

ACTIVITÉS À L'ÉTRANGER

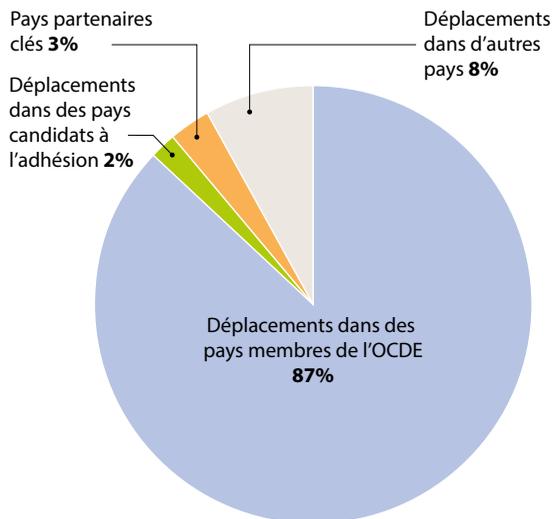
Depuis 2007, le Secrétaire général a effectué 631 déplacements à l'étranger.

En 2019, 33 de ses 38 déplacements à l'étranger (87 %) concernaient des pays membres de l'OCDE. L'un d'entre eux a porté sur un pays partenaire clé et quatre sur des pays candidats à l'adhésion ou autres pays non membres :

- Trente-trois déplacements vers 20 des 36 pays membres de l'OCDE : Allemagne (2 visites), Belgique (2), Canada (1), Chili (1), Espagne (2), États-Unis (4), Finlande (1), Grèce (1), Islande (1), Italie (1), Japon (3), Lettonie (1), Luxembourg (1), Mexique (2), Pologne (1), Portugal (1), République slovaque (2), Royaume-Uni (1), Suède (1) et Suisse (4).
- Un déplacement vers un pays partenaire clé : République populaire de Chine. La Directrice de Cabinet et les Secrétaires généraux adjoints se sont également rendus dans les pays partenaires clés en plusieurs occasions afin de soutenir les activités du Secrétaire général.
- Quatre déplacements vers des pays candidats à l'adhésion ou autres pays non membres : Colombie (1), Émirats arabes unis (1), Roumanie (1) et Uruguay (1).

Le principal objectif de la plupart de ces missions était de présenter les conseils de l'OCDE en matière d'action publique à chaque pays concerné, ou de répondre aux multiples demandes de visite formulées par les pays membres et partenaires. Le Secrétaire général a présenté

Graphique 1. Déplacements du Secrétaire général à l'étranger, 2019



aux pays les travaux de l'OCDE en rapport avec leur programme de réforme, et a ainsi accru la visibilité de l'Organisation. Au cours de chacun de ces déplacements, le Secrétaire général a rencontré des dirigeants et certains des principaux membres du gouvernement. Il a présenté 3 brochures (« The European Union: A People-Centred Agenda », « Getting Policy Design Right: OECD Reviews and Studies », et « Raising the Bar »), 16 Synthèses, et 13 documents de la série « X-Ray », produits par son Cabinet, au cours de ses déplacements à l'étranger et des réunions qu'il a tenues avec des dirigeants.

Ces visites étaient parfois liées à sa participation à d'importants forums ou sommets. Le Secrétaire général a représenté l'OCDE et présenté les derniers travaux de l'Organisation lors de manifestations internationales importantes, notamment lors du Forum économique mondial annuel de Davos, du Sommet mondial des gouvernements à Dubaï, des réunions du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale à Washington, du Sommet des dirigeants du G20 à Osaka, du Sommet des dirigeants du G7 à Biarritz, de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York, de la réunion des Chefs d'organisations internationales à Berlin et de la COP25 à Madrid.

Il a également participé à d'importantes réunions et conférences ministérielles de l'OCDE à l'étranger, comme

la Réunion du Comité des politiques de développement régional au niveau ministériel à Athènes, ainsi qu'à des manifestations telles que la Réunion des ministres des Finances de la Coopération économique Asie-Pacifique à Santiago.

Le Secrétaire général a rencontré les principaux ministres et dirigeants de chaque pays visité, au nombre desquels il convient de citer : le Président de l'Argentine Mauricio Macri, le Premier ministre de l'Australie Scott Morrison, le Premier ministre de la Belgique Charles Michel, le Président du Brésil Jair Bolsonaro, le Premier ministre de la Bulgarie Boyko Borissov, le Premier ministre du Canada Justin Trudeau, le Président de la République centrafricaine Faustin-Archange Touadéra, le Président du Chili Sebastián Piñera, le Président de la République populaire de Chine Xi Jinping et son Premier ministre Li Keqiang, le Président de la Colombie Iván Duque, le Président des Comores Azali Assoumani, le Président du Costa Rica Carlos Alvarado, la Présidente de la Croatie Kolinda Grabar-Kitarović et son Premier ministre Andrej Plenković, le Président de la République démocratique du Congo Félix Tshisekedi, le Président de l'Équateur Lenín Moreno et son Vice-président Otto Sonnenholzner, le Président de l'Égypte Abdel Fattah El Sisi, la Présidente de l'Estonie Kersti Kaljulaid, le Président de la République française Emmanuel Macron, la Chancelière allemande Angela Merkel, le Vice-président du Ghana Mahamudu Bawumia, le Président de la Guinée Alpha Condé, la Première ministre de l'Islande Katrín Jakobsdóttir, le Premier ministre de l'Inde Narendra Modi, le Président de l'Indonésie Joko Widodo, le Premier ministre de l'Italie Giuseppe Conte, le Premier ministre du Japon Shinzō Abe, le Président de la Corée Moon Jae-in, le Président de la Lettonie Raimonds Vējonis et son Premier ministre Krišjānis Kariņš, le Premier ministre du Luxembourg Xavier Bettel, le Premier ministre du Mali Boubou Cissé, le Chef du gouvernement du Maroc Saad Dine El Otmani, le Premier ministre des Pays-Bas Mark Rutte, la Première ministre de la Nouvelle-Zélande Jacinda Ardern, la Vice-présidente du Pérou Mercedes Aráoz, le Premier ministre du Portugal António Costa, la Première ministre de la Roumanie Viorica Dăncilă, le Premier ministre de la République slovaque Peter Pellegrini, le Premier ministre de la Slovénie Marjan Šarec, le Président de l'Afrique du Sud Cyril Ramaphosa, le Premier ministre de l'Espagne Pedro Sánchez, le Premier ministre de la Suède Stefan Löfven, le Chef du gouvernement de la Tunisie Youssef Chahed, le Premier

ministre des Émirats arabes unis Mohammed Bin Rashid Al Maktoum, le Premier ministre du Royaume-Uni Boris Johnson, le Président des États-Unis Donald Trump et le Premier ministre du Viet Nam Nguyễn Xuân Phúc.

Le Secrétaire général a rencontré en de fréquentes occasions des membres du Parlement des pays dans lesquels il s'est rendu, et a prononcé des allocutions devant le Congrès au cours de certaines de ses missions. Il a également rencontré des représentants du secteur privé, des syndicats et de la société civile au cours de ses déplacements à l'étranger. La plupart de ses visites comprenaient des manifestations publiques qui lui ont permis de s'adresser à un plus large auditoire et de diffuser les messages de l'OCDE auprès du grand public, notamment dans des universités et des groupes de réflexion réputés.

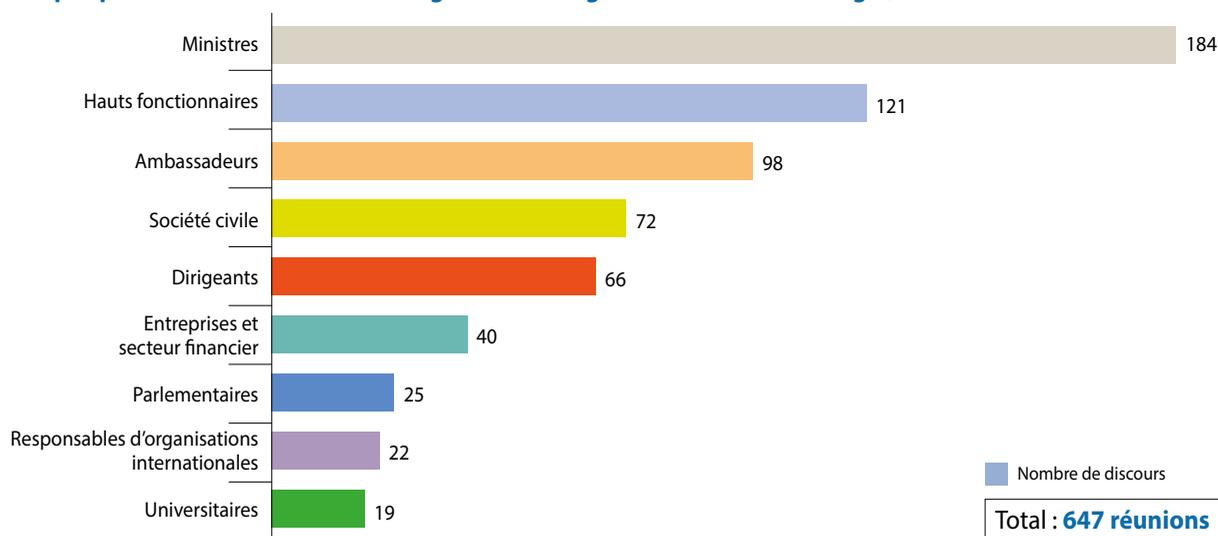
En 2019, l'OCDE a encore resserré ses liens avec le G20. Le Secrétaire général a été invité à participer à toutes les réunions à haut niveau du G20 sous la Présidence japonaise. Il s'agissait notamment du Sommet des dirigeants du G20 à Osaka et de la réunion des ministres des Finances du G20 à Fukuoka. Il a également assisté aux principales réunions du G7 en France, comme le Sommet des dirigeants du G7 à Biarritz, la réunion des ministres de l'Environnement du G7 à Metz et la réunion des ministres des Finances et des gouverneurs de banque centrale des pays du G7 à Chantilly.

ACTIVITÉS À PARIS

En 2019, le Secrétaire général a reçu 18 dirigeants à Paris. Au cours de la seule Semaine de l'OCDE, 1 chef d'État ou de gouvernement (République slovaque), 3 vice-premiers ministres ou vice-présidents, 49 ministres, 9 vice-ministres et des centaines d'autres responsables de haut rang sont venus à l'OCDE. Le Secrétaire général a également participé à la réunion annuelle du Groupe de stratégie globale de l'OCDE les 27 et 28 novembre.

Le Secrétaire général a également prononcé des allocutions et participé à d'autres manifestations importantes au siège de l'OCDE. Ces dernières incluent plusieurs conférences, forums mondiaux et réunions de comités à haut niveau tels que la Conférence de l'OCDE sur le financement privé à l'appui du développement durable, le Forum de l'OCDE sur le devoir de diligence dans le secteur de l'habillement et de la chaussure, la réunion du Réseau parlementaire mondial de l'OCDE, le Forum sur les marchés émergents, le Sommet de l'OCDE sur la transformation numérique, le Forum régional OCDE-Asie du Sud-Est, le Forum mondial de l'OCDE sur l'intégrité et la lutte anti-corruption, le déjeuner des présidents de comité en prélude à la RCM, le Forum de l'OCDE sur les chaînes d'approvisionnement responsables en minerais, la manifestation du Centre pour les opportunités et l'égalité (COPE) destinée à permettre aux plus démunis de faire entendre leur voix, la conférence de l'Initiative pour la transparence dans les industries

Graphique 2. Réunions du Secrétaire général au siège de l'OCDE et à l'étranger, 2019



extractives (ITIE), le Forum de l'OCDE sur la politique des chaînes de blocs, le Forum de l'OCDE sur la finance et l'investissement verts, la Conférence de Paris, le Forum mondial Fortune, la réunion marquant le 10^e anniversaire du Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales, le Forum sur la croissance verte et le développement durable et le Forum mondial sur la concurrence.

En 2019, le Secrétaire général a également consacré une grande partie de son temps à ses fonctions courantes de gestion, ainsi qu'à la présidence du Conseil de l'OCDE et au dialogue avec les délégations. Au total, il a tenu 53 réunions bilatérales avec les ambassadeurs auprès de l'OCDE et présidé 17 sessions du Conseil de l'OCDE, 3 réunions des chefs de délégation, 5 réunions du Bureau de la RCM, 9 réunions régulières avec les présidents des comités permanents et 8 réunions du Groupe des directeurs. Il a également organisé 46 réunions préparatoires sur les travaux de substance et les activités avec différentes unités de l'Organisation, 75 réunions régulières avec les directeurs de l'OCDE et 97 réunions régulières avec de hauts responsables, ainsi que plusieurs centaines de réunions de gestion sur des questions de fonctionnement interne à l'Organisation.

COMMUNICATION ET VISIBILITÉ

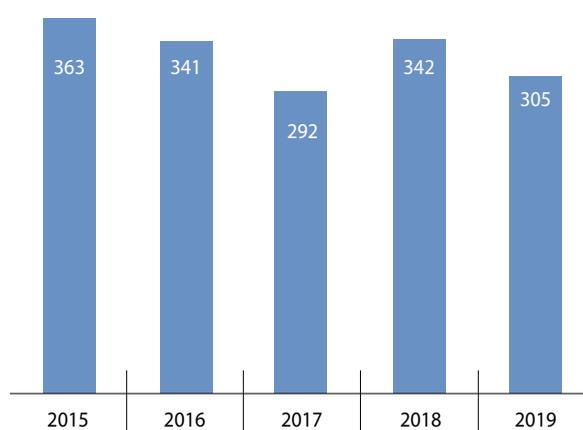
Durant l'année 2019, l'OCDE a continué de renforcer son impact et sa visibilité. Les activités d'ouverture et de communication du Secrétaire général ont reçu un large écho et ont joué un rôle essentiel à cet égard.

Le Secrétaire général a accordé 85 entretiens à l'occasion de missions et 23 entretiens ont été réalisés à Paris dans les studios de l'OCDE, en plus de nombreux entretiens non programmés et autres points presse. Il a assuré le lancement de 32 Perspectives, publications phares et rapports dans 17 pays (Allemagne, Belgique, Colombie, Émirats arabes unis, États-Unis, Grèce, Islande, Italie, Japon, Lettonie, Luxembourg, Mexique, Pologne, Portugal, République slovaque, Suède et Suisse) et auprès de l'Union européenne.

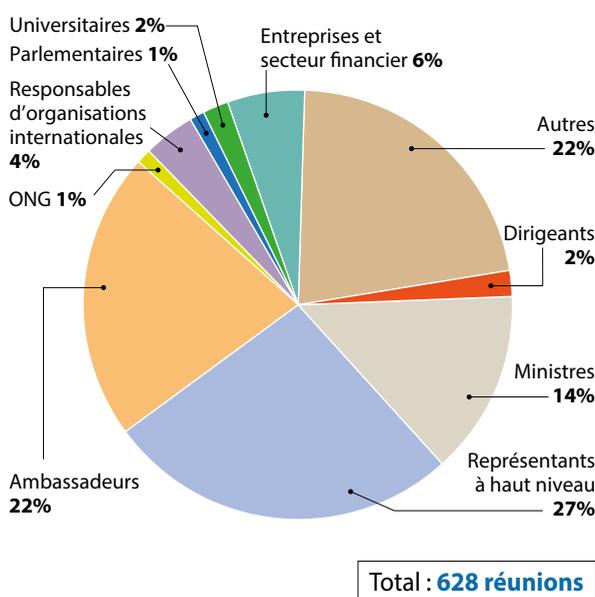
Au cours de l'année, le Secrétaire général a prononcé 305 allocutions et a été cité 4 654 fois dans les médias et dans 705 articles originaux. Il a signé trois tribunes libres dans différents médias et plusieurs articles ou interventions

traduites en plusieurs langues. La présence dans les médias sociaux et leur utilisation a fortement augmenté, ce qui a permis à l'Organisation d'atteindre un public plus large et de participer au débat mondial sur des questions essentielles. Le compte Twitter du Secrétaire général et ses contributions sur diverses plateformes de médias sociaux lui ont donné la possibilité, par des démarches novatrices, de faire mieux connaître les travaux de l'Organisation. ■

Graphique 3. Nombre d'allocutions, 2015-19



Graphique 4. Ventilation des réunions au siège de l'OCDE, 2019



À propos de l'OCDE



L'OCDE en bref

www.oecd.org/fr

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) est une organisation internationale qui œuvre à la mise en place de politiques meilleures pour une vie meilleure. Notre objectif est de promouvoir des politiques publiques qui favorisent la prospérité, l'égalité des chances et le bien-être pour tous. Nous nous appuyons sur près de 60 ans d'expérience et de connaissances pour préparer le monde de demain.

En étroite collaboration avec les pouvoirs publics, les décideurs et les citoyens, nous établissons des normes internationales fondées sur des données factuelles et proposons des solutions en réponse aux défis sociaux, économiques, et environnementaux. De l'amélioration des performances économiques à la création d'emplois, de la promotion de systèmes éducatifs efficaces à la lutte contre l'évasion fiscale internationale, les thématiques traitées par l'OCDE font de l'Organisation un forum et un centre de connaissances uniques en leur genre. Nous mettons des données, analyses et conseils sur les politiques publiques à la disposition des dirigeants, tout en facilitant le partage

d'expériences et de bonnes pratiques entre les pays et les acteurs du changement. Grâce aux normes de référence que nous établissons, et à nos programmes et initiatives, nous aidons une centaine de pays dans le monde à piloter leurs réformes et à leur donner un point d'ancrage en s'appuyant sur notre savoir-faire collectif et nos valeurs communes.

Nos 37 pays membres se situent dans diverses régions de la planète, de l'Amérique du Nord et du Sud à l'Europe, en passant par l'Asie et le Pacifique. La Colombie, qui a rejoint l'OCDE en avril 2020, est le dernier membre en date. En avril 2015, des discussions d'adhésion ont été entamées avec le Costa Rica, puis en mai 2020, le Conseil a invité le Costa Rica à devenir membre de l'OCDE.

L'OCDE collabore également avec des économies de premier plan dans le monde, à savoir l'Afrique du Sud, le Brésil, la Chine, l'Inde et l'Indonésie, qui sont des partenaires clés de l'Organisation et participent à ses travaux quotidiens. Ils apportent à cet égard des points de vue utiles et renforcent la pertinence des débats sur l'action publique. ■



📍 Hall d'entrée du Centre de conférence de l'OCDE, Paris. Photo : OCDE/Hervé Cortinat

Pays membres de l'OCDE :

Ambassadeurs^a et date d'adhésion

www.oecd.org/fr/apropos/membres-et-partenaires

Allemagne	Son Excellence M. Martin Hanz	1961
Australie	Son Excellence M. Alexander Robert William Robson	1971
Autriche	Son Excellence M. Thomas Schnöll	1961
Belgique	M. Olivier Quinaux (Chargé d'Affaires ad interim)	1961
Canada	Son Excellence Mme Madeleine Chenette	1961
Chili	Son Excellence M. Felipe Morandé	2010
Colombie	Son Excellence M. Jaime Castro	2020
Corée	Son Excellence M. Hyoung Kwon Ko	1996
Danemark	Son Excellence M. Carsten Staur	1961
Espagne	Son Excellence M. Manuel Escudero	1961
Estonie	Son Excellence M. Clyde Kull	2010
États-Unis	M. Andrew Haviland (Chargé d'Affaires ad interim)	1961
Finlande	Son Excellence M. Tuomas Tapio	1969
France	Son Excellence M. Jean-Pierre Jouyet	1961
Grèce	Son Excellence M. Georges Prevelakis	1961
Hongrie	Son Excellence M. Lászlo Turóczy	1996
Irlande	Son Excellence M. Dermot Nolan	1961
Islande	Son Excellence M. Kristján Andri Stefánsson	1961
Israël	Son Excellence M. Eli Emanuel Lev	2010
Italie	Son Excellence M. Antonio Bernardini	1962
Japon	Son Excellence M. Yoshifumi Okamura	1964
Lettonie	Son Excellence Mme Ivita Burmestre	2016
Lituanie	Son Excellence Mme Lina Viltrakiene	2018
Luxembourg	Son Excellence Mme Martine Schommer	1961
Mexique	Son Excellence Mme Sybel Galván	1994
Norvège	Son Excellence M. Per Egil Selvaag	1961
Nouvelle-Zélande	Son Excellence Mme Jane Coombs	1973
Pays-Bas	Son Excellence M. Guido Biessen	1961
Pologne	Son Excellence M. Aleksander Surdej	1996
Portugal	Son Excellence M. Bernardo Lucena	1961
République slovaque	Son Excellence Mme Ingrid Brocková	2000
République tchèque	Son Excellence M. Petr Gandalovič	1995
Royaume-Uni	Son Excellence M. Christopher Sharrock	1961
Slovénie	Son Excellence Mme Irena Sodin	2010
Suède	Son Excellence Mme Anna Brandt	1961
Suisse	Son Excellence M. Giancarlo Kessler	1961
Turquie	Son Excellence M. Erdem Başçı	1961

Union européenne	Son Excellence M. Didier Lenoir	1961

Candidats à l'adhésion

www.oecd.org/fr/apropos/elargissement.htm

Costa Rica^b

Fédération de Russie^c

Partenaires clés

www.oecd.org/fr/apropos/membres-et-partenaires

Afrique du Sud

Brésil

**Chine, République populaire de
India**

Indonésie

a. Au 15 mai 2020.

b. Le 15 mai 2020, le Conseil de l'OCDE a invité le Costa Rica à devenir membre. La date d'adhésion sera celle du dépôt de l'instrument d'adhésion du Costa Rica à la Convention de l'OCDE.

c. Depuis mars 2014, les activités liées au processus d'adhésion de la Fédération de Russie à l'OCDE sont temporairement suspendues.

Le Secrétaire général et son Cabinet



ANGEL GURRÍA – Secrétaire général @A_Gurria

En sa qualité de Secrétaire général de l'OCDE, fonction qu'il occupe depuis 2006, M. Angel Gurría a conduit la transformation de l'OCDE pour en faire une institution « incontournable » pour ses travaux et ses conseils sur les réformes de l'action publique. Grâce à lui, l'OCDE s'affirme désormais comme un référent mondial en matière de bonnes pratiques, offrant un soutien ciblé aux pays membres et partenaires pour les aider à faire face aux défis actuels et concevoir, proposer et mettre en œuvre des politiques meilleures pour une vie meilleure.

M. Gurría a piloté l'Organisation dans la mise en œuvre d'importants programmes de réformes structurelles et supervisé des réalisations majeures dans les domaines des inégalités, de la croissance inclusive, de l'égalité femmes-hommes, de la gouvernance, de la modernisation du système fiscal international à des fins de transparence et d'équité, de la lutte contre la corruption, de la croissance verte, de l'eau, des migrations, de l'éducation, de la santé, de l'innovation et des échanges, pour n'en citer que quelques-uns. Il a été une force motrice dans l'effort déployé pour placer l'humain et le bien-être au centre des politiques publiques et de la croissance.

Il a donné une plus grande portée à la participation de l'OCDE à l'agenda mondial et aux grands accords multilatéraux, notamment par les importantes contributions de l'Organisation à l'Accord de Paris sur le climat, à la protection de la biodiversité et aux Objectifs de développement durable.

Sous sa direction, l'Organisation est devenue un partenaire de confiance du G20 et du G7, de la Coopération économique pour l'Asie-Pacifique (APEC), de l'Alliance du Pacifique, et de bien d'autres enceintes internationales.

Il a renforcé le rayonnement mondial et la pertinence de l'Organisation, en intensifiant ses relations avec des économies émergentes clés et en pilotant le processus d'adhésion de nouveaux membres, notamment des sept pays qui ont rejoint les rangs de l'OCDE depuis qu'il la dirige : le Chili, la Colombie, l'Estonie, Israël, la Lettonie, la Lituanie et la Slovaquie. Le Costa Rica¹ devrait adhérer très prochainement à l'Organisation, et six autres pays, l'Argentine, le Brésil, la Bulgarie, la Croatie, le Pérou et la Roumanie ont adressé une requête à cette fin, qui est en cours d'examen par les membres.

1. Le 15 mai 2020, le Conseil de l'OCDE a invité le Costa Rica à devenir membre. La date de l'adhésion sera celle du dépôt de l'instrument d'adhésion du Costa Rica à la Convention de l'OCDE.



GABRIELA RAMOS – Directrice de Cabinet et Sherpa
@gbramosp

Mme Gabriela Ramos a contribué à transformer l'OCDE en une institution menant des travaux à fort impact. Nommée Sherpa de l'OCDE en 2009, elle est responsable des contributions de l'Organisation à l'agenda mondial (G20, G7, APEC), et assure la supervision du Secrétariat des relations mondiales. Elle dirige les travaux de l'OCDE sur la croissance inclusive, la stratégie pour l'égalité entre les femmes et les hommes, le bien-être et les enfants. Elle a récemment lancé une initiative intitulée « Les entreprises à l'appui de la croissance inclusive » (B4IG). Elle pilote l'initiative de l'OCDE sur les Nouvelles approches face aux défis économiques. Elle occupait auparavant le poste de Directrice du Centre OCDE de Mexico pour l'Amérique latine, et était membre du Service des affaires étrangères du Mexique. En 2013, elle a été décorée de L'ordre national du Mérite par le Président de la République française. Ses travaux sur la promotion de l'égalité femmes-hommes lui ont valu d'être distinguée par deux fois, en 2017 et 2018, par le magazine Forbes, et elle a figuré, pendant deux années consécutives (2018-2019) au palmarès de l'organisation Apolitico des 100 personnes les plus influentes sur les questions d'égalité femmes-hommes. Elle a bénéficié de bourses d'études Fulbright et Ford MacArthur, et elle siège au conseil d'orientation du Forum de Paris sur la Paix ainsi qu'au comité consultatif de l'UNICEF. Elle a récemment lancé un cours de diplomatie économique avec Sciences Po, HEC Montréal, l'université de Séoul et l'Université de Californie à San Diego.



Bureau du Secrétaire général, OCDE, Paris, le 4 avril 2019. Photo: OCDE



MASAMICHI KONO – Secrétaire général adjoint

M. Masamichi Kono a été nommé Secrétaire général adjoint en août 2017. Son champ d'action couvre notamment les travaux de l'OCDE dans les domaines de la politique de l'environnement, de la croissance verte, et des affaires financières et des entreprises. Il représente en outre l'OCDE aux réunions du Conseil de stabilité financière.

M. Kono a consacré une grande partie de sa carrière à la surveillance financière et à la réglementation des services financiers, au Japon et au niveau international. Il a occupé le poste de Vice-ministre des Affaires internationales à l'Agence japonaise des services financiers, avant d'être nommé à l'OCDE.

Il a été Président du Comité technique de l'Organisation internationale des commissions de valeurs (avril 2011-mai 2012), puis Président du conseil d'administration de cet organisme (jusqu'à fin mars 2013). Il a aussi co-présidé le Groupe consultatif régional pour l'Asie du Conseil de stabilité financière (juillet 2013-juin 2015), et présidé le comité de surveillance de la Fondation IFRS des normes internationales d'information financière (février 2013-juin 2016). Auparavant, il occupait le poste de Secrétaire du Comité du commerce des services financiers de l'Organisation mondiale du commerce (1995-99).



LUDGER SCHUKNECHT – Secrétaire général adjoint

M. Ludger Schuknecht a pris ses fonctions de Secrétaire général adjoint de l'OCDE en septembre 2018. Il met sa vaste expérience de la politique économique internationale et des processus décisionnels au service de la promotion des efforts déployés par l'OCDE pour instaurer une croissance durable et promouvoir « des politiques meilleures pour une vie meilleure ». Il est responsable de la supervision stratégique des travaux de l'OCDE sur les échanges et l'agriculture, la politique fiscale et l'administration de l'impôt, l'éducation et les compétences, ainsi que de la collaboration de l'OCDE avec le Pacte du G20 avec l'Afrique.

Auparavant, M. Schuknecht travaillait en qualité de Chef économiste au Ministère fédéral allemand des Finances et représentait l'Allemagne auprès du G20 Finances. À ce titre, il a assuré la coordination du volet financier (*Finance Track*) pendant la présidence allemande du G20 et joué un rôle de premier plan dans le lancement des travaux du G20 relatifs à la fiscalité du numérique et du Pacte du G20 avec l'Afrique. Au cours de sa carrière dans les organisations internationales, il a également travaillé à la Banque centrale européenne, à l'Organisation mondiale du commerce et au Fonds monétaire international.



ULRIK VESTERGAARD KNUDSEN – Secrétaire général adjoint

M. Ulrik Vestergaard Knudsen a pris ses fonctions de Secrétaire général adjoint de l'OCDE en janvier 2019. Sa mission consiste notamment à assurer la direction stratégique de la politique de l'OCDE concernant la science, la technologie et l'innovation ; l'emploi, le travail et les affaires sociales, les migrations, la santé ; l'entrepreneuriat, les PME, les régions et les villes ; le Centre de l'OCDE pour les compétences ; et la seconde phase du projet « Vers le numérique ». En concertation avec le Secrétaire général, M. Knudsen a transformé le Comité exécutif en session spéciale de l'OCDE en Groupe de stratégie globale (GSG), créant ainsi un cadre stratégique pour débattre des questions d'intérêt mondial et dialoguer avec les partenaires clés. Il a présidé le GSG de 2013 à 2017.

Auparavant, M. Knudsen a exercé les fonctions de Secrétaire d'État permanent auprès du ministère des Affaires étrangères du Danemark. Il a également occupé, auprès de deux Premiers ministres danois, le poste de Sherpa et de Conseiller diplomatique principal pour la politique de la sécurité, l'UE et les affaires étrangères. Il a été Ambassadeur auprès de l'OCDE et de l'UNESCO en 2008-09. Il a notamment assumé des fonctions diplomatiques à Londres, Washington et Moscou, et a également occupé pendant une courte période le poste de Directeur de la politique internationale du groupe Vodafone, à Londres.



JEFFREY SCHLAGENHAUF – Secrétaire général adjoint

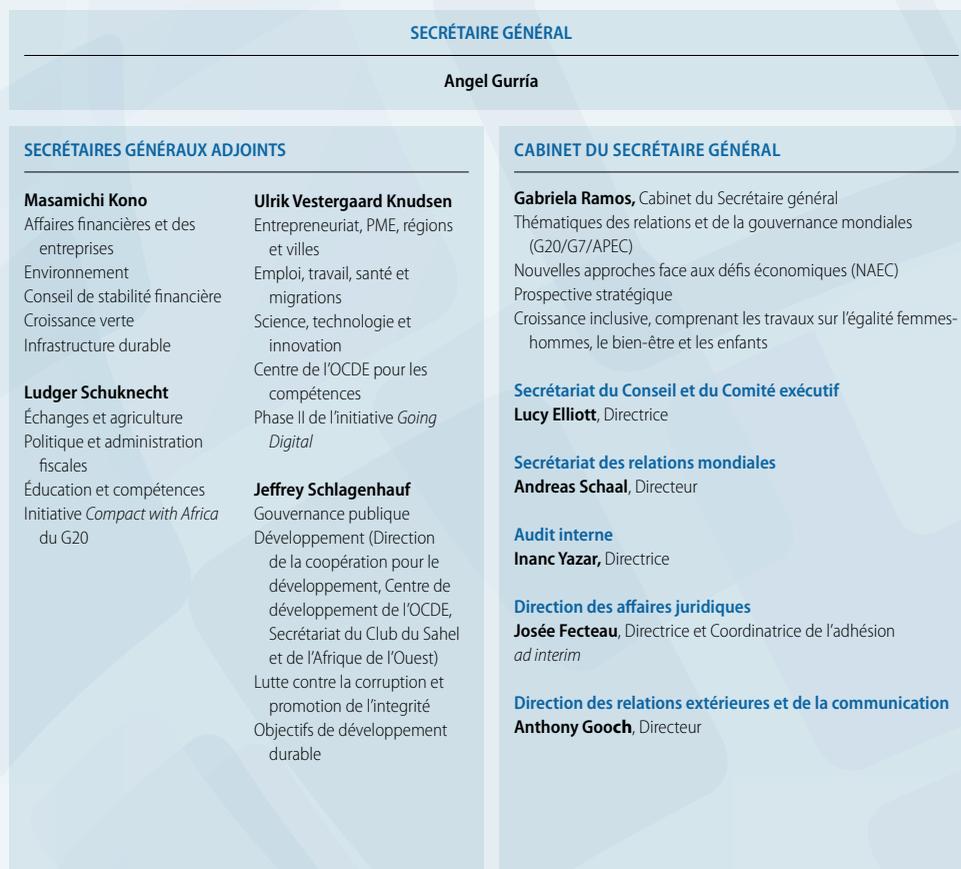
M. Jeffrey Schlagenhauf a pris ses fonctions de Secrétaire général adjoint de l'OCDE en mai 2019. Son champ d'action couvre notamment la direction stratégique de la politique de l'OCDE en matière de gouvernance publique et de développement. En outre, il est responsable de la supervision des projets horizontaux sur l'intégrité et la lutte contre la corruption, ainsi que sur les Objectifs de développement durable.

Avant d'entrer à l'OCDE, M. Schlagenhauf exerçait les fonctions de Directeur adjoint chargé de la politique économique au Bureau de la gestion et du budget de la Maison Blanche, où il a mis en œuvre des politiques fondées sur des données factuelles au sein de l'administration fédérale des États-Unis. La campagne présidentielle de 2016 aux États Unis lui a permis de tirer profit de son expérience approfondie des politiques publiques en qualité de Conseiller pour la politique économique. Sa carrière l'a également conduit à occuper le poste de Directeur exécutif de la Commission économique conjointe du Congrès et de Chef de cabinet auprès d'un membre de la Chambre des représentants des États-Unis.

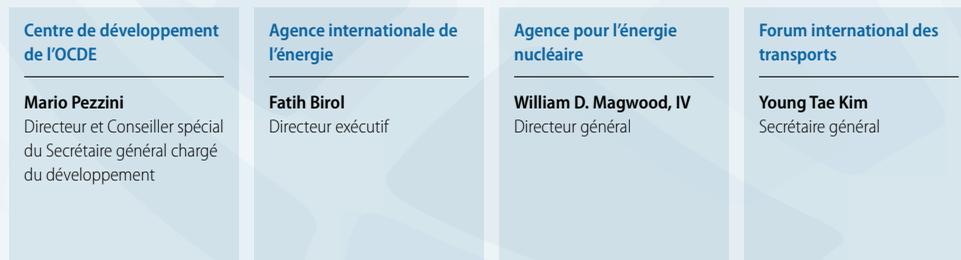
Organigramme – Mai 2019

www.oecd.org/fr/apropos/document/listedesdepartementsetorganes.htm

Secrétariat général



Organes spéciaux



Directions

Département des affaires économiques

Laurence Boone

Cheffe économiste
Cheffe de Département
Représentante de l'OCDE
au G20 pour les affaires
financières

Álvaro Pereira

Directeur de la branche des
études nationales

Luiz de Mello

Directeur de la branche
des études de politique
économique

Direction des affaires financières et des entreprises

Greg Medcraft

Directeur

Direction de la coopération pour le développement

Jorge Moreira da Silva

Directeur

Direction des échanges et de l'agriculture

Ken Ash

Directeur

Direction de l'éducation et des compétences

Andreas Schleicher

Directeur et Conseiller spécial
du Secrétaire général chargé
de la politique de l'éducation

Direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales

Stefano Scarpetta

Directeur

Centre pour l'entrepreneuriat, les PME, les régions et les villes

Lamia Kamal-Chaoui

Directrice

Direction de l'environnement

Rodolfo Lacy

Directeur

Direction exécutive

Josée Touchette

Directrice exécutive

Direction de la gouvernance publique

Janos Bertok

Directeur *ad interim*

Centre de politique et d'administration fiscales

Pascal Saint-Amans

Directeur

Direction de la science, de la technologie et de l'innovation

Andrew Wyckoff

Directeur

Direction des statistiques et des données

Paul Schreyer

Chef statisticien et Directeur
ad interim

Entités spéciales

Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest

Laurent Bossard

Directeur

Groupe d'action financière

David Lewis

Secrétaire exécutif

Partenariat statistique au service du développement au XXI^e siècle

Johannes Jütting

Chef exécutif

Réseau de mesure des performances des organisations multilatérales

Suzanne Steensen

Cheffe du Secrétariat MOPAN

Financement de l'OCDE

PBF.Info@oecd.org

L'OCDE conduit ses activités de planification, d'établissement du budget et de gestion financière selon une démarche axée sur les résultats. Elle recense les priorités de ses membres en matière d'action publique, déploie ses ressources avec flexibilité pour obtenir les réalisations souhaitées grâce à un programme de travail évolutif, puis procède à une évaluation a posteriori des performances. Le budget de l'OCDE et la teneur de son programme de travail sont fixés tous les deux ans par l'organe directeur de l'Organisation, le Conseil, à partir des recommandations du Secrétaire général. Pour 2020, le budget est d'un montant de 396 millions EUR. Les ressources budgétaires de l'Organisation sont complétées par des contributions volontaires, qui correspondent à environ la moitié du budget. Ces contributions volontaires sont principalement versées par des institutions et organismes publics de pays membres. Les états financiers de l'OCDE sont établis conformément aux normes comptables internationales pour le secteur public, et vérifiés par des auditeurs externes choisis parmi les institutions supérieures de contrôle des finances publiques des pays membres de l'OCDE. Les états financiers de l'Organisation sont publiés sur son site internet.

CONTRIBUTIONS OBLIGATOIRES DES MEMBRES POUR 2020

Tous les pays membres contribuent aux résultats financés par la « Partie I » du budget, qui représente 52 % du budget total de l'Organisation (contre 53 % en 2019). Le financement de la Partie I comporte deux volets : un volet financé à parts égales par tous les membres de l'Organisation, et un volet soumis à un barème qui reflète le poids relatif de l'économie de chaque pays membre (revenu national). Les résultats relevant de la « Partie II » du budget intéressent un nombre plus restreint de membres, ou touchent à des domaines particuliers de l'action publique qui ne sont pas couverts par la Partie I ; ils représentent 28 % du budget total. Les programmes de Partie II sont financés selon des barèmes de contributions ou selon d'autres dispositifs déterminés d'un commun accord par les pays qui les financent. Les autres postes budgétaires, y compris le budget relatif aux pensions et les budgets spéciaux, constituent les 20 % restants du budget de l'Organisation. ■

Pour plus d'informations, voir : www.oecd.org/fr/apropos/budget.

Forum de l'OCDE 2019. Photo : OCDE/Victor Tonelli







Réunion du conseil de l'OCDE au niveau des ministres





Orientations stratégiques du Secrétaire général de l'OCDE pour 2019

Il est temps d'agir, de se doter d'objectifs plus ambitieux et de renforcer la coopération

Stimuler la coopération internationale pour impulser le progrès et améliorer le bien-être a toujours été au cœur même de la mission de l'OCDE. Depuis ses débuts, l'Organisation tient lieu de forum d'échanges sur l'analyse des politiques, données probantes à l'appui, et de dialogue entre pairs au service de la stabilité à long terme ainsi que d'une croissance et d'un développement durables. Nos efforts ont aidé les pays à dépasser leurs différences, identifier de bonnes pratiques communes, nouer le dialogue sur l'action à mener et apprendre de leurs pairs. Ils ont permis l'élaboration de règles fondamentales, de repères et de normes sur lesquels les décideurs peuvent s'appuyer pour définir des politiques meilleures pour une vie meilleure. Dans toute l'Organisation – y compris dans nos comités de substance spécialisés, nos groupes de travail et nos groupes d'experts –, nous recherchons des solutions consensuelles dans une optique d'ouverture, d'équité, d'inclusivité, de durabilité, de recherche de la paix, pour, conformément aux termes de notre Convention fondatrice, « sauvegarder les libertés individuelles et accroître le bien-être général ».

☞ Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE et Pedro Sánchez, Premier ministre d'Espagne, Conférence 2019 sur les changements climatiques, Madrid, le 2 décembre 2019.

Photo : Agence France-Presse

☞ À partir de la gauche : Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE ; Taro Aso, Ministre des Finances du Japon ; et Takeshi Fujii, Commissaire de l'Agence nationale des impôts du Japon, à la cérémonie de signature pour le nouveau centre de l'Académie internationale de l'OCDE pour les enquêtes en matière de fraude fiscale à Wako, le 8 juin 2019. Photo : OCDE



En sa qualité de laboratoire d'idées et d'action, l'OCDE met à la disposition des pouvoirs publics sa palette pluridisciplinaire d'expertise, de données et d'outils, ainsi que ses analyses rigoureuses de l'action publique, afin de les aider à confronter leurs expériences, à rechercher des solutions à des problèmes communs, et à coordonner et mettre en œuvre leurs politiques. Nous sommes particulièrement fiers de nos réalisations, qui ont contribué à forger des économies plus fortes, plus justes et plus vertes, et des sociétés plus inclusives.

En 2019 et dans les années à venir, nous continuerons d'élaborer des solutions audacieuses, coordonnées et efficaces aux niveaux local, régional, national et multilatéral, afin d'aider les Membres et les Partenaires de l'OCDE. Notre programme de travail s'appuiera sur les travaux en cours, en privilégiant la réactivité et la recherche d'impact, tout en prenant en compte les ajustements nécessaires pour faire face à un environnement international d'une complexité croissante.

Les difficultés auxquelles sont confrontées nos sociétés et nos économies sont exacerbées par une instabilité politique grandissante. Les dissensions entre les pays et en leur sein compliquent la tâche des organisations internationales comme l'OCDE. Or, c'est précisément dans les périodes de mutation rapide et de défis nouveaux et urgents que nous devons nous montrer à la hauteur des enjeux et apprendre de nos expériences respectives. C'est là que la sagesse collective, les valeurs partagées et la collaboration peuvent le mieux nous aider à servir nos citoyens. À l'ère de la désinformation et du désintérêt à l'égard des faits, l'OCDE entend poursuivre sa mission d'orientation à l'appui de politiques fondées sur des données probantes et des pratiques exemplaires.

C'est pourquoi nous devons redoubler nos efforts, agir avec détermination et relever nos ambitions afin de tendre vers des économies ouvertes et dynamiques, tout en veillant à concevoir des politiques qui servent les intérêts de tous et soient respectueuses de l'environnement. Le bien-être collectif en dépend.

CONTEXTE ACTUEL

Dix ans après la crise économique la plus grave de notre époque, nous restons aux prises avec des problématiques héritées, auxquelles s'ajoutent des défis nouveaux. Ces dernières années ont été le théâtre d'une montée des tensions géopolitiques, du protectionnisme et des différends commerciaux, d'un creusement des fractures sociales et d'un retour du populisme. D'aucuns se demandent si le contrat social reste valable et si les institutions en place, y compris les organisations internationales, sont à même d'affronter les défis actuels et à venir. On remet en question la légitimité et les résultats de l'économie de marché, et jusqu'à la démocratie elle-même. Le rythme de la transformation numérique et les bouleversements qu'elle induit ne font qu'ajouter aux inquiétudes. Sans compter le vieillissement de la population, les pressions migratoires et les catastrophes écologiques, sources de défis supplémentaires et interdépendants.

Ces questions sont légitimes, et les inquiétudes, fondées. Les décideurs ne sont pas à la hauteur des grands enjeux nationaux et mondiaux qui angoissent les citoyens. Bien que se faisant le chantre d'une croissance économique robuste, la communauté internationale n'est pas parvenue à asseoir une reprise solide, durable et inclusive. Au contraire, on voit se multiplier des risques, instabilités et déséquilibres nouveaux. La communauté mondiale prône l'inclusion, mais les inégalités de revenus, de patrimoine et de chances restent généralisées et ne cessent de se creuser. Elle appelle à des économies et des sociétés plus vertes, mais les émissions de gaz à effet de serre et les températures mondiales continuent d'augmenter, la perte de biodiversité s'accélère, les océans se réchauffent et se remplissent de plastique, l'utilisation des ressources en matières premières ne fléchit pas et les phénomènes météorologiques extrêmes sont devenus monnaie courante. Partout dans le monde, les manifestations d'enfants exhortant les pouvoirs publics et les entreprises à agir



Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE, accueille Tijjani Muhammad-Bande, Président de l'Assemblée Générale des Nations Unies, OCDE, Paris, le 14 novembre 2019. Photo : OCDE/Andrew Wheeler

contre le changement climatique témoignent du sentiment d'urgence qui prévaut.

Face à ces défis, l'OCDE plaide pour des actions décisives. Dans le domaine fiscal, nous avons su apporter une solution mondiale audacieuse pour lutter contre l'évasion et la fraude fiscales, avec d'une part le Projet BEPS OCDE/G20 sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices, et, d'autre part, nos travaux à l'appui d'une mise en œuvre cohérente, à grande échelle, des normes de transparence fiscale, qui ont débouché sur la mise en place de l'échange automatique de renseignements par 90 pays et territoires entre 2017 et 2018 et qui, selon les dernières estimations, ont permis de générer plus de 95 milliards EUR de recettes non prévues pour les pays concernés, pour la plupart Membres de l'OCDE. Nos travaux sur les défis fiscaux induits par la transformation numérique sont en bonne voie. La mise en place d'une solution consensuelle pérenne évitera la fragmentation de l'architecture fiscale internationale et la

double imposition. Nous poursuivrons nos efforts afin de parvenir à un accord en 2019 ; nous examinerons ce faisant les diverses propositions faites par les pays et préparerons une feuille de route détaillée, l'objectif étant d'être fin prêts pour remettre notre rapport final au G20, en 2020. L'OCDE n'aurait pu obtenir des résultats aussi concluants sans l'appui politique vigoureux de ses Membres dans ce domaine.

Nous progressons également dans l'harmonisation des règles mondiales dans d'autres domaines importants, comme la lutte contre la corruption, la gouvernance des entreprises publiques et la conduite responsable des entreprises, ainsi que dans les politiques à l'égard des investissements liés à la sécurité nationale. En revanche, malgré tous les efforts déployés en matière de concurrence, de gouvernance des entreprises et de réglementation du secteur financier, un long chemin reste à parcourir. Les approches traditionnelles s'avèrent inadaptées au monde actuel, de plus en plus réticulaire et interdépendant, ce qui



Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE lors de son café avec Kailash Satyarthi, lauréat du prix Nobel de la paix 2014, OCDE, Paris, le 11 mars 2019. Photo : OCDE/Victor Tonelli

fait peser des risques considérables sur les économies, les individus et la planète.

Le moment est venu d'amorcer une transformation systémique. Avec le concours des Membres de l'OCDE, nous avons besoin d'analyses, de données et d'approches nouvelles, calibrées pour un système mondial aussi mouvant qu'incertain. Nous devons tendre vers une compréhension commune et relever notre ambition collective. De notre aptitude à apporter des solutions, à évoluer et à nous adapter aux nouvelles réalités dépendra notre capacité à capitaliser sur les progrès accomplis ; à défaut, nous nous retrouverions face à une dangereuse inflexion du bien-être mondial.

Mes orientations stratégiques pour 2019 et au-delà s'inscrivent dans ce contexte. Elles tiennent compte

des évolutions technologiques sans précédent – qui constituent le thème central de la Réunion du Conseil au niveau des Ministres (RCM) de 2019 – et sont centrées sur l'extraordinaire transformation à l'œuvre. Elles sont étayées par les résultats de la RCM de 2018 et le dialogue permanent avec les dirigeants, hauts responsables, Ambassadeurs, représentants du BIAC et du TUAC, et autres parties prenantes. Elles puisent également dans les enseignements tirés des intenses négociations auxquelles a donné lieu le Programme de travail et Budget pour 2019-20 et s'inscrivent dans la droite lignée de mon Programme « 21 pour 21 », qui a pour objet de renforcer la pertinence, la réactivité et l'impact de l'OCDE.

La mission qui nous attend est de taille, mais pas insurmontable. Pour la mener à bien, l'OCDE a conçu une approche qui s'articule autour de dix actions.



Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE et Keith Krach, Sous-secrétaire des États-Unis pour la croissance économique, l'énergie et l'environnement, OCDE, Paris, le 4 décembre 2019. Photo : OCDE/Andrew Wheeler

ACTION 1 : Nous poser des questions difficiles et remettre en question nos modèles et hypothèses économiques par le biais de notre initiative sur de Nouvelles approches face aux défis économiques (NAEC).

- La logique NAEC renforce l'assise scientifique des conseils sur les politiques à suivre que nous dispensons aux pays, aidant ainsi l'Organisation à mieux saisir la complexité de l'économie et ses interactions avec la société ou l'environnement, et à préparer la résilience à d'éventuels chocs. Elle imprègne désormais toutes nos activités, notamment par le biais d'un engagement accru avec les Comités. Le Groupe de travail OCDE-IIASA sur la pensée systémique, l'anticipation et la résilience réfléchit actuellement à des approches transsectorielles de l'action publique en s'appuyant sur cette démarche systémique. L'initiative NAEC offre une plateforme qui

permet à l'Organisation de tirer profit des dernières innovations en matière d'analyse économique ; de fait, elle constitue un espace où il est possible d'élaborer et d'intégrer systématiquement, dans les travaux de l'OCDE, des techniques et approches telles que la modélisation multi-agents, l'apprentissage automatique, les données massives et l'expérimentation des politiques, afin d'obtenir de nouveaux éclairages sur les questions stratégiques. Le Laboratoire d'innovation NAEC favorise l'expérimentation et l'application de ces techniques et approches. L'initiative NAEC place l'humain et le bien-être des citoyens au cœur de la définition de l'action publique grâce à une prise en compte a priori des conséquences des décisions économiques en termes de redistribution et de durabilité. Elle encourage le débat sur les moyens d'actualiser les définitions et les objectifs de la croissance, et permet d'identifier les questions



À partir de la gauche : Ulrik Vestergaard Knudsen, Secrétaire général adjoint de l'OCDE ; la Princesse Héritière Mary Elizabeth de Danemark ; et Magnus Heunicke, Ministre danois de la Santé, Copenhague, le 21 novembre 2019. Photo : OCDE

auxquelles l'OCDE doit s'intéresser pour convaincre les citoyens et les responsables de l'action publique que ces nouvelles approches de la croissance sont tout à la fois nécessaires et possibles.

- La Stratégie de l'OCDE en matière de données intelligentes (*Smart Data Strategy*) a été lancée pour appuyer l'initiative NAEC et, plus généralement, pour étayer la définition d'une action publique fondée sur des éléments factuels en permettant une montée en gamme continue des pratiques, compétences et instruments nécessaires ainsi qu'en ouvrant l'accès à de nouvelles données. Par ailleurs, l'Observatoire de l'OCDE sur l'innovation dans le secteur public s'inscrit en complément de l'initiative NAEC en aidant les pays Membres à approfondir et à adopter de nouvelles approches face aux défis dans le secteur public.

- Nous continuons également de mettre à profit les analyses de prospective stratégique pour anticiper les problèmes qui vont se faire jour et utiliser les instruments reposant sur les données massives et l'apprentissage automatique, de manière à offrir à nos pays Membres des conseils sur les politiques à suivre plus judicieux et mieux ciblés.

ACTION 2 : Continuer de mettre le bien-être des individus au cœur de nos analyses et recommandations en rapport avec l'action des pouvoirs publics, et chercher une solution à des problèmes interdépendants afin de rendre la croissance plus inclusive et le développement plus durable.

Mieux cerner les facteurs responsables des inégalités et les moyens de corriger ces dernières, objet de notre grande Initiative pour la croissance inclusive, est pour nous une



📍 Visite officielle d'Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE, avec Son Altesse Royale, Grand-duc Henri de Luxembourg, Cour Grand-Ducale de Luxembourg, le 10 juillet 2019. Photo : Cour Grand-Ducale/Sophie Margue



Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE, et Tuomas Tapio, Représentant permanent de la Finlande auprès de l'OCDE, lors de la cérémonie de plantation d'arbre pour le 50^e anniversaire de l'adhésion de la Finlande à l'OCDE, OCDE, Paris, le 3 décembre 2019.

Photo : OCDE/
Hervé Cortinat

priorité constante dès lors que nous entendons affiner nos travaux en y développant l'idée d'une croissance centrée sur l'humain. Grâce à des efforts déployés à l'échelle de l'ensemble de l'Organisation, nous avons obtenu des avancées considérables sur le plan de la mesure et de l'analyse des grandes dynamiques économiques qui ont de fortes répercussions sur la société et sur la planète comme, par exemple, l'articulation entre productivité et inclusivité, et les liens entre productivité et croissance verte.

Avec le lancement du Cadre d'action de l'OCDE pour les politiques de croissance inclusive, conformément aux débats tenus lors de la RCM de 2018, nous avons donné une forme opérationnelle à notre cadre pour le bien-être afin de répondre aux demandes d'accompagnement des pays. Nous sommes maintenant en train d'étudier les liens qui, au niveau de l'action publique, unissent les dimensions économiques et non économiques du bien-être, notamment les questions sociales et environnementales et celles qui concernent la gouvernance. Nous menons également des travaux sur les politiques à même d'assurer la mise en place de filets de sécurité sociale plus efficaces, l'acquisition d'une instruction et de compétences plus solides, de meilleurs résultats sur le marché du travail et une protection sociale plus complète, l'accès à des soins de santé et à des logements de qualité à un prix abordable, et des infrastructures durables pour tous les groupes de population.

Le Cadre d'action de l'OCDE pour les politiques de croissance inclusive, le Programme international de l'OCDE pour le suivi des acquis des élèves (PISA), le Cadre PISA sur les compétences mondiales, le Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PIAAC) et la nouvelle Stratégie de l'OCDE pour l'emploi s'articulent autour d'approches d'avant-garde en matière d'action publique grâce auxquelles nous pourrions aller de l'avant dans ces différents domaines prioritaires et donner à nos concitoyens les moyens de faire face aux maints défis qui les attendent dans le monde d'aujourd'hui et de demain.

Il nous faut également intensifier notre engagement stratégique avec les entreprises par le biais de l'initiative « Les entreprises à l'appui de la croissance inclusive » et du Réseau Marchés émergents. Parallèlement à cela, nous allons nous efforcer d'être plus ouverts aux réalités auxquelles doivent faire face les citoyens, nous attachant aussi à mieux les comprendre, dans le cadre de nouvelles initiatives comme la campagne *Je suis l'avenir du travail*.

Pour traiter les facteurs à l'origine de la multiplication des « foyers de mécontentement », il nous faut également aller plus loin dans nos travaux sur les causes de l'exclusion, c'est-à-dire passer de l'observation des faits à l'action. Il s'agira notamment :

- de mettre à profit notre leadership dans nos travaux sur l'éducation – comme l'Enquête PISA, le Programme PISA pour le développement, le Cadre PISA sur les compétences mondiales et d'autres volets innovants du PISA, le PIAAC et les travaux sur l'éducation et l'accueil des jeunes enfants (EAJE) –, de susciter des synergies et une meilleure coordination avec les activités du nouveau Centre de l'OCDE pour les compétences et avec la Stratégie de l'OCDE sur les compétences, et de poursuivre le Projet Éducation 2030 : L'avenir de l'éducation et des compétences ;
- d'aider les pays à traduire les recommandations de la nouvelle Stratégie de l'OCDE pour l'emploi en actions concrètes et adaptées aux particularités nationales, voire locales, de façon à favoriser la quantité, la qualité et l'inclusivité des emplois ;
- de mettre en place un cadre d'action cohérent à l'appui de marchés du logement efficaces, résilients et inclusifs ;
- de définir des stratégies à suivre pour que les systèmes de santé soient davantage centrés sur l'humain – notamment par l'extension de l'enquête PaRIS sur les indicateurs fondés sur les déclarations des patients – et de s'attacher à faire grandir la culture sanitaire de la population ;
- de corriger les disparités régionales et de renforcer le lien entre zones urbaines et zones rurales par des investissements judicieux, en ayant recours à des politiques territorialisées et en tenant compte des particularités locales dans le suivi dans certaines politiques sectorielles (y compris logement, travail, éducation, santé et transports), conformément à la *Déclaration ministérielle de 2019 sur les politiques susceptibles de forger un avenir meilleur pour les régions, les villes et les zones rurales* ;
- de redoubler d'efforts pour résorber les inégalités entre les sexes enracinées et favoriser l'autonomisation des femmes, ce qui suppose notamment de lutter contre les normes et institutions sociales à caractère discriminatoire mises en évidence par notre indice « Institutions sociales et égalité homme-femme » (SIGI) ;
- de lutter contre la transmission des inégalités d'une génération à l'autre en mettant l'accent sur le bien-être des enfants et l'égalité des chances ;
- de mettre en place des mesures pilotes pour faciliter une intégration plus efficace des migrants et des réfugiés ;
- de promouvoir des outils de budgétisation responsable, sur les plans de l'égalité entre les sexes et du respect de l'environnement, propres à garantir une affectation des finances publiques conforme aux impératifs d'un développement durable et inclusif ;
- de renforcer l'éducation financière et les politiques de protection financière des consommateurs, pour le bien de tous ;
- de mieux mettre à profit les données pour éclairer et guider la réforme des politiques sociales, donner la parole aux citoyens dans le cadre du processus d'élaboration des politiques et faire un relevé plus précis des risques auxquels les individus sont confrontés au cours de leur existence grâce à l'enquête intitulée « Des risques qui comptent », conformément aux mandats donnés par la Réunion ministérielle sur les politiques sociales de 2018 ;
- de veiller à ce que la justice soit accessible à tous, à commencer par les catégories les plus vulnérables de la population, en s'appliquant à placer l'individu plus au cœur des systèmes judiciaires.

ACTION 3 : Affronter les défis particuliers induits par la transformation numérique.

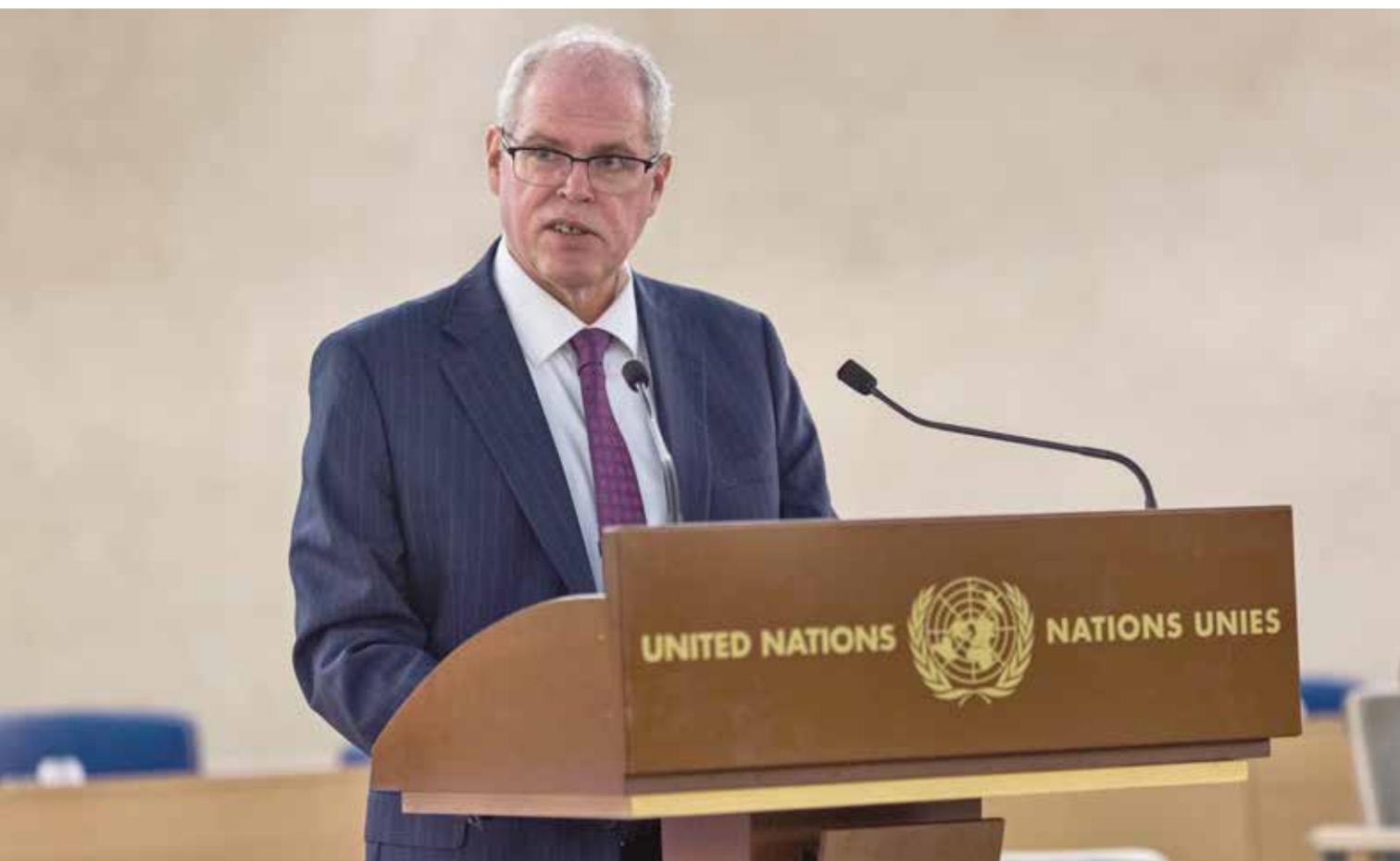
La transformation numérique modifie rapidement nos modes de vie et de travail, redéfinit les interactions entre les acteurs économiques, sociaux et publics, et crée de nouvelles opportunités de croissance et d'amélioration du bien-être. Comme il ressort des rapports phares de l'OCDE *Vers le numérique : forger des politiques au service de vies meilleures* et *How's Life in the Digital Age (Comment va la vie à l'ère du numérique)*, les technologies ont ouvert la voie à des progrès remarquables en matière d'éducation, de santé, de transports, de protection sociale et de systèmes de communication et d'énergie, et offrent des possibilités sans précédent de donner corps à des objectifs ambitieux (sociétés inclusives, emplois et modes de travail nouveaux, économies bas carbone et résilientes au changement climatique, ou systèmes de santé centrés sur le patient et efficaces, pour n'en citer que quelques exemples). Une analyse récente de l'OCDE révèle par ailleurs que l'adoption des technologies numériques par les entreprises représente,

pour nos économies, un important levier d'accroissement et de diffusion de la productivité, si nécessaires aujourd'hui.

Pour autant, les innovations numériques s'accompagnent également de défis, de risques et de coûts masqués. De fait, elles font naître des problématiques en lien avec la gouvernance des données ; la concurrence et l'entrée sur les marchés ; la fiscalité ; la protection sociale ; les risques de pertes d'emplois sous l'effet de l'automatisation ; les incidences potentielles des technologies numériques sur les inégalités existantes et le risque de voir apparaître de nouvelles formes d'exclusion du fait des contraintes d'accès, de budget et d'utilisation ; le respect de la vie privée ; la sécurité des consommateurs et des produits ; la protection des enfants ; ou encore la sécurité. Les cadres d'action nationaux devront être adaptés pour tenir compte

des incidences de la transformation numérique sur de nombreux aspects de la vie des individus. Le caractère transfrontière de ces effets appelle à un renforcement de la coopération internationale et de la cohérence des politiques entre les pays. La crise financière de 2008 a mis en lumière les conséquences d'une situation où les technologies et les innovations évoluent plus rapidement que les politiques, les réglementations et les législations. Nous devons tirer les enseignements de cette douloureuse expérience.

C'est pourquoi l'OCDE a placé la transformation numérique au cœur de ses priorités d'action. De fait, il est impératif d'en exploiter le potentiel. Nos travaux horizontaux ont d'ores et déjà donné lieu à l'élaboration d'une stratégie intégrée sur la transformation numérique et à l'établissement d'un ensemble d'indicateurs



Jeffrey Schlegelhauf, Secrétaire général adjoint de l'OCDE, lors du Sporting Chance Forum 2019 organisé par le Centre pour le sport et les droits de l'homme, Nations Unies, Genève, le 21 novembre 2019. Photo : Millar Cole Photography

fondamentaux, exposés dans le *Rapport sur la Mesure de la Transformation Numérique*. Mais beaucoup reste à faire : de nombreuses connaissances font encore défaut, il nous faut pouvoir disposer de données et d'indicateurs nouveaux, des défis inédits liés aux technologies émergentes exigent de mener une réflexion et une analyse approfondies, et il est urgent de formuler des orientations fondées sur les meilleures pratiques, de définir des normes sur la transformation numérique, et de proposer des lignes d'action pour en optimiser l'efficacité. D'où la nécessité d'enrichir la *Boîte à outils de l'OCDE sur la transformation numérique*.

Nous devons par ailleurs mettre à profit le pouvoir de transformation des technologies pour donner corps à l'ambition exprimée par les Objectifs de développement durable (ODD) et affronter les défis mondiaux complexes,

tels que le changement climatique. Nous exploiterons le potentiel du numérique pour faciliter la transition vers une économie plus circulaire, et combiner les données environnementales, socio-économiques et administratives afin de mesurer les avancées réalisées collectivement au regard des objectifs environnementaux.

Nous progressons à grands pas sur des sujets complexes comme la fiscalité du numérique – preuve s'il en est de la capacité de l'OCDE de parvenir à des résultats tangibles sur des questions internationales de premier plan, lorsque les Membres lui en confient le mandat. Reste à rassembler davantage de données probantes, à mener de nouvelles analyses, voire à établir de nouvelles normes, afin de trouver des solutions face aux défis que le numérique pose aux pouvoirs publics, que ce soit en termes de concurrence, de



À partir de la gauche : Gabriela Ramos, Directrice de Cabinet et Sherpa de l'OCDE pour le G20 ; Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE ; la Princesse Beatrice d'York ; et Christopher Sharrock, Ambassadeur du Royaume-Uni auprès de l'OCDE, OCDE, Paris, le 8 mars 2019.

Photo : OCDE/Victor Tonelli

gouvernance des données, de protection de la vie privée et de sécurité numérique, d'échanges numériques, de sécurité des consommateurs et des produits, de protection des enfants sur l'internet, de protection sociale, d'administration numérique et de réglementation, et de se pencher sur les questions propres à certaines technologies comme l'IA et les chaînes de blocs. Il est également essentiel de parer aux menaces grandissantes, notamment à l'utilisation des plateformes numériques pour diffuser et promouvoir des idéologies extrémistes – la diffusion en direct de la terrible attaque terroriste perpétrée à Christchurch, en Nouvelle-Zélande, le 15 mars, témoigne de l'urgence d'agir. La transformation numérique ne connaissant pas de frontières, la communauté internationale doit impérativement aborder ces sujets de manière concertée.

- **Concurrence.** Nous nous efforcerons d'analyser les facteurs qui sous-tendent la croissance observée de la concentration des marchés et la réduction de la concurrence dans certains secteurs, notamment dans le contexte de la transformation numérique. En 2019, nous examinerons de près les postulats fondamentaux en matière de concurrence et vérifierons si nos analyses, nos normes et nos outils connexes sont adaptés à l'ère du numérique. Faisant suite aux appels lancés par les ministres du G20 chargés du numérique, nous avons par exemple entrepris de réviser le *Manuel OCDE pour l'évaluation de la concurrence* afin d'aider les États à repérer les obstacles réglementaires à la concurrence et à instaurer des mesures qui soient plus favorables à celle-ci. Par ailleurs, il est impératif de resserrer la coopération internationale entre les autorités nationales de la concurrence et de promouvoir la collaboration avec d'autres organes de réglementation compétents (à l'instar des organismes chargés de la protection des consommateurs ou des données). Les travaux actuels sur la coopération avec les autorités de concurrence pourraient étayer une révision de la *Recommandation du Conseil de l'OCDE concernant la coopération internationale dans le cadre des enquêtes et procédures portant sur des affaires de concurrence*. À cela s'ajoute le lancement de la nouvelle édition des indicateurs de réglementation des marchés de produits (RMP), qui intègre plusieurs éléments liés à la réglementation de l'économie numérique.
- **Gouvernance des données.** Il convient de renforcer d'urgence la collaboration internationale afin de mieux appréhender et mesurer les flux de données, d'analyser



◆ Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE, en réunion avec José Mujica, ancien Président de l'Uruguay, Montevideo, le 12 octobre 2019. Photo : OCDE/Silvia Da Rin Pagnetto

la valeur de ces données, de comprendre les questions de partage et de propriété, de trouver un équilibre entre la liberté de circulation et les impératifs de protection de la vie privée, de sécurité et de respect des droits de propriété intellectuelle, et d'étudier les effets potentiels de la propriété des données sur la concurrence, la productivité et les inégalités. La mesure des données, y compris par-delà les frontières, aidera à formuler des orientations en tenant compte des différents types de données, en encourageant leur libre circulation, et en capitalisant sur leur potentiel de promotion des gains de productivité et de l'inclusivité. L'OCDE entend devenir une institution incontournable pour les « données sur les données », et un centre mondial pour les politiques y afférentes. Nous prêterons par ailleurs notre concours à la définition de modèles de gouvernance et de stratégies nationales sur les données qui favoriseront la confiance et énonceront des orientations claires pour tirer parti des avantages économiques et sociaux découlant de l'utilisation, de la réutilisation et du partage des données, tout en tenant compte des problématiques de qualité, de protection de la vie privée, de sécurité et de respect des droits de propriété intellectuelle.



Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE, et Bruno Le Maire, Ministre français de l'Économie et des Finances, lors de la conférence de presse à l'occasion du lancement de l'*Étude économique de la France*, OCDE, Paris, le 9 avril 2019. Photo : OCDE/Victor Tonelli

● **Protection de la vie privée et sécurité numérique.** La sécurité et le respect de la vie privée sont indispensables pour que l'économie numérique demeure propice à l'innovation, à l'émergence de nouvelles sources de croissance et au développement social. La protection de la vie privée, dans une économie de plus en plus irriguée par les données, exige une stratégie polyvalente, reflet d'une vision englobant l'ensemble de la société et soutenue aux plus hauts niveaux de l'État. En 2019, nous allons réexaminer, consolider et promouvoir nos instruments juridiques applicables à la protection de la vie privée des consommateurs et à leur sécurité. Les travaux porteront en particulier sur la *Recommandation du Conseil concernant les Lignes directrices régissant la protection de la vie privée et les flux transfrontières de données de caractère personnel* et la *Recommandation du Conseil sur la gestion du risque de sécurité numérique pour la prospérité économique et sociale* (toutes deux en cours de

réexamen), ainsi que sur la *Recommandation du Conseil sur la protection des infrastructures d'information critiques* (en cours de révision). Qui plus est, nous analyserons les moyens d'actualiser, de renforcer et de compléter nos instruments et nos outils afin de renforcer la confiance des consommateurs à l'égard des services et des produits achetés en ligne.

● **Échanges numériques.** L'OCDE continuera d'accompagner les Membres et d'enrichir les débats menés au sein de l'OMC en produisant des analyses et des éclairages sur les échanges numériques et les flux de données. Nous fournirons à cet effet de nouveaux cadres pour l'élaboration des politiques et la mesure, en nous attachant à recenser les conditions nécessaires à l'ouverture des marchés des biens et services numériques et à nourrir les débats sur les échanges et les flux transfrontières de données. Ces travaux aborderont des

questions essentielles liées aux échanges, notamment la multiplication des envois de colis, les incidences des nouvelles technologies sur les politiques commerciales, et les solutions pour concilier une protection adaptée des données et les avantages des échanges numériques mondiaux, en particulier pour les PME. À la lumière des travaux menés avec l'OMC sur le *Guide sur la mesure des échanges numériques*, nous continuerons à produire des statistiques sur les échanges numériques qui soient comparables à l'échelle internationale.

- **Sécurité des consommateurs et des produits, et**

protection des enfants sur l'internet. Nous définissons des approches tenant compte des avantages et des difficultés que représentent, pour la sécurité, l'internet des objets et l'IA, en prêtant particulièrement attention aux questions de responsabilité, d'éducation, de divulgation d'informations, de gestion du risque et de maintenance des produits tout au long de leur cycle de vie. La nouvelle *Recommandation du Conseil concernant la sécurité des produits de consommation* abordera les défis que pose la transformation numérique dans ce domaine. Nous passerons également en revue les évolutions technologiques, juridiques et politiques afin de nous assurer que la *Recommandation du Conseil de 2012 sur la protection des enfants sur internet* demeure pertinente dans le monde actuel, où le numérique ne cesse de gagner du terrain.

- **Protection sociale.** La transition vers l'économie numérique induit de profonds changements structurels qui bouleversent les marchés du travail et la demande de compétences. L'OCDE s'appuiera sur une analyse approfondie et une approche horizontale pour aider à faire en sorte que les politiques en matière de formation et d'emploi ainsi que les mesures sociales soient adaptées, de manière à tenir compte des risques qui pèsent sur certains travailleurs, en particulier les moins qualifiés ou ceux employés dans des secteurs et des zones susceptibles de rester à l'écart de la révolution numérique. En 2019, l'Organisation aidera les pays à mieux se préparer à affronter l'avenir du travail grâce à la mise en œuvre de la *Stratégie de l'OCDE pour l'emploi*, en s'appuyant pour ce faire sur les Études économiques nationales. Ces examens de la situation des pays abordent en particulier les problématiques de croissance inclusive et ont vocation à améliorer la compréhension et la mesure des nouvelles formes de travail. Nous développerons notre analyse et notre cartographie des

risques sociaux, notamment par le biais de l'enquête sur les risques qui comptent. En outre, l'OCDE mènera à bien un projet, dénommé « Repenser le rôle de l'État à l'ère du numérique », qui mettra en regard la demande de protection sociale et la volonté de contribuer aux biens publics, en tenant compte des effets de la transformation numérique sur la perception des risques et l'attitude à l'égard de l'équité. Enfin, nous continuerons d'améliorer nos sources et nos méthodes de collecte de données sociales via la Conférence de l'OCDE « Les données sociales pour demain ».

- **Administration numérique et politique réglementaire.**

La pénétration rapide des technologies numériques dans les économies et les sociétés bouleverse l'environnement dans lequel opèrent les administrations. L'OCDE doit continuer de fournir des cadres d'action afin de les aider à affronter ces évolutions, en s'appuyant sur la *Recommandation du Conseil sur les stratégies numériques gouvernementales* et la *Recommandation du Conseil concernant la politique et la gouvernance réglementaires*.

- **Intelligence artificielle.** Susciter la confiance à l'égard des systèmes d'IA est indispensable à leur diffusion et à la concrétisation du plein potentiel de cette technologie. Nombreux sont ceux qui craignent en effet que l'IA ne favorise une automatisation de la discrimination à travers la codification et l'importation, dans le monde numérique, des préjugés du monde réel, à commencer par ceux à caractère sexiste ou raciste, voire liés au système judiciaire. C'est dans cet esprit que nous avons élaboré une nouvelle *Recommandation du Conseil sur l'intelligence artificielle*, qui comprend des définitions techniques, énonce les principes d'une approche responsable à l'appui d'une IA digne de confiance (valeurs centrées sur l'humain et équité, transparence et explicabilité, robustesse et responsabilité, etc.), et formule des recommandations pour l'élaboration de politiques nationales en faveur d'une IA digne de confiance et la coopération internationale en la matière. En 2019, nous lancerons un Observatoire des politiques en matière d'IA, destiné à faciliter l'enrichissement de la base factuelle et la formulation d'orientations concrètes à l'intention des décideurs, et à centraliser les travaux de l'OCDE sur le sujet, en s'intéressant en particulier à l'interaction entre l'IA et la productivité, les emplois, les compétences et la confiance, ainsi que les contributions de l'ensemble de la communauté des parties prenantes. Ces efforts

constituent un précieux complément au Programme plus large de l'OCDE sur la confiance, notamment pour ce qui est de la confiance dans les entreprises.

- **Technologie des chaînes de blocs.** Pour tirer parti de l'essor des solutions fondées sur cette technologie et réduire au minimum les risques connexes, nous devons mettre en place des cadres réglementaires équilibrés et cohérents tenant compte d'autres dimensions de l'action publique, notamment les emplois, les compétences, la fiscalité et l'inclusion, ainsi que les répercussions sociales, environnementales et politiques plus larges de la technologie des chaînes de blocs. En 2019, nous avons créé le Centre des politiques liées à la technologie des chaînes de blocs, qui doit faire de l'OCDE une référence mondiale pour les décideurs souhaitant échanger sur cette technologie émergente. À l'échelle de l'Organisation,

nous nous attachons à élaborer de nouvelles normes internationales sur la technologie, afin de promouvoir les bonnes pratiques, d'établir une sécurité juridique, d'éviter l'arbitrage entre réglementations et de mieux sensibiliser aux risques potentiels. Ces travaux seront nourris par ceux menés dans le cadre du projet « Vers le numérique » et viendront, à leur tour, les enrichir.

ACTION 4 : Mieux accompagner les Membres dans leurs réformes en définissant des approches par pays et en prenant des mesures pour renforcer la coordination interne et les approches horizontales.

- Aller vers plus de transversalité et encourager la pluridisciplinarité à l'échelle de l'Organisation afin de tenir nos engagements en matière de développement inclusif et durable sont des caractéristiques qui font



📍 Masamichi Kono, Secrétaire général adjoint de l'OCDE, lors de la 59^{ème} Conférence Annuelle de la Fédération mondiale des échanges, Singapour, le 10 octobre 2019. Photo : SGX

la force de l'OCDE, compte tenu du vaste éventail de questions de politiques publiques qu'elle couvre. Il nous faut absolument nous appuyer sur cette pluridisciplinarité pour donner à nos Membres et à nos Partenaires des conseils plus avisés sur les politiques à suivre. Nous allons nous appliquer à exploiter les synergies et décloisonner les domaines d'action, à la faveur notamment de nos trois projets horizontaux ayant pour thèmes la transformation numérique, le logement et les infrastructures durables. Nous continuerons de rechercher les moyens d'intensifier la collaboration entre les comités et de mettre sur pied des équipes pluridisciplinaires de manière à affiner l'aide que nous apportons à nos Membres et Partenaires.

- L'OCDE continuera de définir des approches par pays et de répondre aux demandes de ses Membres et Partenaires afin de les accompagner dans leurs programmes de réformes, en les aidant à concevoir, mettre en œuvre et évaluer les réformes via une approche multidimensionnelle, à l'échelle de l'ensemble de l'administration. Nous leur adresserons des conseils opportuns et ciblés sur l'action à mener au regard de priorités données, nous confronterons les expériences nationales et mettrons en lumière les meilleures pratiques, y compris dans nos séries de publications « Politiques meilleures » et « Getting it Right ». Nous continuerons par ailleurs de formuler, à l'intention des pays, des recommandations de politiques publiques qui les aideront à faire en sorte que les gains de productivité rejaillissent à la fois sur la croissance tendancielle et sur le bien-être.
- Pour mieux répondre à ces demandes, nous renforçons la coordination et la communication internes afin d'aider les pays à assurer une continuité à tous les stades du cycle de réformes. Nous les accompagnons notamment dans la mise en œuvre de ces réformes, dans le cadre de l'initiative *The House of Policy Reforms*, qui a pour objectif de mieux coordonner notre soutien aux programmes de réformes structurelles des Membres, dans la droite lignée de ce que nous avons fait ces dernières années dans des domaines comme les évaluations d'impact sur la concurrence, la mise en œuvre des politiques en matière d'éducation et le développement des capacités du secteur public.
- En parallèle, nous nous employons à approfondir nos travaux sur le calendrier, la succession chronologique et l'impact des réformes structurelles en aidant les

Membres à mieux cerner les attentes et les demandes de leurs citoyens, à en tenir compte dans l'élaboration de leur action et à réunir un plus large soutien en faveur des réformes nécessaires.

ACTION 5 : Renforcer l'adhésion à nos normes et veiller à ce qu'elles soient efficacement mises en œuvre.

- Certaines de nos normes et recommandations les plus utiles nécessitent un renforcement de leur processus de suivi ainsi qu'un réexamen régulier, pour s'assurer qu'elles restent pertinentes dans un contexte d'évolution rapide. Dans le cadre de la deuxième phase de l'examen du processus d'établissement de normes, actuellement en cours, 134 instruments juridiques sont en train d'être revus, révisés et contrôlés d'ici à 2021, et un nouveau Recueil des instruments juridiques de l'OCDE, consultable en ligne, a été créé. Nous étudions par quels moyens l'OCDE peut continuer de collaborer avec d'autres organisations internationales pour échanger des connaissances sur les bonnes pratiques en matière d'établissement de normes, y compris dans le contexte du partenariat pour une définition efficace des normes internationales (*Partnership for Effective International Rule Making*). En outre, nous continuons de travailler de concert avec nos Membres et Partenaires pour développer l'adhésion à nos normes, notamment en les faisant mieux connaître, par l'élargissement de notre Réseau parlementaire mondial.
 - Parmi nos principales normes, nombreuses sont celles qui contribuent à promouvoir l'ouverture et l'équité des règles du jeu. Des instruments comme la Convention anticorruption, les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et le Guide du devoir de diligence qui les accompagnent, ou encore les Principes de gouvernance d'entreprise du G20 et de l'OCDE, restent indispensables pour rétablir la confiance des citoyens dans les entreprises et dans l'équité et la transparence de l'administration et des institutions, y compris au niveau multilatéral. En plus de ces efforts, nous continuerons de lutter contre les forces obscures de l'économie, du côté de l'offre comme du côté de la demande, notamment contre la corruption, le commerce illicite, la cybercriminalité, le trafic d'êtres humains et le travail des enfants. Nous soutenons également la mise en œuvre de nos principales normes ; ainsi, en 2018, nous avons élaboré avec le G20 des approches efficaces pour
-



Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE, et Peter Thomson, Envoyé spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Océan, OCDE, Paris, le 13 février 2019.

Photo : OCDE/
Hervé Cortinat

l'application des Principes de haut niveau du G20 et de l'OCDE sur le financement des PME (*G20/OECD Effective Approaches for Implementing the G20/OECD High-Level Principles on SME Financing*).

- Parallèlement, nous faisons de grandes avancées dans le domaine de l'élaboration de nouvelles normes pour répondre aux enjeux mondiaux qui se font jour. L'année dernière, nos comités ont délivré d'importantes recommandations sur les thèmes suivants : le gouvernement ouvert, les événements internationaux et le développement local, les pratiques de financement soutenable, les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public, le crédit à la consommation et l'éducation financière, et la lutte contre le commerce illégal de pesticides. Dans certains de ces domaines, nos normes constituent les premiers instruments juridiques jamais édictés. Ces travaux d'avant-garde seront poursuivis. De plus, il nous faut continuer de rechercher les lacunes dans les normes mondiales afin de repérer les sujets sur lesquels nous pouvons apporter une contribution utile, pour ne pas nous laisser distancer par le rythme de l'évolution de nos économies et de nos sociétés.

ACTION 6 : Approfondir nos éléments factuels sur les questions relatives aux échanges et à l'investissement.

Nous voyons s'intensifier les tensions au sein du système commercial, avec des appels renouvelés à la protection

et une tendance apparente à se détourner d'un système commercial fondé sur des règles au profit d'échanges plus encadrés. Les mesures prises dans le domaine commercial, et plus particulièrement les incertitudes générées par les tensions actuelles, ont déjà un impact sur la croissance et peuvent potentiellement avoir un coût économique plus lourd à l'avenir.

- Compte tenu des tensions actuelles, nous nous attacherons à approfondir les données que nous recueillons et à élargir la diffusion de nos analyses phares sur les échanges dans tout l'éventail des domaines qui sont importantes pour un meilleur fonctionnement des marchés. Il s'agit notamment de la mesure des échanges en valeur ajoutée (TiVA) ; du progrès dans la compréhension des chaînes de valeur mondiales (CVM), y compris des liens entre les échanges et l'investissement ; de notre indice de restrictivité des échanges de services (STRI) ; de nos indicateurs de facilitation des échanges ; de nos travaux visant à mieux appréhender les conséquences, à l'échelle de l'économie, des politiques commerciales, à l'aide du modèle METRO ; et des travaux d'envergure que nous menons sur la mesure de toutes les formes d'aide publique ayant un effet de distorsion des échanges dans les secteurs de l'agriculture, des combustibles fossiles, des pêcheries et de l'industrie. En outre, nous prévoyons de continuer à faciliter les discussions au sein du Forum mondial sur les surcapacités sidérurgiques.

- En matière d'investissement, nous affinerons encore notre indice de restrictivité de la réglementation de l'investissement direct étranger (IDE), nous approfondirons notre analyse des chaînes de valeur sous l'angle de l'investissement, nous continuerons d'appuyer la mise en œuvre des Principes directeurs à l'intention des entreprises multinationales, nous allons élaborer de nouvelles mesures de l'impact de l'IDE sur le développement durable, nous conseillerons les pouvoirs publics sur la manière de gérer les risques découlant de l'acquisition et de la détention d'actifs sensibles, et nous travaillerons à concevoir des lignes directrices pour établir des pratiques exemplaires ainsi que des orientations et des techniques à l'appui de la transparence et de la diffusion d'informations concernant les entreprises publiques, y compris pour évaluer les avantages concurrentiels potentiels. En 2019, nous lancerons également une version révisée de nos Codes de la libération des mouvements de capitaux, qui sera un résultat clé de la Présidence japonaise du G20. Ces codes révisés aideront les pays à mieux faire face aux défis que rencontrent les pouvoirs publics en cas de soudaines entrées ou sorties massives de capitaux et d'autres problèmes liés à la stabilité financière.
- Sur la base des conclusions de la Conférence ministérielle sur les PME de 2018, nos nouvelles *Perspectives de l'OCDE sur les PME et l'entrepreneuriat* permettront aux futurs travaux dans ce domaine de s'appuyer sur un socle constitué d'éléments factuels. De la même façon, l'élaboration d'une Stratégie de l'OCDE pour les PME suivant une approche incrémentielle jouera un rôle important pour accroître la cohérence des réformes, des conditions-cadres et des politiques ciblées afin de permettre à ces entreprises d'être plus productives et plus concurrentielles dans l'environnement économique dynamique d'aujourd'hui.

ACTION 7 : Renforcer notre collaboration avec le G20 et le G7, d'autres organisations internationales et la société civile.

- Notre engagement stratégique auprès du G20 et du G7 a aidé à porter à l'échelon international les normes que nous avons édictées dans des domaines tels que la fiscalité, la concurrence, l'investissement, la lutte contre la corruption, l'intégrité, le financement des PME, les entreprises publiques, la conduite responsable des entreprises,

la politique à l'égard des consommateurs, l'économie numérique et le financement du développement. Il nous a également mis en position d'apporter notre contribution à des solutions équitables, efficaces et innovantes face à des défis complexes d'envergure mondiale, y compris à travers la mission de facilitateur du Forum mondial sur les surcapacités sidérurgiques qui nous a été confiée. En 2019, ces travaux se poursuivent avec la Présidence japonaise du G20 et la Présidence française du G7. Bon nombre des priorités avancées par le Japon et la France sont depuis des années au cœur des travaux de l'OCDE, y compris : la promotion d'infrastructures de qualité ; la contribution à la mise en place de règles du jeu équitables au niveau mondial grâce à nos travaux sur les échanges et l'investissement, les surcapacités sidérurgiques ou la lutte contre la corruption et la conduite responsable des entreprises ; l'encouragement de l'équité fiscale ; la promotion de la concurrence sur les marchés numériques ; l'autonomisation des femmes et la réduction des disparités entre les femmes et les hommes ; le soutien à l'éducation financière et à la protection des consommateurs de services financiers ; l'élaboration de réponses coordonnées face aux mégatendances telles que le vieillissement de la population, le changement climatique ou la généralisation du numérique ; ainsi que l'incitation à une action plus ambitieuse pour stopper la perte de biodiversité et inverser cette tendance, et assurer la conservation et l'utilisation durable de nos océans.

- Nous poursuivrons nos efforts de coopération avec d'autres organisations internationales, y compris les Nations Unies, de façon à maximiser l'efficacité de l'ensemble de nos travaux, à limiter les redondances et à tirer parti des synergies et des complémentarités.
- Nous nous employons activement à repenser nos approches vis-à-vis de la participation des parties prenantes de façon à bâtir des partenariats stratégiques qui soient bénéfiques à l'Organisation et à ses Membres. Si nous resserrons notre dialogue avec des parties prenantes de longue date – le BIAC et le TUAC – ainsi qu'avec le secteur privé, y compris les petites entreprises, nous intensifions également notre engagement auprès d'organisations philanthropiques, d'acteurs sociaux et de la société civile de sorte que nos données, nos analyses et nos outils soient mieux diffusés et aient un impact plus fort. Il nous faut aussi redoubler d'efforts pour échanger davantage avec d'autres niveaux d'administration, notamment dans les régions et les

viles, à travers des initiatives telles que l'Initiative des Maires champions pour la croissance inclusive de l'OCDE ou le Forum des spécialistes du développement local, des entrepreneurs et des innovateurs sociaux (Forum LEED). Dans la droite lignée de notre approche stratégique en matière de communication¹, l'écoute et l'engagement, l'amélioration de notre planification, la focalisation sur des campagnes et l'amélioration de notre mesure d'impact resteront nos priorités.

ACTION 8 : Soutenir la gouvernance mondiale et contribuer aux progrès dans la réalisation des programmes d'action mondiaux.

- Nous continuerons de répondre aux demandes des pays, régions et villes qui souhaitent recevoir un soutien pour être à la hauteur des ambitieux engagements mondiaux, souscrits notamment à travers le Programme de développement durable à l'horizon 2030, le Programme d'action d'Addis-Abeba sur le financement

1. Voir document de séance 1, *Stratégie de communication et d'ouverture de l'OCDE*, présenté au Conseil le 31 janvier 2019.

du développement, l'Accord de Paris, la Convention sur la diversité biologique, le Pacte mondial sur les réfugiés et le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, en nous efforçant d'agir en tant que « meilleur second rôle » aux côtés du système des Nations Unies. Pour chaque aspect, nous nous concentrerons sur nos domaines d'expertise fondamentaux. Par exemple :

- La réponse aux demandes de soutien aux efforts nationaux de mise en œuvre des ODD et de cohérence des politiques publiques, par la contribution à l'élaboration d'objectifs stratégiques, comme nous l'avons fait notamment pour la Slovénie et la République slovaque entre autres, à la définition de cadres de gouvernance, de mesure et de suivi adéquats, à la poursuite des travaux sur la mobilisation de financements/ressources appropriés et à la fourniture d'un appui dans des domaines thématiques spécifiques, selon les besoins.
- La promotion d'une perspective territoriale pour aborder les programmes d'action mondiaux, afin d'aider les villes et les régions à définir et à mettre en œuvre les stratégies y afférentes.



● Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE, avec les enfants et le Président de l'association Tutti les Passeurs d'Arts, à leur performance d'orchestre et cocktail, OCDE, Paris, le 19 novembre 2019.

Photo : OCDE/
Hervé Cortinat



Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE, et Alpha Condé, Président de Guinée, OCDE, Paris, le 28 octobre 2019.

Photo : OCDE/Julien Daniel

- L'amélioration de la compréhension des problématiques en lien avec le financement des ODD, y compris de la mobilisation de ressources intérieures, des mécanismes de financement innovant (financement mixte et investissement à impact social, par exemple) ou d'autres apports de financement.
- La mesure, le suivi et la mobilisation des financements climatiques ; la facilitation des activités d'adaptation, de prévention des risques et de résilience liées au changement climatique ; l'élaboration d'une analyse économique et opérationnelle en faveur d'une action plus ambitieuse concernant la gestion des ressources en eau et la protection de la biodiversité ; l'élaboration et l'application de normes environnementales ; et la réponse à de graves urgences environnementales, telles que la prolifération des déchets plastiques et d'autres formes de pollution dans nos océans.
- L'analyse et la formulation de conseils destinés à aider les pays à assurer la sécurité alimentaire et à mettre en

place des systèmes agricoles et alimentaires durables, productifs et résilients.

- La promotion de nos travaux auprès de nombreux pays – notamment à travers nos examens multidimensionnels par pays, et en les aidant à renforcer leur système de coopération pour le développement – et auprès des organisations régionales et continentales concernées.

ACTION 9 : Conclure le prochain cycle de discussions sur l'élargissement et renforcer notre engagement aux côtés des pays partenaires.

- Les échanges sur un nouveau cycle d'élargissement de l'OCDE se sont étendus sur une longue période et ont fait apparaître des dissensions. En 2018, l'OCDE a accueilli la Lituanie en qualité de nouveau Membre. Nous nous réjouissons de l'arrivée prochaine de la Colombie en tant que Membre à part entière, et de l'adhésion à venir du Costa Rica. D'autres pays – dont

l'Argentine, le Brésil, la Bulgarie, la Croatie, le Pérou et la Roumanie – ont officiellement déposé leur demande d'adhésion. L'adhésion demeure l'instrument le plus puissant pour élargir la portée des normes et valeurs de l'OCDE et renforcer leur impact dans les pays et les régions concernés, opérant comme des catalyseurs pour des réformes importantes et pérennes. Les Membres et le Secrétariat doivent faire avancer dès que possible un nouveau cycle d'élargissement, tout particulièrement en intégrant dans leur réflexion les avancées déjà accomplies en ce qui concerne l'Argentine et la Roumanie, ainsi que la fenêtre d'opportunité qui semble s'être ouverte dans le cas du Brésil.

- Nous avons intensifié notre engagement aux côtés des cinq Partenaires clés afin de resserrer notre coopération et de leur permettre de se rapprocher des normes de l'OCDE. En outre, nous avons renforcé nos programmes régionaux – couvrant l'Asie du Sud-Est, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, l'Amérique latine et les Caraïbes, l'Europe du Sud-Est et l'Eurasie – et donné plus d'ampleur à nos programmes par pays de façon à être mieux à même de comprendre les défis communs et d'adapter nos travaux et nos conseils à des contextes variés. Nous continuerons de promouvoir les instruments de l'OCDE au service des relations mondiales ainsi que les travaux du Pôle Développement de l'OCDE et de les mettre à profit, afin de renforcer le dialogue et l'échange de connaissances avec les non-Membres et d'encourager leur participation aux activités des comités de l'OCDE. Nous consoliderons nos travaux avec l'Afrique, en reconnaissant et soutenant l'Agenda 2063 de l'Union africaine – conformément à la demande des ministres des pays de l'OCDE lors de la RCM de 2017 et aux termes du document [C/MIN\(2018\)9](#) –, nous entamerons avec l'Égypte un nouveau programme par pays et nous lancerons le tout premier programme de travail conjoint OCDE-Afrique du Sud. Nous continuerons de nous appuyer sur cette plateforme inclusive pour le dialogue sur les politiques à suivre dans le domaine du développement que constitue le Centre de développement de l'OCDE grâce au pont qu'il établit avec les non-Membres.

ACTION 10 : Donner à l'Organisation les moyens de donner corps à son ambitieux programme d'action.

- Les négociations relatives au Programme de Travail et Budget (PTB) 2019-20 ont été longues et compliquées. Elles ont abouti, dans les faits, à un gel du budget en termes

nominaux, après dix années de croissance réelle zéro. Tout cela fait peser sur l'Organisation une intense pression budgétaire, alors même que le Secrétariat a permis à ses Membres d'engranger des recettes et de réaliser des économies représentant plusieurs centaines de fois leurs contributions financières. De fait, l'OCDE est une source de revenus nets extrêmement positifs pour ses Membres, et non un centre de coûts. La situation budgétaire en 2019-20 s'annonce donc très périlleuse, et il nous faut encore nous assurer les ressources qui permettront de couvrir la hausse des coûts de personnel résultant de l'ajustement des taux de cotisation à la retraite à compter de 2020, sans pour autant nuire à notre capacité à produire des résultats concrets correspondant aux mandats de substance qui nous sont confiés.

- La majorité des réductions et efficiences budgétaires vont être absorbées par les services institutionnels, malgré les coûts significatifs et récurrents encourus pour garantir la sécurité physique des 140 000 personnes que constituent notre personnel, les représentants de nos pays Membres, nos délégués et nos visiteurs, et pour protéger l'Organisation des nouvelles menaces pour la cybersécurité qui se font jour.
- Dans un contexte de pareilles contraintes sur les ressources budgétaires, les contributions volontaires (CV) s'imposent comme un complément de plus en plus important de nos ressources du PTB, puisqu'elles représentaient 42 % du budget de Partie I de l'OCDE en 2018. Les contributions volontaires s'inscrivent dans le cadre des priorités du PTB telles que définies et approuvées par les Membres. De fait, plus des trois quarts d'entre elles émanent des Membres eux-mêmes. Le nombre croissant de pays demandant à l'Organisation de mener des travaux spécifiques est révélateur de leur confiance à l'égard du « label » OCDE. Ils ont foi dans sa capacité à fournir des analyses objectives, fondées sur des observations factuelles. En témoigne, par exemple, l'approfondissement de notre relation avec le Service d'appui à la réforme structurelle (SRSS) de la Commission européenne. Notre cadre solide de gestion des CV – qui couvre le suivi, le reporting et la gestion du risque – permet déjà une approche mieux coordonnée des contributions volontaires. La mise en œuvre de ce cadre est assurée par le contact principal de l'OCDE pour les CV (institué à l'issue de l'audit de 2016) et un groupe de coordination interdirections des CV. Un reporting complet et régulier des CV est adressé aux Membres [\[C\(2019\)26\]](#).

- En 2019 et au-delà, l'Organisation continuera de s'employer à améliorer encore la qualité et l'efficacité de ses systèmes en matière de gouvernance, de gestion, d'administration, de communication et de finances. Nous redoublerons d'efforts pour optimiser l'utilisation de nos ressources afin de servir l'intérêt de nos Membres, tant sur les questions de fond qui relèvent des politiques publiques que dans la mise en œuvre des décisions en matière d'éthique et de protection des lanceurs d'alerte ; nous veillerons à ce que les bâtiments soient utilisés de manière appropriée et sûre ; nous continuerons à promouvoir la diversité et l'égalité des sexes ; et nous prendrons des mesures pour assurer la neutralité carbone de l'Organisation d'ici à 2020. Nous prendrons également d'autres mesures pour continuer de renforcer la redevabilité et la transparence, et contribuer à asseoir la crédibilité de l'OCDE en tant qu'organisation apprenante. Nous préparerons à l'intention du Conseil une évaluation de la mise en œuvre des 63 recommandations sur les prises de décisions et les méthodes de travail, comme nous y avons été invités à l'issue de l'Examen de la gouvernance mené en 2014.

Certaines de ces Orientations stratégiques sont déjà une réalité. D'autres seront lancées si les conditions le permettent. Certaines ne prendront que quelques mois, pour d'autres, il faudra une année entière, jusqu'à la prochaine édition de mes Orientations stratégiques en 2020 ; pour d'autres enfin, plusieurs années seront nécessaires jusqu'à leur réalisation. Toutes les actions recensées visent à accroître l'impact, l'influence et la pertinence de l'OCDE, ainsi qu'à optimiser l'utilisation des ressources de ses pays Membres. Elles sont formulées à un moment où les services et le soutien de l'OCDE n'ont jamais été aussi demandés alors même que, paradoxalement, le multilatéralisme est remis en question.

Enfin, je me permets de rappeler que les Orientations stratégiques sont un apport et une contribution du Secrétaire général au Programme de travail de l'OCDE. Elles font partie intégrante du processus budgétaire et leurs aspects de substance seront présentés à la RCM pour inciter les Ministres à faire connaître leurs orientations sur l'avenir de l'Organisation. ■



☞ Ludger Schuknecht, Secrétaire général adjoint de l'OCDE, et Salim Al-Malik, Directeur général de l'Organisation islamique pour l'éducation, la science et la culture (ISESCO), OCDE, Paris, le 13 novembre 2019. Photo : OCDE/Andrew Wheeler

Conclusions politiques de la Réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des Ministres 2019

La transition numérique au service du développement durable : opportunités et défis

À l'occasion de la Réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des Ministres de 2019 (RCM), nous* nous sommes rassemblés les 22 et 23 mai sous la Présidence de la République slovaque et la Vice-présidence du Canada et de la République de Corée pour examiner « La transition numérique au service du développement durable : opportunités et défis »

Dans ce contexte, nous** avons adopté :

- la Recommandation de l'OCDE sur l'intelligence artificielle
- les Codes révisés de la libération
- la Recommandation de l'OCDE relative aux Lignes directrices sur l'intégrité et la lutte contre la corruption dans les entreprises publiques.

Les Ministres et représentants ont également adopté, au nom de leur gouvernement, la Déclaration de l'OCDE sur l'innovation dans le secteur public.

Nous* appelons l'OCDE à continuer de proposer des analyses intégrées et fondées sur des données probantes, une expertise de la transition numérique et des solutions techniques en la matière, notamment dans l'optique de l'élaboration de méthodes de mesure efficaces et ce, en travaillant avec l'ensemble des parties prenantes et acteurs concernés. ■

* Ministres et Représentants de l'Allemagne, de l'Australie, de l'Autriche, de la Belgique, du Canada, du Chili, de la République de Corée, du Danemark, de l'Espagne, de l'Estonie, des États-Unis, de la Finlande, de la France, de la Grèce, de la Hongrie, de l'Irlande, de l'Islande, d'Israël, de l'Italie, du Japon, de la Lettonie, de la Lituanie, du Luxembourg, du Mexique, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, des Pays-Bas, de la Pologne, du Portugal, de la République slovaque, de la République tchèque, du Royaume-Uni, de la Slovénie, de la Suède, de la Suisse, de la Turquie et de l'Union européenne.

** Membres de l'OCDE et Partenaires adhérents concernés.



Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE, et Peter Pellegrini, Premier ministre de la République slovaque, lors de la Réunion 2019 du Conseil au niveau des Ministres, OCDE, Paris, le 22 mai 2019. Photo : OCDE/Julien Daniel



🕒 Gabriela Ramos, Directrice de Cabinet et Sherpa de l'OCDE pour le G20, et Maarten Verwey, Directeur général du Service d'appui à la réforme structurelle de la Commission européenne (SARS), durant la cérémonie de signature pour la coopération OCDE-SARS, OCDE, Paris, le 16 octobre 2019.

Photo : OCDE/Andrew Wheeler



🕒 Photo de famille durant le Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales, OCDE, Paris, le 19 novembre 2019. Photo : OCDE/Victor Tonelli

Conseil de l'OCDE au niveau des Ministres 2019 : Déclaration de la Présidence

La transition numérique au service du développement durable : opportunités et défis

Les participants à la Réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des Ministres (RCM) de 2019 se sont réunis les 22 et 23 mai 2019 sous la Présidence de la République slovaque et la Vice-présidence du Canada et de la République de Corée pour examiner « La transition numérique au service du développement durable : opportunités et défis ». La Présidence de la RCM de 2019 considère que l'ensemble des Membres* est parvenu à un accord général sur les points suivants :

La RCM de 2019 intervient à un moment charnière pour les responsables de l'action publique, à l'heure où l'économie mondiale est de plus en plus irriguée par le numérique, dont le potentiel est énorme en termes de croissance économique et de productivité. La poursuite des réformes structurelles, des politiques macroéconomiques adéquates et des marchés ouverts sont des conditions essentielles pour concrétiser ce potentiel. Le caractère mondial de la transition numérique rend nécessaire une coopération internationale efficace et, ensemble, les Membres peuvent mieux agir pour relever les défis liés au numérique et faire en sorte que les avantages qui en découlent soient plus largement accessibles et contribuent à la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030. L'ensemble des Membres prend acte et se félicite du rôle de l'OCDE à cet égard, et notamment de la façon dont ses travaux nourrissent l'action d'instances régionales ou mondiales telles que le G20, le G7, les Nations Unies, l'APEC et l'ASEAN.

L'ensemble des Membres se félicite des résultats de la Phase 1 du projet horizontal « Vers le numérique » : la Boîte à outils de l'OCDE sur la transformation numérique, les rapports « Vers le numérique : forger des politiques au service de vies meilleures », « Measuring the Digital Transformation » et « How's Life in the Digital Age ». Parallèlement, les Membres attendent avec intérêt

la Phase 2, ainsi que les travaux sur les plateformes électroniques et les technologies émergentes, dont la technologie des chaînes de blocs et l'intelligence artificielle (IA), et prennent note des différentes contributions à mettre à l'actif du Sommet sur la transformation numérique.

L'ensemble des Membres s'engage à œuvrer de concert pour empêcher que l'internet ne serve le terrorisme et l'extrémisme violent, sans compromettre la liberté d'expression, les droits humains ni l'innovation au service d'une vie meilleure. Pour ce faire, ils appellent l'OCDE, dans le cadre de la Phase 2 du projet horizontal « Vers le numérique » et en concertation avec les partenaires, experts et acteurs concernés, à examiner les options envisageables pour la suite à donner, et à faire rapport au Conseil avant le 31 mars 2020.

Intelligence artificielle : L'ensemble des Membres a adopté la Recommandation du Conseil de l'OCDE sur l'intelligence artificielle (IA), qui constitue une étape importante de la collaboration internationale visant à bâtir la confiance dans cette technologie majeure, et à en promouvoir l'adoption et l'utilisation, tout en gérant les risques qui peuvent y être associés. Cette Recommandation viendra étayer un cadre d'action prévisible, stable mais évolutif, qui privilégie une approche responsable, centrée sur l'humain, vis-à-vis d'une IA digne de confiance fondée sur des principes d'inclusion,

* les Ministres et Représentants de l'Allemagne, de l'Australie, de l'Autriche, de la Belgique, du Canada, du Chili, de la République de Corée, du Danemark, de l'Espagne, de l'Estonie, des États-Unis, de la Finlande, de la France, de la Grèce, de la Hongrie, de l'Irlande, de l'Islande, d'Israël, de l'Italie, du Japon, de la Lettonie, de la Lituanie, du Luxembourg, du Mexique, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, des Pays-Bas, de la Pologne, du Portugal, de la République slovaque, de la République tchèque, du Royaume-Uni, de la Slovénie, de la Suède, de la Suisse, de la Turquie et de l'Union européenne.

de transparence, de robustesse et de responsabilité. Les Membres encouragent l'OCDE à poursuivre ses travaux sur l'intelligence artificielle. Ils se félicitent de la création d'un Observatoire OCDE des politiques relatives à l'IA et de la coopération qui pourra être engagée avec d'autres initiatives comparables. L'OCDE et ses Membres devraient encourager les initiatives internationales, intersectorielles et multipartites afin de bâtir une expertise à long terme en matière d'IA.

La fiscalité à l'ère du numérique : L'ensemble des Membres salue les récents progrès accomplis en vue d'identifier des propositions concrètes et de s'acheminer vers un accord autour d'une feuille de route détaillée permettant d'apporter des solutions aux défis liés à la fiscalité de l'économie

numérique et aux problématiques qui subsistent dans le cadre du Projet sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (BEPS). Les Membres attendent avec intérêt les efforts qui seront déployés pour parvenir à une solution de long terme fondée sur un consensus, en 2020, en concertation avec l'ensemble des membres du Cadre inclusif pour la mise en œuvre du Projet BEPS OCDE/G20 et d'autres parties prenantes. Ces résultats s'appuient sur le rôle clé joué par l'OCDE pour renforcer l'équité du système fiscal international, à travers notamment la mise en place de l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers aux fins de la transparence fiscale, et à travers le projet BEPS. Les Membres appellent l'ensemble des pays à rester attachés à ce processus multilatéral de l'OCDE. Ils encouragent en outre les initiatives de l'OCDE en



Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE, et Liliane Maury Pasquier, Présidente de l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe (ACPE), tenant le "hashtag" #NotInMyParliament, OCDE, Paris, le 10 octobre 2019. Photo : OCDE/Julien Daniel

matière de développement des capacités visant à renforcer les administrations fiscales dans les pays en développement, en mettant en œuvre le programme d'action pour la transparence fiscale et le projet BEPS.

Concurrence : L'ensemble des Membres souligne l'importance de marchés ouverts et contestables, et reconnaissent que la concurrence est, de longue date, un sujet prioritaire pour les États et les différentes parties prenantes. Ils notent que les responsables de l'action publique devraient examiner de près les effets de l'accentuation des phénomènes de concentration des marchés et que les autorités de la concurrence devraient être vigilantes vis-à-vis des entreprises du numérique dont le comportement pourrait nuire à la concurrence. Les Membres encouragent l'OCDE à poursuivre ses travaux et à promouvoir le dialogue sur la politique de la concurrence et sa mise en œuvre, en prenant notamment en considération les liens qui peuvent exister entre des domaines tels que l'accès aux données et leur contrôle, les fusions-acquisitions, les droits de propriété intellectuelle, la protection des consommateurs et la lutte contre la corruption transnationale. Les Membres saluent les travaux que l'OCDE consacre aux plateformes électroniques et au respect du droit de la concurrence et des législations connexes dans le contexte d'une économie mondiale de plus en plus irriguée par le numérique. L'ensemble des Membres encourage l'OCDE à continuer de promouvoir la coopération entre les autorités de la concurrence et d'autres autorités de tutelle comme celles chargées de la protection des consommateurs ou de la protection des données, au plan tant national qu'international.

Sécurité, respect de la vie privée et protection des données :

Les Membres reconnaissent que l'amélioration de la sécurité, la protection des données à caractère personnel et de la vie privée ainsi que la protection des consommateurs sont des éléments qui favorisent la confiance du public dans la transition numérique, facilitent la libre circulation des données en toute sécurité et promeuvent l'innovation. L'ensemble des Membres soutient la libre circulation de l'information, des idées et de la connaissance, dans le respect des cadres applicables à la protection de la vie privée et des données, de la sécurité des infrastructures numériques vitales et des droits de propriété intellectuelle. Les Membres reconnaissent que les pouvoirs publics et les autres acteurs, tels que l'industrie, peuvent faire davantage pour promouvoir une gouvernance des données

responsable, efficace, digne de confiance et fiable, et s'emploieront à œuvrer de concert pour mieux traiter ces questions et instaurer un climat de confiance vis-à-vis du système numérique mondial. Les Membres appellent l'OCDE à améliorer la mesure des données pertinentes pour l'action publique, en définissant et en quantifiant les différents types de données. Ils étudieront par quels moyens mieux promouvoir le Forum mondial de l'OCDE sur la sécurité numérique pour la prospérité, et les travaux connexes menés sur la protection de la vie privée et les données ouvertes, en particulier dans le domaine de la gouvernance publique.

L'innovation numérique au service d'une vie meilleure :

L'ensemble des Membres prend acte du potentiel que recèlent l'innovation numérique, les données et l'adoption de solutions numériques novatrices pour consolider les résultats économiques, notamment le fonctionnement des marchés, des institutions publiques ainsi que des entreprises grâce à une gouvernance d'entreprise plus solide et des cadres réglementaires plus efficaces, et pour améliorer les services aux personnes, aux collectivités, aux pouvoirs publics, aux villes, aux zones rurales et aux régions. Les Membres saluent les travaux que l'OCDE consacre aux plateformes électroniques et à l'économie des services, la collecte de données ventilées par sexe et par âge, lorsque c'est possible, ainsi que les analyses qu'elle effectue et les conseils qu'elle prodigue sur les politiques à même d'appuyer l'action des pouvoirs publics en vue d'aider les villes, les zones rurales et les régions à être « intelligentes », notamment en favorisant un environnement urbain plus durable, en améliorant la santé et le bien-être, et en facilitant la participation des citoyens. Ce faisant, les Membres s'engagent à respecter la vie privée, la sécurité et l'éthique, protéger les droits de propriété intellectuelle, les données à caractère personnel et les consommateurs, en particulier les enfants, dans l'environnement numérique, ainsi qu'à combattre la généralisation de la désinformation et préserver la démocratie et les droits humains, notamment la liberté d'expression. L'ensemble des Membres attend par ailleurs des fournisseurs de services en ligne qu'ils se conforment aux Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales. En outre, les Membres encouragent l'OCDE à favoriser la coopération internationale en matière de partage de données sur la pollution de l'air, de l'eau et des sols au plan national ou par-delà les frontières.



Photo de famille lors de la Réunion ministérielle sur les migrations et l'intégration, OCDE, Paris, le 17 janvier 2020. Photo : OCDE/Hervé Cortinat

Relations mondiales et adhésion : L'ensemble des Membres apporte son soutien à la coopération engagée par l'OCDE avec les pays non Membres, les régions et d'autres organisations internationales dans l'optique de diffuser et de promouvoir ses analyses, ses instruments et ses bonnes pratiques. Les Membres attendent avec intérêt l'achèvement du processus de ratification de l'Accord d'adhésion de la Colombie à l'OCDE et estiment encourageants les efforts que déploie le Costa Rica pour respecter les engagements pris dans le cadre de son processus d'adhésion à l'OCDE.

Leadership et gestion : Les Membres reconnaissent le rôle du Secrétaire général dans la proposition de nouvelles initiatives, y compris dans ses Orientations stratégiques,

pour considération ultérieure et décision par le Conseil, et remercient l'ensemble du Secrétariat pour ses efforts à l'appui des réalisations de l'OCDE.

La Présidence considère en outre que **la majeure partie des Membres s'est accordée sur** les points suivants :

L'innovation numérique au service d'une vie meilleure et du développement durable : Les Membres soulignent l'importance de l'accès aux technologies de l'information et des communications, de l'innovation numérique et du développement des compétences pour aider les pays à concrétiser le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et les Objectifs de développement durable (ODD). La majeure partie des Membres reconnaît qu'œuvrer



Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE, s'exprimant lors de la Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'intelligence artificielle, UNESCO, Paris, le 4 mars 2019. Photo : UNESCO/Christelle Alix

en collaboration peut se traduire par un partage des coûts, la mutualisation des capacités, la promotion de la diffusion volontaire des technologies dans des conditions arrêtées d'un commun accord par le biais de marchés ouverts et concurrentiels et par des partenariats entre les secteurs public et privé qui facilitent des financements stratégiques et ciblés, de grande ampleur et sur le long terme. Des infrastructures de qualité d'un accès ouvert à tous et équitable, et la résorption des déficits de compétences, en particulier pour les femmes et les filles, les seniors et d'autres groupes vulnérables, demeurent essentielles pour mettre les technologies existantes et la transition numérique au service du développement durable. Les Membres appellent l'OCDE à mettre à profit les possibilités de dialogue dans ce domaine.

Avenir du travail : La majeure partie des Membres reconnaît que les profonds changements structurels qui bouleversent les marchés du travail et la demande de compétences exigent d'adapter l'éducation, la formation, l'emploi et les politiques sociales, ou encore les systèmes de protection sociale, de sorte qu'ils répondent aux besoins des femmes, des jeunes, des seniors, des travailleurs handicapés et autres groupes vulnérables, ainsi que des travailleurs qui occupent des emplois atypiques, sont confinés dans des tâches répétitives ou travaillent dans des secteurs ou des régions affectés par la transformation numérique. Les Membres demeurent déterminés à bâtir un avenir du travail inclusif et durable et à promouvoir l'égalité des chances en favorisant la croissance économique, la création d'emplois, la résilience du marché du travail, le travail décent et des programmes de valorisation de la main-d'œuvre efficaces, notamment par le biais de la formation professionnelle, du développement des compétences et de l'apprentissage tout au long de la vie, en soulignant l'importance de tels programmes pour les éducateurs et les enseignants. À cet égard, ils se félicitent de la nouvelle Stratégie pour l'emploi, de l'édition 2019 des Perspectives de l'emploi et des Perspectives sur les compétences, et de la nouvelle Stratégie sur les compétences. La majeure partie des Membres appelle l'OCDE à poursuivre ses travaux sur le développement des compétences socioémotionnelles, cognitives, numériques et entrepreneuriales, en encourageant le recensement et l'échange de bonnes pratiques, et en étudiant les moyens propres à renforcer les compétences dans le secteur public. Les Membres saluent l'analyse et la cartographie des risques sociaux

qu'induisent, par exemple, la lenteur de la progression des salaires ou l'insécurité de l'emploi, de même que les discussions relatives à l'identification de nouvelles sources et de nouvelles méthodes de collecte de données sociales au service d'une transition juste.

Pour concrétiser tous les bienfaits de la transition numérique sur les plans de la productivité, de la croissance innovante et du bien-être, les Membres s'appliqueront à promouvoir l'adoption et le déploiement du numérique dans les PME ainsi que l'entrepreneuriat numérique, des cadres réglementaires modernes, transparents et évolutifs, la diffusion des technologies numériques dans les entreprises de toutes tailles, et l'accès de tous, en particulier des femmes et des filles, au numérique pour favoriser plus encore l'inclusion par les technologies.

Développement durable et économie sobre en ressources :

La majeure partie des Membres reconnaît le potentiel qui est celui des technologies numériques pour réduire les émissions et rendre les économies résilientes face au changement climatique et pour transformer les modèles économiques et les processus, afin de les aider à parer au changement climatique et à assurer une croissance plus propre et plus durable, grâce à une plus grande efficacité de la gestion des ressources, de l'énergie et des déchets, une économie plus circulaire et une gestion des matières plus durable, une amélioration de la mesure scientifique de l'environnement, une meilleure réglementation de l'environnement et un renforcement de sa mise en application, et grâce à une économie maritime et une gestion des zones côtières plus durables, par le biais notamment d'une diminution des déchets marins, la préservation de la biodiversité et l'enrichissement du capital naturel.

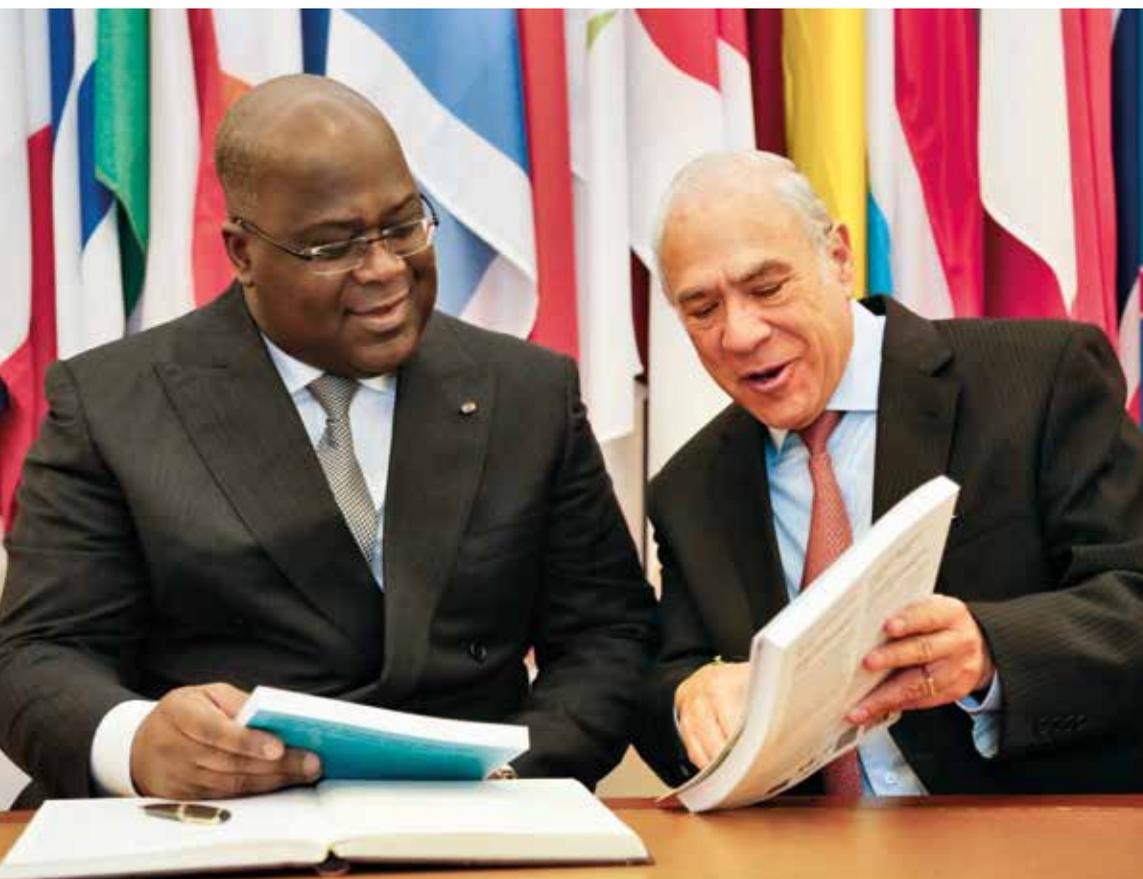
La majeure partie des Membres reconnaît le rôle fondamental de l'Accord de Paris en tant qu'outil permettant de faire face efficacement au changement climatique et aux autres défis environnementaux et de mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Les Membres déterminés à mettre en œuvre l'Accord de Paris poursuivront leur action dans le cadre de cet Accord, notamment en mettant à profit les opportunités offertes par la transition numérique.

Les Membres prennent acte du fait que les nouvelles technologies sont aussi à l'origine de défis environnementaux liés à l'énergie, aux ressources exploitées et aux déchets

électroniques (« e-déchets »). La majeure partie des Membres appelle l'OCDE à renforcer ses travaux dans ces domaines.

Les échanges à l'ère du numérique et les défis auxquels est actuellement confronté le commerce mondial : La majeure partie des Membres souligne l'importance du système commercial multilatéral et de sa contribution à l'investissement et aux échanges internationaux, puissants moteurs de croissance, de productivité, d'innovation, de création d'emplois et de développement. Les Membres reconnaissent toutefois que les bienfaits des échanges et de l'investissement ne se répartissent pas automatiquement. Les Membres ont examiné un certain nombre de défis auxquels est actuellement confronté le commerce mondial, tels que les surcapacités, la nécessité de mettre un terme aux subventions à l'origine de distorsions sur les marchés, aux transferts de technologie forcés et autres pratiques protectionnistes, et le blocage du renouvellement des membres de l'Organe d'appel de l'OMC.

La majeure partie des Membres reconnaît que les tensions commerciales actuelles ont des répercussions sur l'économie mondiale, et convient de la nécessité d'en traiter les causes profondes en harmonisant les règles du jeu dans le domaine de l'investissement et des échanges internationaux. Ils reconnaissent qu'il y a lieu de moderniser les règles commerciales, notamment face à la transition numérique mondiale, et se déclarent attachés à la nécessaire réforme de l'OMC. La majeure partie des Membres accueille favorablement les propositions relatives aux notifications à l'OMC visant à renforcer la transparence des politiques commerciales des membres de l'OMC et attend avec intérêt la conclusion prochaine d'un accord à ce sujet. Ils appellent de leurs vœux la préservation d'un système opérant d'arbitrage par un tiers en deux étapes dont les décisions ont force obligatoire pour les différends qui surviennent dans le cadre de l'Accord de l'OMC, et invitent à soutenir des méthodes souples en vue de renforcer la fonction de négociation de l'OMC.



Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE, et Félix Tshisekedi, Président de la République démocratique du Congo, OCDE, Paris, le 13 novembre 2019. Photo : OCDE/Andrew Wheeler



Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE, et Stefan Löfven, Premier ministre de Suède, lors du lancement de l'*Étude économique de la Suède*, Stockholm, le 29 mars 2019.

Photo : Bureau du Premier ministre de Suède

La majeure partie des Membres appelle au renforcement des règles internationales régissant les subventions sectorielles, à la prolongation, sur la base actuelle et sans limitation de durée, du Forum mondial sur les surcapacités sidérurgiques, ainsi qu'à une accélération des travaux du Groupe de travail international sur les crédits à l'exportation, dans l'optique de parvenir à un accord sur les nouvelles disciplines internationales en matière de financement des exportations. Ils saluent et soutiennent également l'initiative relative à la Déclaration conjointe sur le commerce électronique. La majeure partie des Membres renouvelle son engagement à travailler de concert à l'amélioration d'un ordre international fondé sur des règles, à même de s'adapter efficacement à un monde en rapide évolution.

Les Membres reconnaissent que les technologies numériques et les données ont eu des effets considérables sur les échanges et les investissements internationaux, en ce qu'ils ont contribué à réduire les coûts, favorisé le développement des chaînes de valeur mondiales et la diffusion des technologies, et mis en relation les entreprises et les consommateurs, par-delà les frontières. À l'ère

du numérique, le commerce peut aider à promouvoir l'inclusivité en donnant plus de moyens d'agir à différents groupes souvent sous-représentés dans les échanges commerciaux, comme les femmes, les populations autochtones, les personnes atteintes d'un handicap ou encore les PME. Il offre également d'amples possibilités d'intégrer les économies en développement dans le système commercial international. Les Membres appellent l'OCDE à poursuivre ses travaux d'analyse fondés sur des données concrètes dans le domaine des échanges, y compris sur les dispositifs de soutien à l'origine de distorsions sur les marchés et autres obstacles aux échanges, ainsi que sur la mesure du commerce numérique et de son impact sur la société, par exemple sur l'autonomisation économique des femmes. ■

Groupe de stratégie globale de l'OCDE 2019 : Résumé de la Présidence

Les 27 et 28 novembre 2019, des représentants de 43 pays et de l'UE ont participé à la réunion du Groupe de stratégie globale (GSG) organisée sur le thème « Vieillesse de la population dans les pays de l'OCDE: relever les défis, saisir les opportunités ».

Des représentants de la société civile ont participé à cette réunion pour la deuxième année consécutive. Dix d'entre eux se sont réunis le 27 novembre au matin dans le cadre d'une table ronde consacrée aux points de vue de la société civile quant à l'incidence du vieillissement démographique

sur le monde de demain (*Civil Society Perspectives on how Ageing Populations are Shaping the World of Tomorrow*). Cette table ronde, accessible à l'ensemble des délégations participantes, était organisée par le Secrétaire général et présidée par la Présidente du GSG.



📷 Photo de famille du Groupe de Stratégie Globale de l'OCDE lors de la table ronde « Perspectives de la société civile sur la façon dont le vieillissement des populations façonne le monde de demain », OCDE, Paris, le 27 novembre 2019. Photo : OCDE/Hervé Cortinat

Ouvrant les débats, la Présidente a expliqué que le vieillissement démographique touche l'ensemble des sociétés des pays de l'OCDE, à des degrés divers, et a souligné qu'il s'agit là d'une évolution globalement positive, en ce qu'elle témoigne des améliorations obtenues au niveau de la santé et de la longévité. Elle a précisé que de nombreux domaines de l'action publique sont en lien avec ce phénomène, et qu'elle attendait avec intérêt les échanges qui auraient lieu sur les pratiques mises en œuvre et les mesures adoptées pour faire face au vieillissement des sociétés. Elle a également exprimé l'espoir que ces débats viendraient étayer la Réunion du Conseil au niveau des Ministres (RCM) qui se tiendra l'année prochaine.

Dans son exposé liminaire, le Secrétaire général a évoqué diverses questions sur lesquelles les participants sont revenus plus en détail dans la suite de la réunion. Il a dans un premier temps souligné que l'allongement de la durée de la vie était une victoire, même si le vieillissement démographique, qui résulte de l'effet combiné de l'allongement de la longévité et de la baisse des taux de fécondité, pose un certain nombre de défis d'ordre économique et social, auxquels nos institutions doivent s'adapter. Il a fait observer que le vieillissement exacerbe les tensions qui s'exercent sur les migrations internationales et contribue à la baisse tendancielle des taux d'intérêt réels. Pour les finances publiques, le vieillissement a un double effet négatif, du fait qu'il implique à la fois une hausse des dépenses liées aux pensions et à la santé et des dépenses à long terme, et un ralentissement de la croissance économique ainsi que, par voie de conséquence, une diminution des recettes fiscales. Il y a en outre tout lieu de penser que le vieillissement entraînera un creusement des inégalités au sein des générations et entre ces dernières, et qu'il est impératif de s'attaquer aux handicaps accumulés depuis l'enfance en ayant recours à des politiques qui adoptent une vision prenant en compte l'ensemble du cycle de la vie. Il importe par conséquent que les pays confrontés au vieillissement de leur population s'attachent à préserver la viabilité de leurs finances publiques, tout en favorisant l'équité, une mission souvent compliquée par les pressions en termes d'économie politique. Le Secrétaire général a constaté que nombre des défis induits par le vieillissement sont connus de longue date, et que des mesures ont été prises pour y faire face, notamment le relèvement de l'âge légal de la retraite. Il a toutefois affirmé que les actions menées à ce jour sont généralement loin d'être suffisantes, et qu'au nombre des mesures nécessaires figurent l'adoption

d'une approche flexible en matière de retraite, la promotion des compétences des seniors, la conception d'incitations destinées à encourager les employeurs à recruter et fidéliser les travailleurs âgés, l'application des lois anti-discrimination, l'amélioration des compétences financières et les dispositions en faveur d'améliorations sur le plan sanitaire. Il a également souligné l'importance de s'attaquer aux problématiques sociales liées au vieillissement, telles que la solitude. Il a mis en évidence certains des travaux les plus récents menés par l'OCDE, qui intéressent directement la question du vieillissement, tels que le *Panorama des pensions*, *Pensions Outlook*, et les rapports *Preventing Ageing Unequally* et *Mieux travailler avec l'âge*. Il a fait en outre observer que de nombreux autres rapports élaborés par l'Organisation ont un lien avec la question du vieillissement et de ses répercussions, notamment les travaux consacrés à l'éducation, la formation, la croissance inclusive, l'emploi, la santé et l'économie numérique.

La Cheffe économiste de l'OCDE a présenté quelques-uns des aspects du vieillissement démographique et de ses effets. Elle a indiqué que dans la plupart des pays, le relèvement de l'âge légal de la retraite est jusqu'à présent minime par rapport à l'allongement de l'espérance de vie. Si la durée de la vie active n'est pas suffisamment rallongée, le pourcentage de la population d'âge actif reculera et fera obstacle à l'augmentation des niveaux de vie. Le vieillissement pourrait également avoir des répercussions sur les disparités territoriales au sein des pays, et porter atteinte à l'équité entre les générations. L'épargne est en outre en baisse, et le vieillissement exacerbera la pression budgétaire. Elle a préconisé des réformes de grande ampleur, notamment du marché du travail, l'amélioration du niveau d'instruction des travailleurs, la définition d'un âge de la retraite en rapport avec l'allongement de l'espérance de vie, des systèmes de retraite flexibles, l'amélioration des compétences informatiques des seniors et une meilleure utilisation des compétences des immigrés.

Lors de la première session, des représentants de trois organisations de la société civile - la Plateforme européenne des personnes âgées, Age International et l'AIESEC - ont rendu compte des débats auxquels avait donné lieu la table ronde de la matinée. Ils ont insisté en particulier sur la nécessité d'améliorer l'employabilité des jeunes, de réduire les inégalités entre femmes et hommes, de soutenir les travailleurs faiblement rémunérés et d'investir dans les mesures de prévention.

LES PAYS DE L'OCDE SONT-ILS PRÊTS À RELEVER LES DÉFIS MACROÉCONOMIQUES ET INTERGÉNÉRATIONNELS QUE POSE LE VIEILLISSEMENT DE LA POPULATION ?

Au cours de la deuxième session, les participants ont débattu des effets du vieillissement sur la productivité et les finances publiques, des défis soulevés par les réformes des retraites, de la santé et des soins de santé de longue durée, et des moyens de concilier les besoins des jeunes générations et des populations plus âgées. Le Secrétariat et des experts invités sont également intervenus lors de la

session plénière, des débats en sous-groupes et du dîner organisé par la Suisse.

Les témoignages rapportés au cours de cette session ont donné à penser qu'il faut s'attendre à ce que le vieillissement pèse sur la croissance économique, en raison essentiellement de la diminution de la proportion de la population d'âge actif. Les données d'observation disponibles illustrant les effets du vieillissement démographique sur la productivité globale sont toutefois plus contrastées. D'autres effets d'ampleur



À partir de la gauche : Gabriela Ramos, Directrice de Cabinet et Sherpa de l'OCDE au G20 ; Priscilla Schwartz, Procureure générale et Ministre de la Justice de la Sierra Leone ; et Aida Cama, Reporter à Deutsche Welle, lors du Sommet des Nations Unies sur le Développement Durable, Nations Unies, New York, le 25 septembre 2019. Photo : OCDE

macroéconomique que pourrait avoir le vieillissement ont été mentionnés. Ils ont trait à l'épargne et à l'investissement (et par conséquent à la balance des opérations courantes), aux taux d'intérêt, à la stabilité financière et à diverses autres variables. De l'avis de tous les participants, beaucoup reste à apprendre sur ces effets.

Les participants se sont entendus sur la nécessité de s'attaquer à la charge que fait peser le vieillissement sur les dépenses liées aux pensions et aux soins de longue durée qui, d'après les projections, devraient sensiblement augmenter dans les économies de l'OCDE au cours des décennies à venir, tout en garantissant des pensions suffisantes. De nombreux pays sont parvenus à atténuer l'impact du vieillissement sur la viabilité des finances publiques, notamment en relevant l'âge de la retraite et en modifiant les régimes de retraite et les systèmes de soins de santé. Les délégués sont convenus que de nombreuses autres mesures sont nécessaires pour supprimer les obstacles à l'emploi des seniors, notamment l'amélioration des compétences, la mise en place de dispositifs flexibles d'emploi et de retraite, et l'amélioration de l'éducation financière. Ils ont attiré l'attention sur les données qui attestent de la rentabilité élevée des investissements dans l'éducation des jeunes enfants et des mesures en faveur d'un vieillissement en bonne santé. Certains ont également affirmé que l'emploi des technologies numériques dans les soins de santé, notamment le recours à l'intelligence artificielle (IA), pourrait stimuler la productivité. D'autres ont souligné que les services d'aide et de soins à domicile pouvaient s'avérer avantageux sur le plan économique, à condition qu'ils bénéficient du soutien des familles et de la collectivité. De nombreux délégués ont insisté sur le fait qu'il convient de tenir compte des caractéristiques spécifiques de chaque sexe lorsque l'on s'attaque à la question du vieillissement, en raison de la surreprésentation des femmes dans les taux de pauvreté pendant la vieillesse, une situation due à la structure des marchés du travail et aux multiples inégalités dont sont victimes les femmes tout au long de leur vie, ainsi qu'au fait que la prise en charge des personnes âgées est une tâche le plus souvent dévolue aux femmes. L'imposition individuelle (au lieu d'une imposition conjointe des revenus du ménage), les congés parentaux (au lieu des congés de maternité) et des services d'accueil des jeunes enfants plus abordables sont autant de mesures qui faciliteraient la participation des femmes au marché du travail.

Les débats ont mis en évidence le fait que le vieillissement confirme les tendances des inégalités. La pauvreté pendant la vieillesse reste un problème majeur, et nous devons adopter une approche qui prenne en compte l'ensemble du cycle de la vie pour réduire les inégalités au moment de la vieillesse dues à l'accumulation des handicaps depuis l'enfance. Ainsi, l'espérance de vie des personnes ayant un niveau d'études élevé augmente plus rapidement que celles qui affichent un plus faible niveau d'instruction.

Les participants sont tombés d'accord sur le fait que les jeunes doivent s'attendre, pour des raisons diverses, à supporter l'essentiel de la pression budgétaire due au vieillissement. C'est en effet souvent à eux qu'il incombe de prendre soin des personnes âgées. En outre, les politiques de nombre de gouvernements des pays de l'OCDE peuvent privilégier les intérêts des seniors, une tendance due en partie aux différences de participation électorale entre les cohortes jeunes et âgées. Dans ce contexte, les participants se sont entretenus de l'importance d'œuvrer en faveur d'une participation plus égale au processus électoral. Des mesures pouvant être prises à cette fin sont évoquées, telles que le dialogue social, les politiques visant à instaurer l'équité entre les générations, la révision des régimes d'imposition, l'augmentation des investissements dans la jeunesse et l'enfance, la mise en lumière des problématiques intergénérationnelles dans les décisions relatives aux dépenses publiques, et le renforcement de la médecine préventive. Certains délégués ont également évoqué le besoin de prendre des mesures appropriées face au changement climatique, dont l'absence sera sinon très coûteuse pour les générations futures.

La Présidente a mis en lumière les défis budgétaires, les inégalités intergénérationnelles et le déclin de la productivité, parmi les principales difficultés diagnostiquées. Elle a fait remarquer que celles-ci ne peuvent être résolues uniquement via des réformes des régimes de pension et des systèmes de santé, mais doivent faire l'objet de politiques transsectorielles qui répondent aux besoins de la société. L'OCDE a un rôle important à jouer à cette fin, en fournissant des données et en favorisant les échanges.

LUTTER CONTRE LA CONTRACTION DE LA MAIN-D'ŒUVRE ET TIRER PROFIT DE L'ÉCONOMIE DES SENIORS

Au cours de cette séance, les participants ont examiné les politiques et les incitations de nature à offrir aux travailleurs seniors de meilleurs débouchés afin qu'ils exercent plus longtemps, les répercussions de l'aggravation du déséquilibre démographique entre les pays en développement et les économies plus avancées, l'impact du vieillissement sur la résorption des disparités régionales, l'effet du changement climatique sur les populations âgées, et le bien-être des seniors.

Dans son introduction, la Directrice de Cabinet et Sherpa au G20/G7 de l'OCDE a rappelé qu'avec l'allongement de la vie, nous devons faire en sorte de vivre bien, et que les travailleurs âgés faisaient partie de la solution. Elle a noté que les activités de perfectionnement, de reconversion ou d'amélioration des compétences sont déterminantes si l'on veut offrir de bons débouchés aux travailleurs âgés dans le contexte de la transformation technologique. Elle a souligné que les possibilités de formation offertes aux seniors sont inadéquates, et que leurs compétences numériques demeurent insuffisantes. Elle a plaidé en faveur d'une perspective prenant en compte tout le cycle



À partir de la gauche : David Lipton, directeur général par intérim du Fonds monétaire international ; Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE ; Roberto Azevêdo, directeur général de l'Organisation mondiale du commerce ; Angela Merkel, Chancelière fédérale d'Allemagne lors de la réunion annuelle des Chefs d'organisations internationales, Berlin, le 1er octobre 2019. Photo : OCDE/Axel Schmidt.

de la vie dans l'optique d'améliorer les taux d'activité ainsi que l'investissement dans l'éducation des jeunes enfants. Elle a insisté sur le fait que les femmes constituent le plus important vivier inexploité dans nos économies et que la suppression des obstacles traditionnels à leur participation à la vie active est un moyen d'améliorer le bien-être des femmes au moment de la vieillesse. Elle a également mentionné le fait que le vieillissement était inégal et que les processus à l'œuvre pouvaient accentuer la polarisation régionale, et rappelé le rôle important que pourraient jouer les émigrés pour maintenir l'offre de travail. Une rapide intégration des immigrants sur le marché du travail est

essentielle si l'on veut tirer parti de leur contribution. Enfin, elle a également noté l'importance de la santé et du bien-être pour le dynamisme de la population active. Le changement climatique, par exemple, affecte de façon disproportionnée les communautés les plus pauvres, les plus âgées et les plus vulnérables.

S'agissant de la préparation des seniors au travail de demain, les participants ont rappelé combien il importait d'offrir aux travailleurs âgés de meilleures perspectives afin de prolonger leur vie active, tout en veillant à la pérennité financière des régimes de pensions. Pour y



À partir de la gauche : Roger Dungan, Représentant permanent adjoint de Nouvelle-Zélande auprès de l'OCDE ; Juan Yermo, Directeur adjoint de cabinet du Secrétaire général de l'OCDE ; Ulrik Vestergaard Knudsen, Secrétaire général adjoint de l'OCDE ; Gabriela Ramos, Directrice de Cabinet du Secrétaire général de l'OCDE et Sherpa pour le G20 ; Jacinda Ardern, Première ministre de Nouvelle-Zélande ; Jane Coombs, Ambassadrice de Nouvelle-Zélande auprès de l'OCDE ; et Ludger Schuknecht, Secrétaire général adjoint de l'OCDE, OCDE, Paris, le 14 Mai 2019. Photo : OCDE/Hervé Cortinat

parvenir peuvent être envisagées des initiatives visant à promouvoir des dispositifs de reconversion ou d'amélioration des compétences, notamment dans le contexte de la transformation numérique, à encourager les employeurs à recruter ou à fidéliser les travailleurs seniors, à veiller à une plus stricte application des lois anti-discrimination, et à adopter des politiques actives du marché du travail. Les participants ont tous reconnu l'importance de la formation tout au long de la vie et la nécessité d'offrir de meilleures possibilités de formation aux travailleurs âgés. L'investissement dans l'éducation des jeunes enfants a également été considéré comme primordial. Étant donné que les personnes qualifiées sont nombreuses à choisir

de s'arrêter de travailler pour profiter de leur vieillesse, certains participants ont estimé qu'il était nécessaire de créer des incitations en vue d'encourager les travailleurs à conserver leur emploi, notamment en recherchant un meilleur équilibre entre vie familiale et vie professionnelle, ou de meilleures conditions de travail. Là encore, les problématiques relatives à l'égalité entre hommes et femmes ont été mises en relief, notamment la nécessité de favoriser des modalités de travail flexibles, d'offrir des possibilités de concilier travail et soins dispensés à la famille, ou encore de promouvoir un changement de mentalité de sorte que les femmes appartenant aux classes d'âge élevé puissent investir le marché du travail.



Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE, et Valdis Dombrovskis, Vice-président exécutif de la Commission européenne, OCDE, Paris, le 21 février 2019. Photo : OCDE/Hervé Cortinat

Les participants ont examiné les politiques et les approches permettant de prendre en compte les dimensions mondiales du vieillissement. Ils ont noté que le déséquilibre démographique entre les pays en développement et les économies avancées était à l'origine de flux migratoires qui sont porteurs de défis, mais aussi d'opportunités. À cet égard, ils ont constaté que les mesures destinées à favoriser une intégration réussie des immigrés étaient essentielles, de même que la sensibilisation de l'opinion publique. Les participants ont par ailleurs noté que les seniors étaient particulièrement vulnérables face aux pressions environnementales, aux catastrophes naturelles, à la pollution atmosphérique et à l'exposition aux produits chimiques.

Les intervenants ont rappelé que le bien-être et le niveau de vie des personnes âgées s'étaient certes améliorés, mais que d'importants défis devaient encore être relevés. En particulier, il subsiste des inégalités en termes de bien-être, qui affectent plus particulièrement les femmes et les travailleurs faiblement rémunérés, de même que d'importantes disparités régionales. Une approche multidimensionnelle est jugée importante pour permettre d'identifier les domaines où il conviendrait de poursuivre l'action, de même que des mesures visant par exemple à améliorer la qualité des soins de santé et l'accès à ces soins, en particulier pour ce qui concerne la santé mentale, à renforcer la mobilité et la connectivité des populations âgées, à aider les seniors à tisser du lien social et à s'inscrire dans un projet de vie, à favoriser l'investissement dans des infrastructures et des services publics adaptés, dans les compétences et dans l'apprentissage tout au long de la vie. Il est également jugé important d'investir dans le bien-être tout au long du cycle de la vie, en mettant tout particulièrement l'accent sur les mesures correctives et préventives, par le biais de campagnes d'information notamment. Les participants ont constaté que l'innovation technologique, et notamment les applications de l'IA, avaient le potentiel d'accroître la longévité et le bien-être au moment de la vieillesse, mais les inégalités en termes d'accès aux technologies et d'utilisation de ces technologies devront être réduites. Il sera par ailleurs nécessaire d'adopter une approche à l'échelle de l'ensemble de l'administration pour mettre en œuvre des stratégies de nature à promouvoir le vieillissement en bonne santé.

La Présidente a souligné que les mesures visant à relever les défis liés au vieillissement démographique au niveau macroéconomique devaient s'inscrire dans le cadre d'approches horizontales englobant divers domaines de l'action publique tels que les infrastructures, la santé, le travail, l'égalité femmes-hommes ou encore l'éducation. Elle a ajouté que l'OCDE était idéalement placée pour donner corps à cet agenda pluridisciplinaire et poursuivre le dialogue sur ces questions.

Les participants ont salué les travaux que mène l'OCDE sur un large éventail de thématiques liées au vieillissement, y compris pour le G20, mais également sur la croissance, l'investissement, les marchés du travail, l'économie numérique, l'enfance, les migrations et nombre d'autres questions, et se sont montrés désireux de voir l'OCDE poursuivre ces travaux. Ils ont déclaré apprécier les données, analyses et conseils que produit l'OCDE sur les implications du vieillissement démographique, et ont reconnu son rôle en tant qu'espace d'apprentissage mutuel et de collaboration entre pays pour mettre en commun les bonnes pratiques recensées. Des voix se sont exprimées plus spécifiquement en faveur de travaux sur les effets positifs et négatifs de la faiblesse des taux d'intérêt ; les relations entre le vieillissement d'une part et l'investissement et la productivité (au niveau global) d'autre part ; l'adéquation des réformes des retraites aux objectifs de viabilité des finances publiques en évitant la pauvreté chez les personnes âgées ; les négociations collectives et le dialogue social ; l'amélioration des soins de longue durée, notamment grâce à l'IA ; les connaissances des personnes âgées en matière de santé ; la poursuite de la mise en œuvre des recommandations issues du projet « Vers le numérique » ; l'application du Cadre de l'OCDE sur la mesure du bien-être en priorité sur les groupes à faible revenu, afin de servir les objectifs d'inclusivité ; l'élaboration de Principes de l'OCDE sur une innovation responsable dans le domaine des neurotechnologies ; les incitations en faveur d'un accroissement de la fécondité ; les politiques migratoires ; les taux d'activité des femmes et le soutien aux pays en développement et aux États défaillants. ■

Cabinet du Secrétaire général



Cabinet du Secrétaire général



www.oecd.org/fr/apropos/secretairegeneral

Sous la conduite de la Directrice de Cabinet, Gabriela Ramos et du Directeur adjoint du Cabinet, Juan Yermo, **le Cabinet du Secrétaire général (OSG)** soutient la vision stratégique du Secrétaire général pour la transformation de l'OCDE, notamment ses Orientations stratégiques ainsi que son programme « 21 pour 21 ». Avec les Secrétaires généraux adjoints, le Cabinet du Secrétaire général coordonne les travaux de toute l'Organisation afin d'en garantir la cohérence et l'impact. Il maintient l'OCDE à la pointe de la réflexion en matière d'action publique, en particulier à travers les initiatives relatives aux Nouvelles approches face aux défis économiques et à la croissance inclusive, et par ses contributions aux G20 et G7 avec l'appui du Bureau du Sherpa.

Le Cabinet du Secrétaire général prépare et coordonne toutes les activités quotidiennes du Secrétaire général et contribue à la mise en œuvre de ses décisions. Il veille aussi à prodiguer des conseils stratégiques ciblés et d'actualité aux pays membres et partenaires sur leurs programmes nationaux de réforme, par sa série « Des politiques meilleures », ses examens par pays, les publications phares et le Programme de l'OCDE pour les dirigeants. Le Cabinet du Secrétaire général contribue à la coordination des activités des hauts responsables, notamment du suivi par les Secrétaires généraux adjoints de certains domaines d'action. Il fait en sorte que l'OCDE soit représentée au plus haut niveau dans les réunions internationales, et assure la coordination de la Réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des Ministres (RCM) et du Groupe de stratégie globale (GSG).

Chargé de veiller à ce que l'OCDE se maintienne à la pointe sur le plan de la gestion et du fonctionnement, le Cabinet du Secrétaire général assure la supervision des services institutionnels (EXD), des relations extérieures et de la communication (PAC), du Secrétariat du Conseil et du Comité exécutif (CES), de l'Audit interne (IA), du Secrétariat des relations mondiales (GRS) et de la Direction des affaires juridiques (LEG). Il dirige les travaux du Secrétariat avec les comités permanents, afin d'appuyer le Secrétaire général en sa qualité de Président du Conseil et les interactions régulières avec les ambassadeurs auprès de l'OCDE. Il coordonne aussi les contributions volontaires reçues par l'Organisation, ainsi que les initiatives soutenues par ses membres, comme l'initiative « Global Deal » et la participation au programme d'appui à la réforme structurelle (PARS) de la Commission européenne.

Le Cabinet comprend l'Unité de Gestion du Bureau, l'Unité de prospective stratégique, l'Unité de rédaction des discours et de veille stratégique, l'Unité de la représentation de l'OCDE auprès des Nations Unies. Une équipe de conseillers contribue à la préparation des activités quotidiennes et des missions des hauts responsables, ainsi qu'à la coordination des différents axes de travail. Enfin, le Cabinet héberge la fonction Protocole et produit la série « Des politiques meilleures » et les Synthèses (Policy Briefs) par pays. ■



NOUVELLES APPROCHES FACE AUX DÉFIS ÉCONOMIQUES (NAEC)

 www.oecd.org/naec

Placée sous la supervision de la Directrice de Cabinet et Sherpa de l'OCDE, Gabriela Ramos, et menée avec le soutien du Chef d'unité, William Hynes, l'initiative des Nouvelles approches face aux défis économiques (NAEC) catalyse les efforts déployés dans l'ensemble de l'Organisation et au-delà en vue d'actualiser et d'affiner nos grilles d'analyse, nos approches narratives et nos conseils. Elle décrit la nature des enjeux profonds auxquels font désormais face les décideurs politiques, et cherche à déterminer si les progrès accomplis récemment en matière d'analyses et de conseils sur les politiques à suivre vont suffisamment loin. L'initiative NAEC propose plusieurs pistes pour l'élaboration d'un nouvel ensemble d'objectifs et de mesures du progrès économique et social, de nouveaux cadres d'analyse économique, et des politiques d'un nouveau type dans le rapport *Au-delà de la croissance : vers une nouvelle approche économique*.

Le Groupe de travail sur la pensée systémique, l'anticipation et la résilience, constitué de représentants de neuf directions et de l'Institut international pour l'analyse des systèmes appliqués (IIASA), renforce les fondements scientifiques de l'action publique en appliquant la science de la complexité à la compréhension de l'économie et de ses interactions avec d'autres systèmes comme l'environnement et la société. L'initiative NAEC a également examiné des concepts en rapport avec les menaces systémiques, ainsi que les approches et les stratégies d'analyse et de gouvernance nécessaires pour les contenir. Le Laboratoire d'innovation NAEC, en collaboration avec la Cheffe économiste, favorise l'expérimentation de nouveaux outils et techniques d'analyse et est désormais opérationnel. La portée de l'initiative NAEC et son influence sur l'analyse des politiques et des autres solutions s'offrant à l'action publique continuent de croître, et la Présidence italienne du G20 a fait part de son souhait de s'associer à plusieurs débats menés au titre de NAEC afin de définir et de préparer les priorités du G20. ■

COISSANCE INCLUSIVE

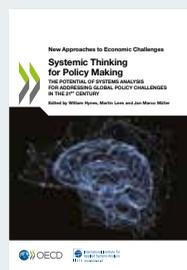
 www.oecd.org/inclusive-growth

Depuis plus d'une décennie, l'OCDE étudie l'aggravation des inégalités. L'Initiative de l'OCDE pour la croissance inclusive a été lancée en 2012 afin d'élaborer des stratégies concrètes face à ce défi. Sous la supervision de la Directrice de Cabinet et Sherpa de l'OCDE, Gabriela Ramos, et avec le soutien de la Cheffe d'unité, Romina Boarini, cette initiative a permis la mise en place d'un cadre d'action pour une croissance inclusive. Elle a aussi contribué à montrer en quoi les inégalités nuisent à la croissance, toujours en s'appuyant sur les travaux menés dans toute l'Organisation.

L'initiative a lancé le Cadre d'action pour les politiques de croissance inclusive, étayé par un tableau de bord composé de 24 indicateurs. Ce cadre donne aux pouvoirs publics des orientations quant à la façon i) de stimuler le dynamisme des entreprises et de promouvoir l'inclusivité du marché du travail ; ii) d'investir dans les personnes et territoires laissés de côté, et d'offrir des chances égales à tous ; et iii) de bâtir des administrations efficaces et réactives.

Les examens de la croissance inclusive de l'OCDE appliquent le Cadre d'action afin d'aider les pays à diagnostiquer et traiter les principaux défis qui se font jour dans ces domaines. La plateforme B4IG (*Business for Inclusive Growth*) appuie les efforts déployés par les entreprises en direction d'une création de valeur plus équitable.

L'Initiative pour la croissance inclusive a étayé l'élaboration de la Déclaration de Charlevoix en matière d'égalité et de croissance économique du G7, et la Présidence française du G7 en 2019. Elle a également énoncé le concept d'économie du bien-être, qui a été repris dans les conclusions du Conseil de l'UE sur le bien-être. À l'échelon national, plusieurs pays membres et non membres de l'OCDE conçoivent leurs stratégies en faveur de la croissance inclusive en mettant à profit les outils et les cadres de l'OCDE. ■



Égalité femmes-hommes



www.oecd.org/fr/parite

En 2019, l'OCDE a continué de se positionner, sous l'impulsion de sa Directrice de Cabinet, aux avant-postes de l'analyse des nombreux obstacles économiques et institutionnels qui entravent l'autonomisation des femmes. Nous avons intensifié nos efforts visant à intégrer la perspective de l'égalité femmes-hommes dans l'ensemble de nos mandats de recherche, et à assurer le suivi des progrès concrets accomplis pour mettre en œuvre les Recommandations de l'OCDE sur la parité. Notre récent rapport intitulé *Fast Forward to Gender Equality*, consacré aux femmes dans la vie publique, en est l'illustration.

L'OCDE a continué à aider les pays à obtenir des résultats qui changent réellement les règles du jeu pour les femmes et les filles. Par les analyses contenues dans notre *Global Report* sur l'indice Institutions sociales et égalité homme-femme (SIGI), nous nous employons à jouer un rôle prédominant dans la suppression des normes socioculturelles contraires à l'égalité des sexes. La création du Groupe de travail sur l'intégration et la gouvernance de la problématique femmes-hommes a également marqué une étape importante du renforcement de l'engagement souscrit à l'échelle de l'ensemble de l'Organisation d'obtenir des résultats concrets et de sensibiliser à des thématiques plus complexes telles que les violences à l'encontre des femmes. En sa qualité de fixateur de normes de référence

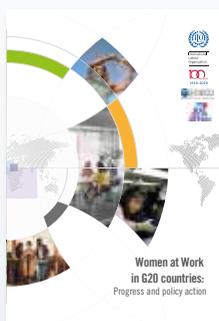
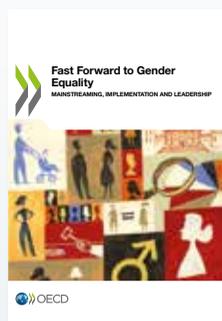
à l'échelle internationale, l'OCDE a adopté, par la voie du CAD, une Recommandation que peuvent appliquer les institutions dans la mise en œuvre de leurs programmes de développement ou de leur aide humanitaire. L'ampleur des travaux menés à l'appui de l'égalité femmes-hommes est également due au soutien du groupe *Friends of Gender Equality Plus*, présidé par les Ambassadeurs de l'Islande et de la Lettonie, ainsi que par la Directrice de Cabinet.

Notre engagement à promouvoir l'autonomisation économique des femmes a incité des enceintes multilatérales à suivre notre exemple dans ce domaine. Grâce à la collaboration entre le Sherpa et les présidences du G20, du G7 et de l'APEC, nous avons continué à aider les pays à s'attaquer à l'écart entre les sexes au niveau du taux d'activité, du partage du travail non rémunéré, des compétences numériques et de l'éducation (voir la section consacrée au Bureau du Sherpa).

Afin de faire progresser nos travaux sur le rôle des modèles féminins pour combler la fracture numérique entre femmes et hommes, l'OCDE a intensifié ses initiatives visant à présenter les meilleures pratiques mises en œuvre dans les pays, notamment l'initiative *NiñaSTEM Pueden*, choisie comme Solution pour la paix lors du Forum de Paris sur la paix en 2019. ■



NE RATEZ PAS · LUTTE CONTRE LE CORONAVIRUS (COVID-19) : Pour un effort mondial <https://www.oecd.org/coronavirus/fr>





TO INCLUSION

AND INTEGRITY



ORGANISATION
FOR ECONOMIC
CO-OPERATION
AND DEVELOPMENT



Bureau du Sherpa et Unité de la gouvernance mondiale



sgespha@oecd.org



www.oecd.org/g20

Nicolas Pinaud, Chef d'unité

Sous la supervision de Gabriela Ramos, le Bureau du Sherpa apporte un soutien stratégique à l'action que mène l'OCDE auprès du G20, du G7 et de l'APEC en mettant à profit les analyses, normes et recommandations fondées sur des données probantes élaborées par l'Organisation.

Dans le contexte d'une gouvernance mondiale dont la dynamique est actuellement complexe, l'OCDE a apporté son soutien à la Présidence japonaise et aux membres du G20 dans les efforts déployés pour atteindre d'importants résultats lors du Sommet des dirigeants à Osaka. Un plan d'action ambitieux pour **l'économie numérique** a ainsi été élaboré : avec le soutien de l'Organisation, les dirigeants du G20 ont notamment adopté des « Principes du G20 relatifs à l'IA » centrés sur l'humain, qui reprennent la Recommandation du Conseil de l'OCDE sur l'intelligence artificielle. L'OCDE a en outre contribué aux débats du G20 consacrés aux obstacles aux échanges de services numériques, aux flux de données et aux principes d'ouverture des marchés dans le domaine des échanges numériques. Dans le cadre des initiatives visant à **promouvoir l'harmonisation des règles du jeu à l'échelle internationale**, l'OCDE a fait office de médiateur au sein du Forum mondial sur les surcapacités sidérurgiques.

L'OCDE a également produit une analyse de l'impact de l'évolution démographique sur l'allongement de la vie professionnelle, les soins de santé et la protection sociale, ainsi que des implications budgétaires du vieillissement démographique, afin d'étayer le programme d'action du Japon en matière de **vieillesse démographique**. S'agissant de **l'égalité femmes-hommes et de l'autonomisation économique des femmes**, l'OCDE a continué de rendre compte des progrès accomplis concernant l'objectif adopté à Brisbane de réduire de 25 % la différence de taux d'activité entre les sexes à l'horizon 2025. L'Organisation a également produit son rapport annuel sur les **tendances des migrations** internationales, conjointement avec d'autres organisations internationales, et a fourni des analyses sur l'innovation, l'efficacité des ressources et les politiques d'adaptation, qui

ont servi à étayer les débats du G20 sur **l'environnement et l'énergie**. En matière de **lutte contre la corruption**, les dirigeants des pays du G20 ont appelé l'ensemble des membres à avancer sur la voie de l'adhésion à la Convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption.

Dans le but d'instaurer une économie **mondiale inclusive et durable**, l'OCDE a poursuivi ses efforts dans le cadre des travaux financiers (*Finance Track*) du G20 afin de relever les **défis fiscaux que pose la transformation numérique**. Ces travaux sont menés dans l'optique de parvenir à une solution fondée sur un consensus d'ici la fin 2020, en tirant parti de l'approbation par les dirigeants du G20, à Osaka, du programme de travail articulé autour de deux axes inspiré par l'OCDE. L'OCDE a présenté la révision du Code de la libération des mouvements de capitaux, et a poursuivi ses travaux sur l'adhésion à ce Code avec les grandes économies émergentes du G20. L'analyse de l'OCDE relative à la gouvernance et aux considérations environnementales et sociales dans le domaine des **infrastructures de qualité** a concouru aux principaux résultats produits par le Japon : les *Principes du G20 pour des investissements dans des infrastructures de qualité*.

L'OCDE a également prêté activement son concours à la Présidence française du G7, en contribuant à des résultats relatifs aux priorités de la **lutte contre les inégalités** – de l'éducation à l'emploi ou au développement – et en lançant la Plateforme « Business for Inclusive Growth » (B4IG). Dans le contexte du G7, la France et le Canada ont demandé à l'OCDE d'héberger et d'assurer le Secrétariat du Partenariat mondial sur l'intelligence artificielle. En 2019, année où le Chili devait organiser le Sommet de l'APEC, l'OCDE a poursuivi sa **collaboration avec le forum** et ses économies membres, qui représentent 60 % du PIB mondial et 47 % des échanges mondiaux. Elle a notamment présenté une analyse des bonnes pratiques réglementaires et des échanges, de la fracture numérique entre les femmes et les hommes, de la numérisation et des marchés financiers, du financement des infrastructures, de l'inclusion financière, de la gestion des risques de catastrophes et de la fiscalité internationale. ■



📍 Gabriela Ramos, Directrice de cabinet de l'OCDE et Sherpa pour le G20, au Sommet du « Youth 7 », Paris, le 13 juin 2019. Photo : OCDE

■ MANIFESTATIONS PRINCIPALES

- Réunion des hauts officiels de l'APEC, mai/août 2019
- Réunion des ministres des Finances et des gouverneurs de banque centrale des pays du G20, avril/juin/octobre 2019
- Sommet des dirigeants des pays du G20, 28-29 juin 2019
- Réunion des ministres des Finances et des gouverneurs de banque centrale des pays du G7, 17-18 juillet 2019
- Sommet des dirigeants des pays du G7, 24-26 août 2019
- Réunion des ministres des Finances de l'APEC, 15 octobre 2019

■ CONTENUS PRINCIPAUX

- *Rapport sur la fiscalité du Secrétaire général de l'OCDE aux chefs d'État et de gouvernement du G20*
- *Programme de travail visant à élaborer une solution fondée sur un consensus pour relever les défis fiscaux soulevés par la numérisation de l'économie*
- « *Fiscal challenges and inclusive growth in ageing societies* »
- « *OECD Reference Note on Environmental and Social Considerations in Quality Infrastructure* »
- « *OECD/IMF Reference Note on the Governance of Quality Infrastructure Investment* »
- *Révision du Code de l'OCDE de la libération des mouvements de capitaux*
- *Rapports sur les mesures du G20 concernant le commerce et l'investissement (avec l'OMC et la CNUCED)*
- *Women at Work in G20 countries: Progress and policy action (avec l'OIT)*
- *G20 International Migration and Forced Displacement Trends and Policies Report 2019 (avec l'OIM et le HCNUR)*



Prospective stratégique

Duncan Cass-Beggs, Conseiller en prospective stratégique



Duncan.cass-beggs@oecd.org



www.oecd.org/strategic-foresight

L'Unité de prospective stratégique de l'OCDE aide les gouvernements, les directions de l'OCDE et l'Organisation dans son ensemble à renforcer leurs capacités, à anticiper sur un avenir incertain, complexe et tumultueux, et à s'y préparer. Cette démarche suppose une étroite collaboration avec le personnel de l'OCDE, les fonctionnaires des administrations nationales et les plus grands spécialistes mondiaux de la prospective afin d'étudier ensemble les bouleversements qui pourraient se produire à l'avenir et leurs implications potentielles pour les décisions actuelles en matière de politique publique. Il s'agit de mettre à l'épreuve les hypothèses dominantes et de favoriser un dialogue constant afin d'identifier les politiques les plus à même de s'adapter à l'évolution rapide et à l'incertitude qui caractérisent notre monde.

Le premier axe des activités de l'Unité cible le renforcement des capacités d'anticipation et du socle d'études prospectives au sein de l'OCDE. L'objectif principal est de faire en sorte que les évolutions qui se dessinent et les principaux facteurs d'incertitude quant à l'avenir soient mieux pris en compte dans les analyses et les conseils que prodigue l'OCDE. Pour ce faire, l'Unité œuvre avec les directions de l'OCDE à la conception et à la mise en place d'ateliers à l'intention du personnel ou des comités, et propose à toutes les directions des dispositifs de formation et d'accompagnement sur l'utilisation de la prospective en vue de renforcer l'action publique dans des domaines clés. L'Unité de prospective travaille également avec les directions sur des projets de plus long terme, notamment autour de thématiques transversales sur lesquelles on manque traditionnellement de visibilité et qui revêtent une importance majeure pour les pouvoirs publics.

Le deuxième axe des activités de l'Unité consiste à renforcer les capacités prospectives des administrations nationales, en coordonnant l'action de la Communauté de prospective publique, qui réunit plus d'une centaine de spécialistes de la prospective issus d'administrations ou d'organisations internationales du monde entier. Il est prévu dans ce cadre d'organiser un atelier thématique au printemps et une réunion annuelle à l'automne, et de

participer aux travaux d'autres instances internationales œuvrant dans le domaine de la prospective stratégique. L'Unité aide les administrations nationales à adopter de bonnes pratiques de gouvernance anticipative et à renforcer les capacités de prospective de leur secteur public. Elle les aide aussi à concevoir et à mettre en œuvre des processus d'anticipation stratégique spécialement conçus pour soutenir les grandes priorités nationales (telles que l'élaboration de stratégies adaptées à l'avenir pour atteindre les Objectifs de développement durable ou la préparation aux différents scénarios qui pourraient résulter de la transformation numérique). L'Unité de prospective collabore aussi étroitement avec les ambassadeurs et les délégations des pays auprès de l'OCDE en vue de renforcer la prospective au sein des administrations nationales et de l'OCDE.

Enfin, l'Unité aide à faire en sorte que les contenus et les processus d'anticipation orientent et éclairent le dialogue mondial à haut niveau sur des thématiques clés. Dans cet objectif, elle prépare des documents pour étayer la Réunion annuelle du Conseil de l'OCDE au niveau des Ministres et celle du Groupe de stratégie globale, et conçoit et organise des ateliers de prospective pour favoriser des discussions de haut niveau, à la demande du Secrétaire général de l'OCDE ou de la Directrice de Cabinet. ■





LE BUFFET DU PARC

LE BOUC



www.oecd.org



Conference Centre



Centre de conférences



Créez votre Better Life Index



Directions





LAURENCE BOONE

Cheffe économiste

Cheffe de département

Représentante de l'OCDE au G20
pour les affaires financières



eco.contact@oecd.org



www.oecd.org/fr/economie



[@OECDeconomy](https://twitter.com/OECDeconomy) ; [@LauBooneEco](https://twitter.com/LauBooneEco)

« Le Département des affaires économiques est à l'avant-garde de l'analyse intégrée des défis auxquels sont confrontés les pays. À partir d'éléments factuels, il formule des recommandations sur des politiques et des réformes macroéconomiques bénéfiques pour tous, fondées sur une expérience collégiale. Dans le contexte actuel où le changement climatique soulève des difficultés colossales pour l'économie et la redistribution, et où la transition numérique modifie le mode de fonctionnement des entreprises, des pouvoirs publics et des individus et transforme de ce fait la mondialisation, notre Département apporte un soutien à la fois pertinent, global et efficace aux responsables de l'action publique. »

Département des affaires économiques

Le **Département des affaires économiques (ECO)** assure une veille et mène des travaux de recherche, à l'échelle internationale et nationale, sur les politiques macroéconomiques et structurelles à l'intention des pays membres de l'OCDE ainsi que des pays en voie d'adhésion, des partenaires clés de l'Organisation et d'autres pays non membres qui sont d'une importance stratégique.

ECO concentre ses analyses et ses recommandations, fondées sur des éléments factuels, sur l'instauration d'une croissance plus solide, plus inclusive et plus durable au moyen de politiques publiques efficaces. Aujourd'hui, les analyses du Département portent notamment sur les politiques publiques qui influent sur le changement climatique, les performances du marché du travail, la productivité, la transition énergétique, la réforme de la réglementation, la croissance économique, les inégalités et le vieillissement, en s'intéressant plus particulièrement aux considérations d'économie politique. Les publications phares d'ECO, à savoir les *Perspectives économiques* et *Objectif croissance*, continuent de jouer un rôle de premier plan pour éclairer la réflexion sur les politiques publiques partout dans le monde.

Au cours de l'année écoulée, ECO a publié 21 études économiques par pays, 2 éditions des *Perspectives économiques*, 2 éditions des *Perspectives économiques intermédiaires*, *Objectif croissance*, 3 notes de politique économique, 61 documents de travail, le rapport *Slovenia Development Strategy 2030*, ainsi qu'un rapport spécial sur l'engorgement du trafic en Israël. ECO a également contribué aux travaux des G7 et G20 Finances, notamment sur les questions du vieillissement et des inégalités, ainsi qu'au suivi régulier des évolutions économiques. En outre, le Département travaille en association avec le CTPA pour évaluer l'impact de la réforme de la fiscalité internationale.

ECO poursuit le renforcement de sa collaboration avec d'autres directions. Au cours de l'année écoulée, ECO a ainsi piloté des travaux et coopéré étroitement avec d'autres directions sur des sujets tels que la fiscalité, le logement et la productivité (CTPA, ELS, STI), ainsi que sur des études par pays (CFE, EDU, ELS, ENV, SDD, STI et TAD). ECO renforce également sa collaboration avec ENV pour proposer une approche de la transition énergétique coordonnée à l'échelle de toute une administration, ainsi qu'avec TAD pour évaluer les changements apportés au cadre du commerce mondial. ■



NE RATEZ PAS · LUTTE CONTRE LE CORONAVIRUS (COVID-19) : Pour un effort mondial <https://www.oecd.org/coronavirus/fr>

■ DOMAINES PRINCIPAUX

- *Economics Department Annual Report: 2018-2019* : www.oecd.org/economy/Economics-Department-Annual-Report-2018-19.pdf
- Analyses comparatives et recommandations en matière de politiques structurelles : www.oecd.org/fr/economie/objectif-croissance
- Indicateurs de la réglementation des marchés de produits : www.oecd.org/economy/reform/indicators-of-product-market-regulation
- Productivité et croissance à long terme : www.oecd.org/fr/economie/croissance
- Finances publiques et politique budgétaire : www.oecd.org/fr/economie/finances-publiques
- Marché du travail, capital humain et inégalités : www.oecd.org/fr/economie/travail
- Politiques économiques pour la croissance verte : www.oecd.org/fr/economie/ecovertte
- Système d'échange de quotas d'émission de l'Union européenne sur les émissions de carbone et performance économique : Impact conjugué : www.oecd.org/economy/greeneco/can-we-reduce-emissions-without-hurting-jobs
- Croissance verte et priorités de réformes essentielles : www.oecd-ilibrary.org/economics/reformes-economiques-2019_7daefbb-fr

■ MANIFESTATIONS PRINCIPALES

- Conférence 2019 du Forum mondial sur la productivité, 20-21 juin 2019
- Second World Bank-IMF-OECD Conference on Structural Reforms : Strengthening Economic Resilience to Shocks, 12 septembre 2019
- The changing political economy of reform, atelier organisé conjointement avec l'unité de croissance inclusive, 29 novembre 2019

■ CONTENUS PRINCIPAUX

- Blog *Ecoscope de l'OCDE*
- Perspectives économiques de l'OCDE
- *Études économiques de l'OCDE* (sur des pays membres et certaines économies non membres)
- *Réformes économiques : Objectif croissance*
- Études de politique économique et Documents de travail du Département des affaires économiques
- Forum mondial sur la productivité (GFP)
- Indicateurs de réglementation des marchés de produits (RMP)
- Public Finance Portal



**GREG MEDCRAFT**

Directeur

daf.contact@oecd.orgwww.oecd.org/fr/daf[@OECD_BizFin](https://twitter.com/OECD_BizFin) ; [@GregMedcraft](https://twitter.com/GregMedcraft)

« Des marchés équitables et efficaces, ainsi que les entreprises qui y exercent leurs activités, constituent le socle du bien-être et de la prospérité dans la zone OCDE. Pourtant, ces bienfaits ne vont pas de soi, surtout dans un environnement mondial caractérisé par une complexité croissante et des enjeux internationaux de plus en plus marqués. Les marchés nécessitent une supervision prudente et une gouvernance qui soit fondée sur des éléments probants, intègre les pratiques exemplaires internationales et prenne en compte les interdépendances globales. La DAF a justement pour mission d'aider les pouvoirs publics à atteindre ces objectifs. »

Direction des affaires financières et des entreprises

La **Direction des affaires financières et des entreprises (DAF)** aide les responsables de l'action publique à promouvoir des marchés équitables et efficaces et une conduite responsable des entreprises en élaborant des normes, œuvrant au renforcement des capacités et encourageant divers forums de coopération. La DAF axe ses efforts sur les politiques et règles de portée internationale couvrant la lutte contre la corruption, la gouvernance d'entreprise, la concurrence, l'investissement, les marchés financiers, les assurances, les pensions privées et la conduite responsable des entreprises.

Recherche, établissement et mise en œuvre de normes – Les instruments de la DAF évoluent sans cesse afin de relever de nouveaux défis. De nouveaux Principes de l'OCDE relatifs à la « blockchain » (la technologie des chaînes de blocs) devraient voir le jour en 2020, parallèlement à la mise à jour de la Recommandation de l'OCDE sur la lutte contre la corruption dans les transactions commerciales internationales. La Direction a piloté la consolidation des nombreuses orientations sur les infrastructures diffusées par l'OCDE, avec la parution prochaine d'un Recueil de bonnes pratiques pour des investissements dans des infrastructures de qualité qui offrira un cadre d'action reposant sur plus de 340 bonnes pratiques issues de 50 rapports et instruments de l'OCDE.

Renforcement des capacités – Le Centre régional de l'OCDE pour la concurrence en Amérique latine, basé à Lima, a été inauguré en 2019 afin d'étoffer les travaux de l'Organisation en renforçant les capacités et en améliorant l'interconnexion des autorités de la concurrence dans le monde entier. Des programmes régionaux de formation consacrés aux normes de diligence raisonnable dans les chaînes d'approvisionnement sont actuellement déployés dans la région de l'ASEAN et en Amérique latine, tandis que de nouveaux *Examens des politiques de l'investissement* ont été réalisés ou sont en cours pour huit pays en Asie, Europe de l'Est, Afrique du Nord et Amérique latine.

Forums de coopération et de dialogue international – De par sa portée et son ampleur, le deuxième Forum mondial de l'OCDE sur les politiques de la « blockchain » a conforté la réputation de l'OCDE en tant que forum d'avant-garde pour la réflexion stratégique sur cette technologie émergente. D'autres grandes manifestations annuelles, consacrées notamment à la conduite responsable des entreprises et à la concurrence, offrent une occasion unique d'échanger des informations et de collaborer dans des domaines stratégiques de la DAF. ■



NE RATEZ PAS · LUTTE CONTRE LE CORONAVIRUS (COVID-19) : Pour un effort mondial <https://www.oecd.org/coronavirus/fr>

■ DOMAINES PRINCIPAUX

- Corruption dans les marchés internationaux : www.oecd.org/fr/corruption/anti-corruption
- Concurrence : www.oecd.org/fr/concurrence
- Gouvernance d'entreprise et conduite responsable des entreprises : www.oecd.org/fr/gouvernementdentreprise
- Marchés financiers, assurances et pensions : www.oecd.org/fr/finances
- Investissement international : www.oecd.org/fr/investissement

■ MANIFESTATIONS PRINCIPALES

- Forum mondial de l'OCDE sur les politiques de la « blockchain », 12-13 septembre 2019
- Forum mondial de l'OCDE sur la concurrence, 5-6 décembre 2019
- Forum de l'OCDE sur les chaînes d'approvisionnement responsables dans le secteur de l'habillement et de la chaussure, 11-13 février 2020
- Journée portes ouvertes de la concurrence à l'OCDE, 26 février 2020
- OECD Global Anti-Corruption and Integrity Forum: série de webinaires, "Anti-corruption and integrity: safeguards for a resilient COVID-19 response and recovery", événement virtuel, 13 mai 2020
- OECD Global Forum on Responsible Business Conduct, COVID-19 and Responsible Business Conduct, événement virtuel, 19 mai 2020
- OECD Global Forum on Responsible Business Conduct, Access to remedy, événement virtuel, 17 juin 2020

■ CONTENUS PRINCIPAUX

- OECD/PISA Financial Literacy Assessment of Students
- OECD Business and Finance Outlook 2019
- OECD Sovereign Borrowing Outlook 2019
- OECD Corporate Governance Factbook 2019
- Corporate Bond Market Trends, Emerging Risks and Monetary Policy
- OECD Competition Trends 2020
- Examens de l'OCDE des politiques de l'investissement : Bulgarie ; Géorgie ; Thaïlande ; Uruguay





JORGE MOREIRA DA SILVA
Directeur



dac.contact@oecd.org



www.oecd.org/fr/cad



[@OECDdev](https://twitter.com/OECDdev) ; [@jmoreiradasilva](https://twitter.com/jmoreiradasilva)

« La communauté internationale entre aujourd'hui dans une "décennie d'action" en faveur du développement durable. Dix années nous séparent de l'échéance fixée pour atteindre les Objectifs de développement durable (ODD) et, si de nombreux progrès ont été accomplis, il reste encore maints défis à relever. Nous prôtons une action internationale coordonnée, innovante, en vue d'accélérer les progrès de la réalisation des ODD dans les pays en développement. La coopération pour le développement joue un rôle central dans cette entreprise, non seulement parce qu'elle permet d'obtenir des résultats concrets de par ses activités, mais aussi parce qu'elle contribue à mobiliser d'autres acteurs. »

Direction de la coopération pour le développement

La **Direction de la coopération pour le développement (DCD)** soutient la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 en prônant les réformes nécessaires pour accroître l'impact sur le terrain, en favorisant de nouvelles modalités de coopération, en adaptant les cadres de mesure internationaux et en veillant à ce que les nouvelles approches de financement du développement durable « ne laissent personne de côté ». La DCD assure le secrétariat du Comité d'aide au développement (CAD).

Au cours de l'année écoulée, la DCD a intensifié ses efforts visant à améliorer la mobilisation, l'affectation et l'utilisation efficace des ressources à l'appui du Programme 2030. En ce qui concerne la mobilisation, nous avons contribué à l'élaboration des Principes de Kampala pour un engagement efficace du secteur privé dans le cadre de la coopération pour le développement et produit de nombreux travaux de recherche et d'études de cas par pays sur le financement de la transition. En ce qui concerne l'affectation des ressources, nous avons publié un rapport intitulé *Aligning Development Co-operation and Climate Action* et lancé deux plateformes interactives mettant en lumière la gestion des ressources : le *SDG Financing Lab* et la plateforme « États de fragilité ».

Dans le but de renforcer l'efficacité de la coopération pour le développement, nous avons collaboré avec le PNUD pour élaborer le rapport *Vers une coopération pour le développement plus efficace : Rapport d'étape 2019*. Nous avons également apporté notre appui au CAD dans le cadre de l'adoption des critères d'évaluation révisés et des principes directeurs relatifs à la gestion des résultats en matière de développement durable – deux outils qui permettent d'évaluer les politiques de développement et de maximiser leur impact.

En 2019, nous avons également contribué à l'élaboration de trois normes de premier plan, qui permettront d'améliorer la mise en œuvre des activités de coopération pour le développement : la Recommandation du CAD sur l'articulation entre action humanitaire, développement et recherche de la paix, la Recommandation du CAD sur l'élimination de l'exploitation sexuelle, des atteintes sexuelles et du harcèlement sexuel dans le contexte de la coopération pour le développement et de l'aide humanitaire, et la Recommandation du Conseil sur la cohérence des politiques au service du développement durable (cette dernière en collaboration avec le Comité de la gouvernance publique). ■



NE RATEZ PAS · LUTTE CONTRE LE CORONAVIRUS (COVID-19) : Pour un effort mondial <https://www.oecd.org/coronavirus/fr>

■ DOMAINES PRINCIPAUX

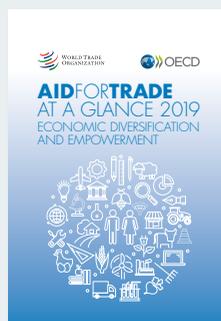
- Institutions responsables et efficaces : www.oecd.org/fr/cad/institutions-responsables-efficaces
- Aide pour le commerce : www.oecd.org/fr/cad/apc
- Conflits, fragilité et résilience : www.oecd.org/fr/cad/conflits-fragilite-resilience
- Les relations mondiales du CAD : [www.oecd.org/fr/cad/relations-mondiales-cad](http://www.oecd.org/fr/cad/rerelations-mondiales-cad)
- Une coopération pour le développement efficace : www.oecd.org/fr/cad/efficacite
- Environnement et développement : www.oecd.org/fr/cad/environnement-developpement
- Évaluation des programmes de développement : www.oecd.org/fr/cad/evaluation
- Financement pour le développement durable : www.oecd.org/fr/cad/financementpourledeveloppementdurable
- Égalité femmes-hommes et développement : www.oecd.org/fr/cad/femmes-developpement
- Examens par les pairs des membres du CAD : www.oecd.org/fr/cad/examens-pairs
- Résultats de la coopération pour le développement : www.oecd.org/fr/cad/resultats-developpement

■ MANIFESTATIONS PRINCIPALES

- Réunion de Tidewater, 10-11 octobre 2019
- Semaine du Financement privé à l'appui du développement durable, 28-30 janvier 2020

■ CONTENUS PRINCIPAUX

- Blog *Development Matters* de l'OCDE
- *Coopération pour le développement 2019 : Un avenir plus juste, plus vert et plus sûr*
- *Aligning Development Co-operation and Climate Action: The Only Way Forward*
- *Aid for Trade at a Glance: Economic Diversification and Empowerment*
- *Vers une coopération pour le développement plus efficace : Rapport d'étape 2019*
- *Transition Finance Toolkit*
- Plateforme *States of Fragility*





KEN ASH
Directeur



tad.contact@oecd.org



www.oecd.org/fr/echanges ;
www.oecd.org/fr/agriculture



[@OECDtrade](https://twitter.com/OECDtrade) ; [@OECDagriculture](https://twitter.com/OECDagriculture)

« **Bien que les tensions commerciales dominent nombre de débats internationaux, les analyses de l'OCDE fondées sur des données concrètes suscitent un intérêt partagé. Nous contribuons au recensement des failles des règles internationales, qu'il s'agisse de déceler les formes de soutien public à l'agriculture, à la pêche et à l'industrie qui faussent le marché, ou les réglementations qui restreignent les échanges de services. Nous fournissons des données et analyses inédites pour aider les pouvoirs publics à garantir conjointement l'égalité des conditions de concurrence à l'échelle mondiale et à poursuivre des politiques nationales de nature à mettre les échanges au service du plus grand nombre. »**

Direction des échanges et de l'agriculture

La **Direction des échanges et de l'agriculture (TAD)** fournit en temps utile des analyses et outils appropriés à l'appui des efforts que les pouvoirs publics déploient pour améliorer les politiques commerciales, agricoles et halieutiques de portée nationale et internationale. TAD assure en outre le secrétariat des accords intergouvernementaux relatifs aux crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public.

L'OCDE s'emploie à définir tout l'éventail des mesures nationales et internationales susceptibles de contribuer à mettre les échanges au service de tous. Le champ des travaux qu'elle mène de longue date pour mesurer le soutien public à l'agriculture, à la pêche et aux combustibles fossiles, source de distorsions du marché, a récemment été élargi à l'analyse des chaînes de valeur de l'aluminium et des semi-conducteurs. Les travaux consacrés à l'ouverture des marchés à l'ère du numérique se poursuivent, notamment ceux qui concernent les services et les flux de données transfrontières, de même que commencent à être étudiés de nouveaux facteurs de transformation du paysage des politiques commerciales, comme les échanges et l'environnement.

Par ailleurs, TAD met à la disposition des pouvoirs publics des outils qui les aident à faciliter les échanges. La simplification des procédures aux frontières et la suppression des restrictions réglementaires aux échanges de services peuvent sensiblement réduire les coûts inutiles qui sont imposés aux exportateurs et aux importateurs. Les Indicateurs de facilitation des échanges et l'Indice de restrictivité des échanges de services établis par l'OCDE permettent aux pouvoirs publics d'évaluer et de comparer leurs performances et de hiérarchiser les réformes.

De plus, les analyses et conseils que l'OCDE fournit – dans son rapport annuel *Politiques agricoles : Suivi et évaluation*, dans les *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO* et avec ses estimations des subventions au secteur de la pêche – aident les pouvoirs publics à améliorer leurs politiques alimentaires, agricoles et halieutiques. De nouveaux travaux visent à établir comment relever les défis qui touchent au système alimentaire mondial. L'Inventaire OCDE des mesures de soutien pour les combustibles fossiles sert de fondement aux initiatives de réforme des subventions en faveur des combustibles fossiles. ■



NE RATEZ PAS · LUTTE CONTRE LE CORONAVIRUS (COVID-19) : Pour un effort mondial <https://www.oecd.org/coronavirus/fr>

■ DOMAINES PRINCIPAUX

- Politiques agricoles et soutien à l'agriculture : www.oecd.org/fr/agriculture/sujets/suivi-et-evaluation-des-politiques-agricoles
- L'agriculture et l'environnement : www.oecd.org/fr/agriculture/sujets/agriculture-et-environnement
- Pêche et aquaculture : www.oecd.org/fr/agriculture/sujets/peche-et-aquaculture
- Productivité et innovation dans le secteur agricole : www.oecd.org/fr/agriculture/sujets/productivite-et-innovation-agricole
- Échanges agricoles : www.oecd.org/fr/agriculture/sujets/echanges-agricoles
- Harmoniser les règles du jeu commercial : www.oecd.org/fr/echanges/sujets/harmoniser-les-regles-du-jeu-commercial
- Échanges de services : www.oecd.org/fr/echanges/sujets/echanges-de-services
- Facilitation des échanges : www.oecd.org/fr/echanges/sujets/facilitation-des-echanges
- Commerce numérique : www.oecd.org/fr/echanges/sujets/commerce-numerique
- Crédits à l'exportation : www.oecd.org/fr/echanges/sujets/credits-exportation

■ MANIFESTATIONS ET CONTENUS PRINCIPAUX

- *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2019-2028*
- *Politiques agricoles : Suivi et évaluation 2019*
- « *Measuring distortions in international markets: The aluminium value chain* »
- « *Measuring distortions in international markets: The semiconductor value chain* »
- « *Electronic transmissions and international trade: Shedding new light on the moratorium debate* »
- *Enhancing Climate Change Mitigation through Agriculture*
- *Digital Opportunities for Better Agricultural Policies*
- *OECD Trade Policy Briefs*
- *OECD Food, Agriculture and Fisheries Briefs*
- *Forum mondial de l'OCDE sur les échanges : Levelling the Playing Field, 23-24 octobre 2019*





ANDREAS SCHLEICHER

Directeur et Conseiller spécial du Secrétaire général chargé de la politique de l'éducation



edu.contact@oecd.org



www.oecd.org/fr/education



[@OECDeduSkills](https://twitter.com/OECDeduSkills) ; [@SchleicherOECD](https://twitter.com/SchleicherOECD)

« Alors que l'influence de l'école – et de la famille – sur ce que lisent les élèves diminue, il est essentiel que l'école redouble d'efforts pour renforcer la compréhension de l'écrit et répondre ainsi aux exigences du monde numérique. Tous les élèves doivent être capables de lire des textes complexes, de faire la distinction entre des sources d'information crédibles et douteuses – ainsi qu'entre les faits et la fiction – et de remettre en question ou de chercher à améliorer les connaissances admises et les pratiques actuelles. »

Direction de l'éducation et des compétences

La **Direction de l'éducation et des compétences (EDU)** a trois objectifs principaux : i) aider l'OCDE et les économies partenaires à planifier et à gérer leurs systèmes éducatifs afin que leurs citoyens puissent développer les connaissances, les compétences, les attitudes et les valeurs dont ils ont besoin tout au long de la vie ; ii) s'assurer que les apprenants comprennent leurs propres besoins d'apprentissage et disposent des possibilités et des moyens de choisir des trajectoires propices à leur épanouissement ; iii) et veiller à ce que les éducateurs possèdent les connaissances et les compétences nécessaires pour améliorer leurs pratiques et avoir un impact positif sur l'apprentissage.

L'année 2019 a été une fois de plus productive au sein de la Direction de l'éducation et des compétences. Les nouveaux résultats du *Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA)*, de l'*Enquête internationale sur l'enseignement et l'apprentissage (TALIS)* et de l'*Évaluation des compétences des adultes* (fruit du Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes) ont été diffusés. Des rapports prospectifs sur le bien-être émotionnel des enfants à l'ère du numérique et sur la créativité et le raisonnement critique des élèves ont aussi été publiés. Parallèlement, la Direction a également publié son recueil de statistiques annuelles sur l'éducation, *Regards sur l'éducation*. Elle a collaboré avec les pays pour examiner les forces et les faiblesses de leurs systèmes éducatifs, depuis la petite enfance jusqu'à l'enseignement supérieur, et pour identifier et définir les concepts sur lesquels doit s'appuyer l'éducation au XXI^e siècle.

De nouveaux résultats des enquêtes PISA et TALIS seront publiés en 2020, notamment sur le domaine novateur des compétences globales des élèves. La Direction produira également sa toute première analyse des programmes d'enseignement à travers le monde, ainsi que des rapports approfondis sur l'éducation des peuples autochtones. Elle examinera ce que représente un « état d'esprit tourné vers le développement » pour les élèves, et quelles sont les bases d'un enseignement de qualité pour les plus jeunes. ■



NE RATEZ PAS · LUTTE CONTRE LE CORONAVIRUS (COVID-19) : Pour un effort mondial <https://www.oecd.org/coronavirus/fr>

■ DOMAINES PRINCIPAUX

- Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) : www.oecd.org/pisa-fr
- Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement (CERI) : www.oecd.org/fr/education/ceri
- Plateforme GPS pour l'éducation (site interactif de visualisation de données) : gpseducation.oecd.org
- Éducation 2030 : www.oecd.org/education/2030
- Regards sur l'éducation – Les indicateurs de l'OCDE : www.oecd.org/fr/education/regards-sur-education
- Évaluation des compétences des adultes (PIAAC) : www.oecd.org/skills/piaac
- Enquête internationale sur l'enseignement et l'apprentissage (TALIS) : www.oecd.org/education/talis

■ MANIFESTATIONS PRINCIPALES

- Lancement international des Résultats de TALIS (Enquête internationale sur l'enseignement et l'apprentissage) 2018 (Volume II) : Des enseignants et chefs d'établissement comme professionnels valorisés, événement virtuel, 23 mars 2020
- Lancement international des résultats de PISA (Programme international pour le suivi des acquis des élèves) 2018 (Volume IV) : Are Students Smart about Money?, 7 mai 2020
- Sommet international sur la profession enseignante, événement virtuel, 1^{er} juin 2020
- Lancement international des résultats de PISA (Programme international pour le suivi des acquis des élèves) 2018 (Volume V) : Effective Policies, Successful Schools, juin 2020
- Lancement international de Regards sur l'éducation : 2020 Indicators, 8 septembre 2020
- Lancement international des résultats de PISA 2018 (Programme international pour le suivi des acquis des élèves) – Volume VI: Are Students Ready to Thrive in Global Societies?, 22 octobre 2020

■ CONTENUS PRINCIPAUX

- Blog *Education and Skills Today*
- Podcasts *TopClass* de l'OCDE sur l'éducation et les compétences
- Résultats du PISA 2018 (Volume I, II, III)
- Résultats de TALIS 2018 (Volume I) : Des enseignants et chefs d'établissement en formation à vie
- Comparez votre pays : Regards sur l'éducation 2019
- Regards sur l'éducation 2019 : Les indicateurs de l'OCDE



**STEFANO SCARPETTA**

Directeur

els.contact@oecd.orgwww.oecd.org/fr/els[@OECD_Social ; @stescarpetta](https://twitter.com/OECD_Social)

« La pandémie de coronavirus provoque de grandes souffrances humaines et constitue une menace importante pour l'économie globale et la qualité de vie des populations du monde entier. La santé, le marché du travail et les politiques sociales sont au cœur de la réponse à cette crise : nous sommes prêts à évaluer l'impact de cette pandémie et à identifier les mesures nécessaires pour aider les travailleurs, les ménages et les entreprises, aussi bien pendant la crise que lors de la phase de reprise. »

Direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales

La **Direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales (ELS)** conduit les travaux de l'OCDE consacrés à l'emploi et aux compétences des adultes, à la santé, aux politiques sociales, et aux migrations internationales – et épaula les pays dans les efforts qu'ils déploient pour améliorer le bien-être social et réduire les inégalités.

En réponse à la crise du COVID-19, nous avons préparé une série de synthèses et organisé des ateliers avec les pays membres afin d'échanger et de réfléchir aux réponses nécessaires lors des phases de confinement et de reprise.

Depuis la Réunion du Conseil au niveau des Ministres en 2019, nous avons également organisé un Forum à haut niveau et la première réunion ministérielle de l'OCDE sur les migrations et l'intégration. Les ministres ont donné à l'OCDE le mandat ambitieux d'étendre ses travaux dans ces domaines.

Grâce à l'édition 2019 des *Perspectives de l'emploi* consacrée à l'avenir du travail, nous avons approfondi les recherches menées sur l'employabilité des travailleurs plus âgés, les systèmes de formation des adultes et la négociation collective. Nous avons poursuivi la mise en œuvre de la nouvelle Stratégie de l'OCDE pour l'emploi par l'intermédiaire des *Études économiques de l'OCDE*.

Nous avons avancé dans l'Enquête sur les indicateurs fondés sur les déclarations des patients (PaRIS) et publié des rapports sur les priorités les plus urgentes dans le domaine de la santé au-delà de la pandémie du COVID-19, y compris la consommation d'opioïdes, l'obésité et les inégalités en matière de santé. Le Forum à haut niveau sur les systèmes de santé fondés sur la connaissance, organisé en coopération avec le Danemark, a apporté des éclairages précieux sur la manière d'adapter les systèmes de santé aux nouvelles technologies et à l'innovation.

Nous avons accompli d'importants progrès dans la mise en œuvre du mandat donné à la Réunion ministérielle sur les politiques sociales de 2018 : nous avons fourni de nouvelles données pour des politiques sociales et des services sociaux efficaces, ainsi que le deuxième volet de l'enquête « Des risques qui comptent » sur les risques sociaux perçus. Nous avons travaillé sur les questions du logement et de l'égalité femmes-hommes, notamment en organisant la Conférence à haut niveau sur l'éradication de la violence à l'égard des femmes, et en élargissant le périmètre de la Coalition internationale sur la rémunération égale. ■



NE RATEZ PAS · LUTTE CONTRE LE CORONAVIRUS (COVID-19) : Pour un effort mondial <https://www.oecd.org/coronavirus/fr>

■ DOMAINES PRINCIPAUX

- Politiques et données sur la santé : www.oecd.org/fr/els/systemes-sante
- Politiques et données sur l'emploi : www.oecd.org/fr/els/emp ; www.oecdskillsforjobsdatabase.org/#FR
- Politiques et données sociales : www.oecd.org/fr/els/soc
- Politiques et données sur les migrations internationales : www.oecd.org/fr/els/mig

■ MANIFESTATIONS PRINCIPALES

- Symposium CEDEFOP-OCDE « The next steps for Apprenticeship », 7 octobre 2019
- Atelier de l'OCDE sur la mise à profit des nouvelles données sociales aux fins de l'élaboration de politiques sociales efficaces et de l'optimisation de l'offre de services, 16 octobre 2019
- OECD High Level Policy Forum on Health in the 21st Century: Data, Policy, and Digital Technology, 21 novembre 2019
- Atelier de l'OCDE sur le problème des sans-abri et les politiques en matière de logement abordable, 27 novembre 2019
- Initiative du G7 pour des connaissances communes sur les soins de santé primaires, 12 décembre 2019
- Réunion ministérielle sur les migrations et l'intégration de 2020 : Migrations et intégration – pour des politiques tournées vers l'avenir, 16-17 janvier 2020
- Deuxième Forum international sur les statistiques migratoires, 19-21 janvier 2020
- Conférence Global Deal : Dialogue social pour un meilleur avenir du travail, 4 février 2020
- Conférence à haut niveau de l'OCDE : Mobiliser l'action publique contre la violence domestique, 5-6 février 2020

■ CONTENUS PRINCIPAUX

- *Panorama de la santé 2019 : Les indicateurs de l'OCDE*
- *Health for Everyone? Social Inequalities in Health and Health Systems*
- Troisième vague de l'Enquête sur les compétences des adultes (PIAAC)
- *Perspectives des migrations internationales 2019*
- *Negotiating Our Way Up: Collective Bargaining in a Changing World of Work*
- *Ageing and Employment Policies: Working Better with Age*
- *Panorama des pensions 2019 : Les indicateurs de l'OCDE et du G20*
- *Addressing Problematic Opioid Use in OECD Countries*



**LAMIA KAMAL-CHAOUI**

Directrice

cfe.contact@oecd.orgwww.oecd.org/fr/cfe[@OECD_local](https://twitter.com/OECD_local); [@Lamia_K_C](https://twitter.com/Lamia_K_C)

« Dans l'économie mondiale actuelle, tous les individus, entreprises et territoires ne bénéficient pas des mêmes conditions. Et des mégatendances telles que la transformation numérique, les nouvelles formes de travail, le vieillissement, les migrations ainsi que les impératifs environnementaux pourraient accentuer ces clivages. Le CFE s'attache à ce que tous les citoyens et toutes les entreprises, grandes ou petites, puissent contribuer à la croissance inclusive et en tirer profit, qu'ils se situent dans une capitale ou dans une zone rurale reculée. »

Centre pour l'entrepreneuriat, les PME, les régions et les villes

Le **Centre pour l'entrepreneuriat, les PME, les régions et les villes (CFE)** fournit des statistiques comparatives, des analyses et des recommandations, et il assure un renforcement des capacités. Le CFE aide les acteurs locaux et nationaux à travailler ensemble pour libérer le potentiel des entrepreneurs et des petites et moyennes entreprises (PME), favoriser des régions et des villes inclusives et durables, stimuler la création d'emplois locaux, et promouvoir de bonnes politiques du tourisme.

Le CFE continue de placer l'accent sur la dimension locale des travaux futurs, comme en témoigne le 15e Forum sur le développement local de l'OCDE dont le thème a été « *Right Skills, Right Jobs, Right Places* ». L'édition 2019 du rapport intitulé *Pallier la pénurie d'entrepreneurs* a pour objet d'examiner les tendances qui se dessinent dans le domaine de la création d'entreprises par des groupes désavantagés ou sous-représentés.

En 2020, le CFE publiera l'édition 2020 du rapport *Tendances et politiques du tourisme de l'OCDE* et communiquera les données les plus récentes concernant l'impact sur le tourisme de la transformation numérique de l'économie et des pressions s'exerçant sur la durabilité. Le nouveau rapport intitulé *A Territorial Approach to the Sustainable Development Goals* contiendra des informations et de nouveaux indicateurs sur le rôle des villes et des régions dans la concrétisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Dans l'étude portant le titre *Villes dans le monde*, des données inédites sur l'urbanisation à l'échelle mondiale seront présentées. ■



NE RATEZ PAS · LUTTE CONTRE LE CORONAVIRUS (COVID-19) : Pour un effort mondial <https://www.oecd.org/coronavirus/fr>

■ DOMAINES PRINCIPAUX

- PME et entrepreneuriat : www.oecd.org/fr/cfe/pme
- Développement économique et création d'emplois au niveau local : www.oecd.org/fr/cfe/leed
- Villes, politiques urbaines et développement durable : www.oecd.org/fr/cfe/cities
- Développement régional et rural : www.oecd.org/fr/cfe/politique-regionale
- Tourisme : www.oecd.org/fr/cfe/tourisme
- Statistiques et indicateurs régionaux : www.oecd.org/fr/cfe/politique-regionale/statistiquesetindicateursregionaux.htm
- Gouvernance multi-niveaux et finances et investissements des administrations infranationales : www.oecd.org/fr/cfe/politique-regionale/gouvernance-pluri-niveau.htm
- Gouvernance de l'eau : www.oecd.org/fr/cfe/programmesurlagouvernancedeleau.htm

■ MANIFESTATIONS PRINCIPALES

- 1^{ère} Conférence internationale de l'Observatoire mondial des finances et de l'investissement des collectivités locales, 17 juin 2019
- 1^{ère} Table ronde de l'OCDE sur l'économie circulaire dans les villes et les régions, 4 juillet 2019
- 1^{ère} Table ronde de l'OCDE sur les villes intelligentes et la croissance inclusive, 9 juillet 2019
- 12^e Conférence de l'OCDE sur le développement rural, 24-26 septembre 2019
- 1^{ère} Table ronde de l'Initiative mondiale de l'OCDE sur le numérique pour les PME (*Digital for SMEs Global Initiative*), 29 novembre 2019
- 15^e Forum de l'OCDE sur le développement local, 10-11 décembre 2019

■ CONTENUS PRINCIPAUX

- *Tendances et politiques du tourisme de l'OCDE 2020*
- *Pallier la pénurie d'entrepreneurs 2019*
- *Enhancing Innovation Capacity in City Government* et carte interactive
- « Rurale 3.0 – un cadre pour le développement rural »
- *A Territorial Approach to the Sustainable Development Goals* et outil interactif en ligne



**RODOLFO LACY**

Directeur

env.contact@oecd.orgwww.oecd.org/fr/environnement[@OECD_ENV](https://twitter.com/OECD_ENV) ; [@RODOLFOLACY](https://twitter.com/RODOLFOLACY)

« L'heure est à une action urgente dans le domaine de l'environnement. Les citoyens, en particulier les jeunes, manifestent leur mécontentement, et revendiquent leur droit à une planète propre et à un avenir juste. À la Direction de l'environnement de l'OCDE, nous sommes en train de réorienter nos réflexions – et nous mettons les personnes au cœur de nos travaux. »

Direction de l'environnement

La **Direction de l'environnement (ENV)** aide les pays à concevoir et appliquer des politiques efficaces pour répondre aux problèmes environnementaux et gérer les ressources naturelles de façon durable. Elle analyse les relations entre l'environnement et l'économie dans des domaines tels que la croissance verte, le changement climatique, la biodiversité, l'eau, les déchets, l'économie circulaire, les mers et les océans, les taxes liées à l'environnement, la sécurité chimique, la sécurité des cultures génétiquement modifiées, l'agriculture, les transports, les échanges, la finance et l'investissement verts, et le développement.

Le soutien en faveur de l'action climatique reste l'axe majeur des travaux d'ENV, dans la perspective de la COP26 de 2020. En juillet 2019, lors de sa quatrième conférence biennale sur le climat, le Secrétaire général a exhorté les gouvernements à répondre à la colère attisée par l'inaction, en particulier à celle des jeunes. Le récent rapport intitulé *Accélérer l'action pour le climat : Remettre le bien-être au centre des politiques publiques* prodigue des conseils en vue de placer systématiquement le bien-être des personnes au centre de la politique climatique.

ENV participe activement aux activités internationales concernant la biodiversité, notamment avec des projets sur le cadre relatif à la biodiversité pour l'après 2020 et sur le financement de la biodiversité. La Direction s'emploie aussi à aider les pouvoirs publics à préserver et améliorer la santé des écosystèmes marins. À cette fin, une nouvelle plateforme interactive réunit un éventail de bonnes pratiques et des ensembles de données en rapport avec la mer provenant de toute l'Organisation.

En novembre 2019, ENV a lancé sur le web la plateforme *Environment at a Glance*, qui donne accès en temps réel aux données par pays les plus récentes et comparables sur l'environnement. Les indicateurs révèlent les tendances dans les domaines tels que le changement climatique, la biodiversité, les ressources en eau, la qualité de l'air, l'économie circulaire et les océans. ■



NE RATEZ PAS · LUTTE CONTRE LE CORONAVIRUS (COVID-19) : Pour un effort mondial <https://www.oecd.org/coronavirus/fr>

■ DOMAINES PRINCIPAUX

- Changement climatique : www.oecd.org/fr/env/cc
- Biodiversité et écosystèmes : www.oecd.org/fr/environnement/ressources/biodiversite
- Environnement dans les économies émergentes et en transition : www.oecd.org/fr/environnement/ouverture
- Modélisation et perspectives sur l'environnement : www.oecd.org/fr/environnement/indicateurs-modelisation-perspectives
- Croissance verte : www.oecd.org/fr/croissanceverte
- Mers et océans : www.oecd.org/ocean
- Sécurité des produits chimiques, des pesticides, des biotechnologies et des nanomatériaux : www.oecd.org/fr/securitechimique
- Productivité des ressources, déchets et économie circulaire : www.oecd.org/fr/environnement/dechets
- Eau : www.oecd.org/water

■ MANIFESTATIONS PRINCIPALES

- Forum mondial sur l'environnement : Mainstreaming Gender and Empowering Women for Environmental Sustainability, 5-6 mars 2020
- Conférence mondiale BIOFIN OCDE-PNUD sur le financement de la biodiversité, événement virtuel, 15, 22 et 29 avril 2020
- Forum de l'OCDE sur les financements et investissements verts, 8-9 octobre 2020
- Forum mondial sur l'environnement, consacré aux produits chimiques industriels, 2-3 novembre 2020
- Forum sur la croissance verte et le développement durable : Préserver le capital naturel – Résilience, gestion des risques et COVID-19, 25-26 novembre 2020

■ CONTENUS PRINCIPAUX

- Série de webinaires *OECD Green Talks LIVE*
- Chaîne YouTube de l'OCDE consacrée à l'environnement, vidéos sur l'environnement
- Examens environnementaux de l'OCDE : *Indonesie 2019, Danemark 2019, Grèce 2020, Luxembourg 2020, Belgique 2020*
- *Accélérer l'action pour le climat : Remettre le bien-être des personnes au centre des politiques publiques*
- *Financer la biodiversité, agir pour l'économie et les entreprises*
- *Financement climatique fourni et mobilisé par les pays développés en 2013-2017*
- *Environment at a Glance 2020*



**JANOS BERTOK**

Directeur par intérim

gov.contact@oecd.orgwww.oecd.org/fr/gouvernance[@OECDgov](https://twitter.com/OECDgov)

« Le secteur public ne connaît pas encore de transformation numérique aussi profonde que celle du secteur privé. Les politiques et pratiques adoptées pour tirer parti de cette transformation tout en se protégeant des menaces qu'elle fait peser n'ont pas évolué au même rythme que les technologies. Aujourd'hui, de plus en plus souvent, les pouvoirs publics remettent à plat leur façon d'élaborer et de mettre en œuvre leurs politiques, et de concevoir et fournir les services publics, en s'orientant vers un État ouvert, innovant et numérique dans lequel les approches collaboratives et axées sur les citoyens font partie intégrante de chaque institution publique. »

Direction de la gouvernance publique

La **Direction de la gouvernance publique (GOV)** propose des données, des analyses et de bonnes pratiques afin d'améliorer l'action publique. La redevabilité de la fonction publique, l'efficacité de la réglementation, la solidité des institutions et l'efficacité des politiques d'intégrité sont essentielles au renforcement de la confiance.

Le Conseil de l'OCDE a adopté de nouvelles recommandations sur le leadership et les aptitudes de la fonction publique et sur la lutte contre le commerce illicite grâce au renforcement de la transparence dans les zones franches. Il a aussi actualisé une recommandation sur la cohérence des politiques au service du développement durable. En outre, il a entériné une Déclaration sur l'innovation dans le secteur public. Enfin, son Cadre d'action en matière de bonne gouvernance publique propose une aide au diagnostic et à la comparaison, au service d'une action publique efficace.

GOV a publié plus de 70 rapports portant sur tout un éventail de thèmes, y compris une nouvelle édition du *Panorama des administrations publiques*, un rapport consacré aux outils et aux considérations éthiques en lien avec la mise en pratique des éclairages comportementaux (*Tools and Ethics for Applied Behavioural Insights*), un guide de bonne pratique en matière de budgétisation axée sur la performance (*OECD Good Practices for Performance Budgeting*) et une série de Principes de bonne pratique en matière de politique de la réglementation. Des éditions régionales du *Panorama des administrations publiques* ont été publiées au sujet de l'Asie du Sud-Est et des Balkans occidentaux (pour la première fois) et au sujet de la région Amérique latine-Caraïbes (pour la deuxième fois). Le Forum de l'OCDE sur l'intégrité, le Forum sur la gouvernance des infrastructures, la Semaine des marchés publics et la Conférence sur l'innovation dans le secteur public ont attiré plus de 3500 participants.

GOV aidera les pays à mieux encadrer les marchés, afin de pouvoir réagir face à la « quatrième révolution industrielle » ; à s'appuyer sur l'administration numérique, l'ouverture des données, l'innovation et les marchés publics pour produire de la valeur publique ; et à renforcer le leadership et les aptitudes de leur fonction publique. La Direction continuera à promouvoir une élaboration inclusive et centrée sur le citoyen de l'action publique ; l'égalité des sexes et la participation des jeunes à la vie publique ; l'ouverture de l'administration ; et la transparence, la redevabilité et l'intégrité. Elle aidera également les pays membres et partenaires à mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030. ■



NE RATEZ PAS • LUTTE CONTRE LE CORONAVIRUS (COVID-19) : Pour un effort mondial <https://www.oecd.org/coronavirus/fr>

■ DOMAINES PRINCIPAUX

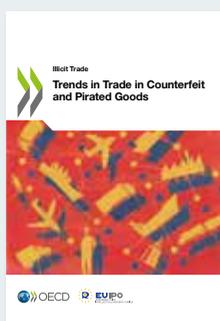
- Accès à la justice : www.oecd.org/governance/global-roundtable-access-to-justice
- Lutte contre la corruption et intégrité dans le secteur public : www.oecd.org/fr/gouvernance/ethique
- Budgétisation et dépenses publiques : www.oecd.org/fr/gov/budgetisation
- Administration numérique : www.oecd.org/fr/gov/gouvernement-numerique
- Intégration, gouvernance et éléments moteurs de l'égalité femmes-hommes : www.oecd.org/fr/gov/integrationdeladimensiondegenre
- Commerce illicite : www.oecd.org/gov/illicit-trade
- Gouvernement ouvert : www.oecd.org/fr/gov/gouvernement-ouvert
- Observatoire sur l'innovation dans le secteur public : oecd-opsi.org
- Cohérence des politiques au service du développement durable : www.oecd.org/fr/gov/pcsd
- Emploi et gestion publics : www.oecd.org/fr/gov/emploi-public
- Réforme de la gouvernance publique au Moyen-Orient et en Afrique du Nord : www.oecd.org/fr/sites/mena/gouvernance
- Commande publique : www.oecd.org/fr/gov/commande-publique
- Politique réglementaire : www.oecd.org/fr/gov/politique-reglementaire
- Gestion des risques : www.oecd.org/fr/gov/risques
- Programme de soutien à l'amélioration des institutions publiques et des systèmes de gestion (SIGMA) : www.oecd.org/gov/sigma

■ MANIFESTATIONS PRINCIPALES

- Lancement international du *OECD Public Integrity Handbook*, événement virtuel, 20 mai 2020
- Forum de l'OCDE sur la gouvernance des infrastructures : Investir pour l'avenir, octobre 2020

■ CONTENUS PRINCIPAUX

- *Axer le secteur public sur les données : marche à suivre*
- *Trends in Trade in Counterfeit and Pirated Goods*
- *Governance as an SDG Accelerator*
- *Government at a Glance: Latin America and the Caribbean 2020*



**PASCAL SAINT-AMANS**

Directeur

ctp.contact@oecd.orgwww.oecd.org/fr/fiscalite[@OECDtax](https://twitter.com/OECDtax) ; [@PSaintAmans](https://twitter.com/PSaintAmans)

« L'échange automatique de renseignements financiers entre une centaine de juridictions et l'application progressive des mesures adoptées par le Cadre inclusif OCDE/G20 sur le BEPS reflètent les avancées dans la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales à l'échelle mondiale. Forts de ces acquis, nous nous employons activement à élaborer, d'ici fin 2020, une solution concernant la fiscalité du numérique qui soit fondée sur un consensus entre plus de 135 juridictions membres du Cadre inclusif sur le BEPS. »

Centre de politique et d'administration fiscales

Le **Centre de politique et d'administration fiscales (CTPA)** apporte son soutien au Comité des affaires fiscales concernant les questions fiscales nationales et internationales, tant pour les impôts directs qu'indirects. L'OCDE est le fer de lance de l'élaboration de règles fiscales internationales permettant de lever les obstacles fiscaux aux échanges et à l'investissement tout en luttant contre la fraude et l'évasion fiscales.

Le Cadre inclusif OCDE/G20 sur le BEPS (érosion de la base d'imposition et transfert de bénéfices), qui réunit plus de 135 juridictions, s'attache à relever les défis fiscaux propres à l'économie numérique. Ses membres élaborent l'architecture d'une solution durable qui devrait être présentée en 2020. Bien que la mise en œuvre de l'ensemble final des rapports BEPS via un processus d'examen par les pairs produise des résultats positifs, les standards minimums du BEPS sont en cours de réexamen dans une optique d'amélioration. La Convention multilatérale pour la mise en œuvre des mesures relatives aux conventions fiscales afin de prévenir l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices est entrée en vigueur en juillet 2018 et compte désormais plus de 90 juridictions signataires.

Le Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales regroupe plus de 160 membres, unis dans leur détermination à désamorcer les pratiques de fraude. L'échange automatique de renseignements a désormais cours entre plus de 95 juridictions, mettant un terme au secret bancaire à des fins fiscales.

Nous intensifions nos activités de renforcement des capacités auprès des pays en développement et notre coopération avec d'autres organisations internationales via la Plateforme de collaboration sur les questions fiscales. Depuis sa création en 2012, l'initiative « Inspecteurs des impôts sans frontières » a permis de recouvrer près de 532 millions USD de recettes additionnelles. ■



NE RATEZ PAS • LUTTE CONTRE LE CORONAVIRUS (COVID-19) : Pour un effort mondial <https://www.oecd.org/coronavirus/fr>

■ DOMAINES PRINCIPAUX

- Érosion de la base d'imposition et transfert de bénéfices (BEPS) : www.oecd.org/fr/fiscalite/beps
- Transparence fiscale et échange de renseignements : www.oecd.org/fr/sites/fiscalite/transparence
- Délits et fiscalité : www.oecd.org/fr/fiscalite/delits
- Fiscalité et développement : www.oecd.org/fr/fiscalite/fiscalite-internationale/la-fiscalite-et-le-developpement.htm
- Administration fiscale : www.oecd.org/fr/fiscalite/administration
- Fiscalité et environnement : www.oecd.org/fr/fiscalite/politiques-fiscales/tax-and-environment.htm
- Analyse des politiques fiscales : www.oecd.org/fr/fiscalite/politiques-fiscales
- Conventions fiscales : www.oecd.org/fr/fiscalite/conventions
- Prix de transfert : www.oecd.org/fr/fiscalite/prix-de-transfert

■ MANIFESTATIONS PRINCIPALES

- Réunion du 10^e anniversaire du Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales, 26-27 novembre 2019
- Forum sur l'administration fiscale, décembre 2020

■ CONTENUS PRINCIPAUX

- Implementing tax transparency standards to fight offshore tax evasion (vidéo)
- Tax Inspectors Without Borders: How it works (vidéo); Inspecteurs des Impôts sans Frontières : Engagez-vous
- Compare your country: Tax co-operation
- Base de données statistiques de l'impôt sur les sociétés
- *Modèle de Convention fiscale concernant le revenu et la fortune (Version complète)*
- OECD Tax Talks (webcasts)
- *Tax Morale: What Drives People and Businesses to Pay Tax?*
- *Taxing Energy Use 2019*
- *Tax Inspectors Without Borders Annual Report 2018/19*





ANTHONY GOOCH

Directeur



pac.contact@oecd.org



www.oecd.org/fr



[@OCDE_fr](https://twitter.com/OCDE_fr); [@pitres](https://twitter.com/pitres)

« Une communication efficace constitue le lien qui peut aider à transformer des données et des analyses en politiques meilleures pour des vies meilleures. Alors que la communication s'inscrit dans un environnement de plus en plus saturé, concurrentiel et complexe, il est plus important que jamais d'écouter et de comprendre nos publics et nos parties prenantes afin de pouvoir réagir à l'endroit et au moment où ils ont besoin de l'expertise de l'OCDE, et transmettre nos contenus et nos éclairages de la façon la plus attractive possible. »

Direction des relations extérieures et de la communication

La **Direction des relations extérieures et de la communication (PAC)** renforce la collaboration de l'OCDE avec les décideurs, les experts et le public. Elle orchestre la communication externe de l'OCDE conformément aux priorités stratégiques du Secrétaire général, en étroite collaboration avec le Conseil supérieur de la communication, et pilote le Forum de l'OCDE.

En 2019, l'OCDE a centré sa communication sur la fiscalité, l'économie mondiale, l'avenir du travail, l'avènement du numérique, le changement climatique, et s'est efforcée d'expliquer ses activités et leur incidence. En mettant l'accent sur les priorités inter-organisationnelles, nous avons renforcé l'impact des recommandations clés de l'OCDE. PAC continue d'apporter un soutien en matière de communication et de collaboration à des aspects fondamentaux très divers de l'action de l'OCDE, et contribue ainsi à accroître la visibilité de l'Organisation, à maintenir le dialogue avec les parties prenantes et à continuer de faire l'objet d'une couverture médiatique mondiale.

Le dialogue avec les principales parties prenantes et le grand public s'est développé en 2019. Les événements du Réseau parlementaire mondial de l'OCDE ont connu une affluence record (+73 % en octobre). La nouvelle campagne « Je suis l'avenir du travail » adopte une approche centrée sur l'humain qui associe données et expériences personnelles. Pour ce qui est de la présence de l'OCDE dans l'espace numérique, le nombre de nos abonnés dans les médias sociaux a augmenté sur toutes les plateformes utilisées, la plus forte croissance étant enregistrée sur LinkedIn (+27 %). Pour ce qui est de la diffusion sur le web, iLibrary a dépassé les 10 millions de téléchargements et nous approchons des 340 000 abonnés à nos bulletins d'information électroniques. La nouvelle section « À propos » du site OECD.org a elle aussi contribué à une plus grande ouverture, en attirant des internautes qui ont fait monter de près de 25 % la durée de consultation du site.

En 2020, nous nous appuyerons sur cette démarche d'ouverture positive pour mettre en avant un message fédérateur concernant la nécessité d'investir dans l'avenir et de favoriser la croissance inclusive et durable qui permettra d'améliorer le bien-être des populations, et de renforcer les bienfaits dont bénéficieront les pays en travaillant tous ensemble pour lutter contre les problèmes communs. ■



NE RATEZ PAS • LUTTE CONTRE LE CORONAVIRUS (COVID-19) : Pour un effort mondial <https://www.oecd.org/coronavirus/fr>

■ MANIFESTATIONS PRINCIPALES

- Forum de l'OCDE, 20-21 mai 2019
- Journées européennes du patrimoine, 21-22 septembre 2019
- Réunion du Réseau parlementaire mondial de l'OCDE, 10-11 octobre 2019
- Réunion du Réseau parlementaire mondial de l'OCDE, 24-26 février 2020

■ PRINCIPAUX CONTENUS ET CANAUX DE COMMUNICATION

- OECD.org/fr
- Société civile : www.oecd.org/fr/apropos/societe-civile
- Réseau parlementaire mondial de l'OCDE : www.oecd.org/parliamentarians/fr
- L'OCDE dans le monde : www.oecd.org/fr/allemande/locdedanslemonde.htm
- Salle de presse : www.oecd.org/fr/presse
- Médias sociaux : www.facebook.com/TheOECD ; twitter.com/OCDE_fr ; www.instagram.com/the_oecd
- Forum de l'OCDE : www.oecd.org/fr/forum
- Réseau du Forum : www.oecd-forum.org
- OECD iLibrary : www.oecd-ilibrary.org/fr
- L'Observateur de l'OCDE : observateurocde.org
- Portail de données de l'OCDE : data.oecd.org/fr
- Images et vidéos : www.flickr.com/OECD, www.youtube.com/OECD
- Indicateur du vivre mieux : www.oecdbetterlifeindex.org/fr
- Je suis l'avenir du travail : futureofwork.oecd.org



**ANDREAS SCHAAL**

Directeur

grs.contact@oecd.orgwww.oecd.org/fr/relations-mondiales[@OECDglobal](https://twitter.com/OECDglobal) ; [@schaal_andreas](https://twitter.com/schaal_andreas)

« *Faire des normes et politiques de l'OCDE une référence à l'échelle mondiale permet de servir notre objectif stratégique : que les règles du jeu soient les mêmes pour tous. L'Organisation a créé des outils efficaces pour s'engager auprès de ses partenaires afin de promouvoir une croissance solide, durable et inclusive dans ses pays membres et partenaires. Nous aidons les grandes économies émergentes à s'aligner sur les normes et politiques internationalement reconnues de l'OCDE, et nous cherchons par conséquent à faire en sorte que chacun respecte les mêmes règles.* »

Secrétariat des relations mondiales

Le **Secrétariat des relations mondiales (GRS)** cherche à contribuer à l'instauration de règles équitables en renforçant la coopération de l'OCDE avec ses pays partenaires et avec les régions dynamiques du monde entier. Pour une coopération mutuellement profitable, il est essentiel de constituer des partenariats à l'appui de la réforme des politiques et de veiller à ce que chacun respecte les mêmes règles.

Par ses approches de coopération structurée et ses contributions aux travaux du G20, GRS encourage la coopération avec les partenaires clés de l'OCDE – l'Afrique du Sud, le Brésil, la République populaire de Chine, l'Inde et l'Indonésie – et leur alignement progressif sur ses normes et ses bonnes pratiques. Bien qu'elle ne soit pas de dimension universelle, l'Organisation fait en sorte que ses normes et recommandations comptent sur la scène mondiale, grâce à ses activités de relations mondiales et de gouvernance mondiale.

GRS s'emploie à faire progresser les programmes de réforme dans les régions émergentes à travers ses programmes régionaux pour l'Amérique latine et les Caraïbes (ALC), les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (MENA), l'Europe du Sud-Est (SEE) et l'Asie du Sud-Est (SEA).

Les programmes-pays mis en place avec le Kazakhstan, le Maroc, le Pérou et la Thaïlande ont contribué à ancrer profondément les processus de réforme nationaux, à associer les pays aux travaux menés par les organes de l'OCDE et à les mettre en conformité avec les instruments juridiques de l'Organisation. La possibilité pour l'Égypte et le Viet Nam de bénéficier de programmes similaires est à l'étude.

Parmi les temps forts de 2019-20 figurent la réunion ministérielle du Programme régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes (ALC), la Semaine de l'OCDE pour l'Eurasie 2020, le Forum OCDE-Inde, le Forum régional pour l'Asie du Sud-Est, le lancement de la deuxième phase du programme-pays relatif au Maroc, la Semaine MENA-OCDE et la réunion du Forum MENA-OCDE sur l'Autonomisation Économique des Femmes, le sommet des Balkans occidentaux du Processus de Berlin et la Conférence à haut niveau Pologne-OCDE sur le thème « Les Balkans occidentaux sur les marchés mondiaux ». ■



NE RATEZ PAS • LUTTE CONTRE LE CORONAVIRUS (COVID-19) : Pour un effort mondial <https://www.oecd.org/coronavirus/fr>

■ DOMAINES PRINCIPAUX

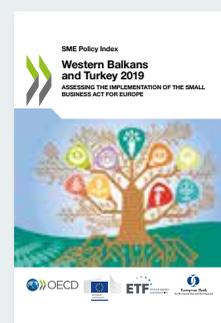
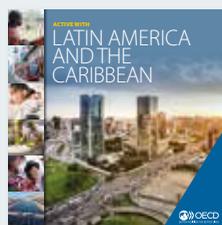
- Afrique : www.oecd.org/fr/afrique
- Afrique du Sud : www.oecd.org/fr/afriquedusud
- Amérique latine et les Caraïbes : www.oecd.org/latin-america
- Asie du Sud-Est : www.oecd.org/southeast-asia
- Brésil : www.oecd.org/fr/bresil ; www.oecd.org/latin-america/countries/brazil
- Chine : www.oecd.org/fr/chine
- Eurasie : www.oecd.org/eurasia
- Europe du Sud-Est : www.oecd.org/south-east-europe
- Inde : www.oecd.org/fr/inde
- Indonésie : www.oecd.org/fr/indonesie
- Moyen-Orient et Afrique du Nord : www.oecd.org/fr/sites/mena

■ MANIFESTATIONS PRINCIPALES

- Réunion ministérielle sur l'inclusion sociale en Amérique latine et aux Caraïbes, *événement virtuel, juillet 2020*
- Ouverture officielle du Centre OCDE d'Istanbul, 10-11 septembre 2020
- Forum OCDE-Brésil, novembre 2020
- Semaine Eurasie de l'OCDE 2020 « Économies en marche » (*date à confirmer*)
- Conférence à haut niveau sur l'Europe du Sud-Est, couplée avec le 3^e Sommet numérique des Balkans occidentaux (*date à confirmer*)
- Forum régional OCDE/Asie du Sud-Est sur le développement du capital humain (*date à confirmer*)

■ CONTENUS PRINCIPAUX

- Brochures *Active with...* de l'OCDE par pays et par région
- *SME Policy Index* (série)
- *Changing Laws, Breaking Barriers: Legislative reforms and policy actions to unlock women's economic empowerment in Egypt, Jordan, Morocco and Tunisia*



**ANDREW WYCKOFF**

Directeur

sti.contact@oecd.orgwww.oecd.org/fr/sti[@OECDInnovation](https://twitter.com/OECDInnovation)

« Pour mieux appréhender la situation actuelle et l'évolution future de nos économies et de nos sociétés, nous abordons des thèmes à la frontière de notre compréhension de la science et de la technologie. Nous pouvons ainsi être amenés à examiner dans quelle mesure les biotechnologies et les nanotechnologies transforment les modes de production, adopter une vision granulaire de la productivité, ou suivre les mutations numériques – des données massives à l'internet des objets, en passant par l'intelligence artificielle. STI analyse et mesure la façon dont notre monde s'en trouve transformé. »

Direction de la science, de la technologie et de l'innovation

La **Direction de la science, de la technologie et de l'innovation (STI)** formule des conseils, fondés sur des données probantes, sur la contribution de la science, de la technologie et de l'innovation à nos économies et nos sociétés. Elle mène à cet effet des travaux dans un large éventail de domaines : dynamique des entreprises et productivité, économie numérique et intelligence artificielle (IA), incidences des nanosatellites et de l'innovation sur les défis sociaux, protection des consommateurs, ou encore surcapacités dans l'industrie lourde.

STI s'attache en particulier à développer une compréhension commune de l'IA et de ses incidences. Les Principes de l'OCDE sur l'IA, première norme internationale à esquisser une approche responsable à l'appui d'une IA digne de confiance, a jeté les bases des Principes du G20 relatifs à l'IA. L'Observatoire OCDE des politiques relatives à l'IA a pour sa part vocation à aider les pays à mettre en œuvre les Principes sur l'IA.

Les données sous-tendent l'IA et la transformation numérique. Le rapport *Enhancing Access to and Sharing of Data* examine comment concilier les risques et les avantages inhérents à la réutilisation des données dans les sociétés. Les Lignes directrices de l'OCDE sur la vie privée et la Recommandation de l'OCDE sur la protection des enfants sur internet, adoptée en 2012, sont actuellement en cours de révision, l'objectif étant qu'elles restent pertinentes dans un monde irrigué par les données. Par ailleurs, STI a entrepris d'analyser l'évolution des modèles économiques à l'ère du numérique (avec la publication des études *Unpacking E-commerce ; Online Platforms and Their Role in the Digital Transformation*), et ses travaux sur les défis auxquels se heurtent les politiques à l'égard des consommateurs (exposés dans le rapport *Challenges to Consumer Policy in the Digital Age*) ont nourri les débats du G20.

STI étudie des évolutions majeures qui s'opèrent dans les domaines de la science et de l'innovation, notamment le rôle croissant de la transformation numérique en tant que vecteur d'innovation dans les entreprises, la recherche scientifique et l'élaboration des politiques. La Recommandation du Conseil sur l'innovation responsable dans le domaine des neurotechnologies est venue enrichir la liste des normes phares de l'OCDE. Et d'importants travaux de mesure ont contribué à étayer l'élaboration des politiques publiques, qu'il s'agisse des travaux sur les crédits d'impôts en faveur de la R-D, ou sur l'emploi et le travail des enfants dans les chaînes de valeur mondiales, pour ne citer qu'eux. ■



NE RATEZ PAS · LUTTE CONTRE LE CORONAVIRUS (COVID-19) : Pour un effort mondial <https://www.oecd.org/coronavirus/fr>

■ DOMAINES PRINCIPAUX

- Transformation numérique : www.oecd.org/going-digital
- Échanges en valeur ajoutée : oe.cd/tiva-fr
- Base de données STIP Compass sur les politiques STI : <https://stip.oecd.org/stip.html>
- Portail de l'OCDE sur le haut débit : www.oecd.org/sti/broadband/broadband-statistics

■ MANIFESTATIONS PRINCIPALES

- Forum mondial sur la productivité, 20-21 June 2019
- Forum mondial sur la sécurité numérique pour la prospérité, 14-15 November 2019
- Lancement de l'Observatoire OCDE des politiques relatives à l'IA, 27 February 2020

■ CONTENUS PRINCIPAUX

- Boîte à outils sur la transformation numérique
- *An Introduction to Online Platforms and Their Role in the Digital Transformation*
- Principes de l'OCDE sur l'intelligence artificielle
- *L'intelligence artificielle dans la société*
- Recommandation du Conseil sur la sécurité numérique des activités critiques
- *OECD Reviews of Digital Transformation: Going Digital in Colombia*
- « The road to 5G networks: Experience to date and future developments »
- « Good practice guide on consumer data »
- *The Role of Education and Skills in Bridging the Digital Gender Divide: Evidence from APEC Economies*
- « Measuring employment in global value chains »
- « Innovation policies for sustainable development: Low-carbon energy and smart-city initiatives »
- « Measuring R&D tax support: Findings from the new OECD R&D Tax Incentives Database »
- *Rethinking Innovation for a Sustainable Ocean Economy*



**PAUL SCHREYER**

Statisticien en chef par intérim et
Directeur par intérim



stat.contact@oecd.org



www.oecd.org/fr/sdd



[@OECD_Stat](https://twitter.com/OECD_Stat)

« Fournir des statistiques de qualité sur nos économies et sociétés est indispensable à la réalisation des analyses de l'OCDE fondées sur des données factuelles ; il s'agit en outre d'un service essentiel pour le grand public. À l'OCDE, cette tâche est assurée par SDD et tous les autres spécialistes des statistiques et des données. Pour garder une longueur d'avance et anticiper sur les nouveaux phénomènes comme la transformation numérique ou la mondialisation, mais aussi pour en prédire les conséquences sur l'activité économique, le bien-être des populations et la viabilité environnementale, nous innovons en permanence en matière de méthodes de mesure, d'outils et de sources de données. »

Direction des statistiques et des données

La **Direction des statistiques et des données (SDD)** élabore des statistiques, des cadres et des méthodes utiles à l'élaboration de politiques fondées sur des données concrètes dans les domaines d'intervention traditionnels et nouveaux. Ses travaux concernent notamment les comptes nationaux, les échanges, les prix, la productivité, les entreprises, l'emploi et le bien-être. Par ailleurs, SDD assure l'appui du système statistique de l'OCDE en fournissant des outils et des solutions de « données intelligentes » et en exploitant des sources de données non conventionnelles.

SDD fournit des éléments fondamentaux à l'analyse des politiques dans tout l'éventail des questions économiques et sociales. Elle traite également des problèmes de mesure posés par la mondialisation et la transformation numérique en élaborant des indicateurs, recommandations internationales et cadres conceptuels. En parallèle, compte tenu de la forte hétérogénéité des entreprises en termes de performance, de productivité et de salaires, il a été entrepris d'établir des statistiques plus granulaires à leur sujet, notamment à l'aide d'une nouvelle base de données analytique sur les multinationales et leurs filiales (ADIMA), et l'action suit son cours s'agissant de mieux mesurer les inégalités de revenu et de patrimoine.

Restant à l'avant-garde de la mesure du bien-être, SDD a organisé deux conférences sur l'utilisation des indicateurs du bien-être dans l'action publique. Dans l'édition 2020 du rapport *Comment va la vie ?*, l'éventail des indicateurs couvrant les dimensions du bien-être, les inégalités et les ressources nécessaires pour l'avenir a été revu et enrichi. SDD joue aussi un rôle de premier plan dans l'élaboration des normes statistiques internationales, dont fait partie le Système de comptabilité nationale, et de lignes directrices relatives à l'activité de mesure, comme celles énoncées dans le *Guide sur la mesure des échanges numériques*.

Au titre de la Stratégie sur les données intelligentes, les spécialistes des statistiques et des données de l'OCDE continuent, sous la houlette et avec le concours de SDD, de moderniser le cycle des données, de systématiser l'utilisation des nouvelles sources de données et techniques, et de permettre aux statisticiens d'acquérir de nouvelles compétences en relation avec les données. ■



NE RATEZ PAS · LUTTE CONTRE LE CORONAVIRUS (COVID-19) : Pour un effort mondial <https://www.oecd.org/coronavirus/fr>

■ DOMAINES PRINCIPAUX

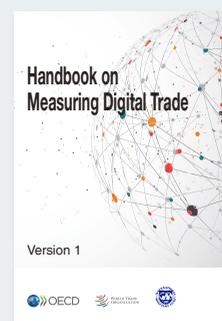
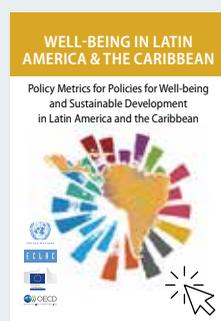
- Indicateurs composites avancés et enquêtes de conjoncture : www.oecd.org/fr/sdd/indicateurs-avances
- Statistiques sur l'entrepreneuriat et les entreprises : www.oecd.org/fr/sdd/stats-entreprises
- Statistiques sur la productivité : www.oecd.org/fr/sdd/stats-productivite
- Initiative du vivre mieux de l'OCDE : www.oecd.org/fr/statistiques/initiative-vivre-mieux.htm
- Mesurer le bien-être et le progrès : www.oecd.org/fr/statistiques/mesurer-bien-etre-et-progres.htm
- Croissance inclusive : www.oecd-ilibrary.org/economics/inclusive-growth_5jrppxjqhg4-en
- Égalité femmes-hommes : www.oecd.org/fr/parite
- Croissance verte : www.oecd.org/fr/croissanceverte
- Statistiques sur le marché du travail : www.oecd.org/fr/sdd/stats-travail
- Échanges internationaux et balance des paiements : www.oecd.org/fr/sdd/stats-echanges ; www.oecd.org/fr/sdd/stats-echanges/balanced-trade-in-services.htm
- Comptes nationaux et statistiques financières : www.oecd.org/fr/sdd/cn ; www.oecd.org/fr/sdd/stats-fin
- Prix et parités de pouvoir d'achat : www.oecd.org/fr/sdd/prix-ppa
- Communauté de collaboration sur les systèmes d'information statistique (SIS-CC) et SDMX : <https://siscc.org> ; <https://sdmx.org>
- Stratégie sur les données intelligentes de l'OCDE : www.oecd.org/fr/sdd/smart-data.htm

■ MANIFESTATIONS PRINCIPALES

- Transposer les indicateurs du bien-être dans l'action publique, 3-4 octobre 2019
- Des indicateurs qui changent la donne : conférence internationale sur la manière dont les pouvoirs publics mettent à profit les indicateurs du bien-être et du développement en Amérique latine et dans les Caraïbes, 23-24 octobre 2019

■ CONTENUS PRINCIPAUX

- *Comment va la vie ? 2020 : Mesurer le bien-être*
- *Base de données analytique sur les multinationales et leurs filiales (ADIMA)*
- *Guide sur la mesure des échanges numériques*
- *Comparez votre revenu*





STEFANO SCARPETTA

Directeur de l'emploi, du travail
et des affaires sociales



stefano.scarpetta@oecd.org



www.oecd.org/skills/centre-for-skills



[@OECD_Social](https://twitter.com/OECD_Social) ; [@stescarpetta](https://twitter.com/stescarpetta)

« Les mutations rapides et profondes qu'entraînent la transformation numérique, la mondialisation, le vieillissement de la population et le changement climatique sont en train de modifier nos méthodes de travail et nos modes de vie. Doter les individus de compétences solides, les accompagner dans une démarche d'apprentissage tout au long de la vie, et faire en sorte qu'ils puissent utiliser pleinement et efficacement leurs compétences au travail et dans la société sont des actions essentielles à leur épanouissement et à la prospérité de la société dans son ensemble, dans un monde toujours plus complexe et interconnecté qui évolue rapidement ».

Centre de l'OCDE pour les compétences

Le **Centre de l'OCDE pour les compétences (SKC)** aide les pays à acquérir des compétences utiles et à les utiliser de manière efficace, ainsi qu'à renforcer la gouvernance de leurs systèmes de compétences par le biais de ses travaux dans trois domaines principaux : les stratégies nationales sur les compétences, l'éducation et la formation professionnelles ainsi que la formation des adultes, et l'analyse des compétences. SKC rend compte au directeur de ELS (Direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales).

Stratégies nationales sur les compétences

La *Stratégie 2019 de l'OCDE sur les compétences : Des compétences pour construire un avenir meilleur* évalue en profondeur l'influence sur les compétences de méga-tendances, telles que la mondialisation, la transformation numérique, le vieillissement démographique ou les migrations dans les pays de l'OCDE. De plus, elle met à jour le cadre des stratégies sur les compétences pour souligner l'importance de disposer de systèmes robustes de gouvernance, elle établit un nouveau tableau de bord de la Stratégie de l'OCDE sur les compétences, et donne des exemples de mesures efficaces en faveur des compétences.

Éducation et formation professionnelles (EFP) et formation des adultes

Le rapport *Unlocking the Potential of Migrants* fournit des conseils aux pouvoirs publics et aux parties prenantes qui cherchent à mettre à profit l'EFP pour promouvoir l'intégration. Il indique que les systèmes d'EFP peuvent devenir plus solides, plus flexibles et plus inclusifs, dès lors que leur offre s'améliore pour l'ensemble des apprenants, y compris les individus vulnérables venant d'horizons divers. Le document de travail « *Improving work-based learning in schools* » analyse l'apprentissage en milieu professionnel en tant que composante des programmes d'enseignement général et professionnel.

Analyse des compétences

En 2019, l'équipe chargée de l'analyse des compétences a lancé les *Perspectives de l'OCDE sur les compétences 2019 : Prospérer dans un monde numérique*, qui analysent comment les nouvelles technologies numériques, notamment les TIC, l'intelligence artificielle et la robotique, sont en train de remodeler nos modes de vie et d'apprentissage et nos méthodes de travail. Le rapport fournit des pistes sur la façon dont les politiques publiques peuvent déterminer les résultats de la transformation numérique et produire des effets bénéfiques profitant à tous. ■



NE RATEZ PAS · LUTTE CONTRE LE CORONAVIRUS (COVID-19) : Pour un effort mondial <https://www.oecd.org/coronavirus/fr>

**JOSÉE FECTEAU**Directrice et Coordonnatrice de l'adhésion *ad interim*legal@oecd.orgwww.oecd.org/fr/juridique

« *La révision en cours du processus d'élaboration des normes est propice au développement de nouveaux instruments sur des sujets d'avant-garde et permet de catalyser des pratiques innovantes au sein des comités de l'OCDE.*

L'accent placé sur la diffusion et la mise en œuvre est essentiel pour que les normes de l'OCDE puissent continuer d'avoir un impact concret pour nos membres et nos partenaires. »

Direction des affaires juridiques

La **Direction des affaires juridiques (LEG)** formule des conseils sur les aspects juridiques, institutionnels et procéduraux des activités de l'OCDE, et accompagne les directions dans l'élaboration de leurs résultats. Elle représente l'Organisation en justice et fournit un soutien juridique en matière de contrats, d'accords de coopération ou de financement, de propriété intellectuelle, et pour les questions de ressources financières ou humaines.

En 2019, la Direction a apporté son concours à l'examen du processus d'élaboration des normes visant à garantir la pertinence et l'efficacité des normes de l'OCDE en vigueur, en s'attachant particulièrement à la mise en œuvre des plans d'action des comités, à la définition de pratiques innovantes et à l'identification de nouveaux domaines dans lesquels élaborer des normes. Elle a également concouru à l'élaboration de 15 normes nouvelles ou révisées sur des problématiques telles que l'intelligence artificielle, la lutte contre la corruption (lignes directrices destinées aux petites et moyennes entreprises), le commerce illégal de pesticides ou les fonctions de direction et les capacités au sein du secteur public.

La Direction a continué de coordonner les discussions d'adhésion menées avec le Costa Rica, conduisant ce processus à son terme en mai 2020. Elle a également assuré un soutien juridique substantiel concernant la participation aux activités de l'OCDE de partenaires, d'organisations internationales et autres parties prenantes concernées, ainsi que la participation de l'Organisation à d'autres forums internationaux.

Enfin, la Direction a apporté un concours actif à plusieurs projets de réformes internes, notamment au nouveau cadre d'emploi applicable aux agents, à l'évaluation du cadre de gouvernance de l'Organisation et au renforcement des règles visant la protection des données personnelles. Elle a également joué un rôle clé dans la renégociation du contrat cadre de partenariat financier avec l'Union européenne. ■

**INANC YAZAR**

Directrice

« L'Audit interne joue un rôle essentiel en aidant l'OCDE à s'acquitter de sa mission grâce à la formulation de recommandations tournées vers l'avenir et à la définition de bonnes pratiques. Il conseille le Secrétaire général sur la gouvernance exécutive, et sur la gestion des risques et le contrôle. Le Comité d'audit, organisme spécial du Conseil, contrôle l'indépendance et l'efficacité de l'Audit interne : il examine son programme de travail et suit la mise en application par les responsables de l'Organisation de ses recommandations. L'ensemble de ces fonctions contribue à conforter l'OCDE dans son statut d'organisation en pointe sur les aspects touchant à la gouvernance, à la responsabilité, à la transparence et à la performance. »

Audit interne

L'**Audit interne (IA)**, qui œuvre en toute indépendance et en toute objectivité, offre des garanties au Secrétaire général sur le fonctionnement de l'OCDE, et lui prodigue des conseils pour valoriser et améliorer ce fonctionnement. Il aide l'Organisation à atteindre ses objectifs en évaluant, selon une démarche systématique et rigoureuse, ses mécanismes de gouvernance exécutive, de gestion des risques et de contrôle, et en faisant des propositions pour renforcer leur efficacité.

En 2019, la stratégie de l'Audit interne a été mise à jour après consultation des hauts responsables de l'Organisation, du Secrétaire général et du Comité d'audit. L'Audit interne s'appuie sur ses atouts pour : i) livrer des **analyses**, en se concentrant sur des questions systémiques et transversales (en rapport aussi bien avec les services de soutien qu'avec les activités de substance de l'OCDE) et en proposant des solutions efficaces et cohérentes à l'échelle de l'Organisation ; ii) exercer une mission de **prospective**, en formulant des recommandations axées sur l'avenir et propres à enclencher un changement positif ; iii) assurer un **contrôle**, en réalisant des audits indépendants qui portent sur la conception des dispositifs de contrôle et sur l'efficacité opérationnelle.

L'Audit interne a continué en 2019 de consolider ses bases en faisant porter ses audits sur les aspects importants. Ses efforts sont restés centrés sur la substance des travaux de l'OCDE et il a apporté des garanties concernant les questions transversales. Il a rendu des rapports d'audit consacrés à la passation de marchés et à la sécurité informatique, en particulier la cybersécurité (un et dix rapports, respectivement). Il a considérablement avancé dans ses activités relatives aux risques qui pèsent sur l'Organisation dans des domaines très divers : la sécurité physique, le cadre de contrôle interne et le processus d'assurance qualité des publications de l'OCDE.

L'Audit interne met en œuvre un programme d'assurance qualité, qui est soumis tous les cinq ans à une évaluation qualitative externe (EQA). À l'issue de l'évaluation menée en 2015, il s'est vu attribuer la note maximale, ce qui a confirmé les notes obtenues en 2010 et 2005. En 2019, l'Audit interne a commencé à préparer sa quatrième EQA, qui sera menée dès 2020. ■



JOSÉE TOUCHETTE
Directrice exécutive



EXD.Info@oecd.org



[@JTouchetteEXD](https://twitter.com/JTouchetteEXD)

« Nous assurons la gestion des ressources de l'OCDE au nom du Secrétaire général, en fournissant des services stratégiques et en favorisant une collaboration horizontale dans l'ensemble de l'Organisation. Notre travail consiste à mieux gérer ces ressources pour élaborer de meilleures politiques pour une vie meilleure. »

Direction exécutive

La **Direction exécutive (EXD)** joue un rôle fondamental dans l'accomplissement de la mission de l'OCDE, en assurant la gestion des ressources de l'Organisation au nom du Secrétaire général. Nous conseillons ce dernier sur les politiques et les pratiques de gestion, tout en fournissant aux agents, aux membres et aux délégués des services rapides et de qualité aux meilleurs coûts.

Ces services sont fournis dans les domaines de la gestion des ressources financières et humaines, et de la gestion de la connaissance et de l'information numériques ; ils comprennent également des services de conférence, des services linguistiques, des services de sécurité et d'autres services liés au fonctionnement de l'Organisation. EXD assure le fonctionnement courant ainsi que la gestion stratégique de l'Organisation pour garantir sa pérennité.

EXD a continué de fournir des services de qualité dans un contexte de fortes réductions budgétaires. L'année 2019 a été une année de consolidation et de réorientation stratégique.

La nouvelle politique de gestion des risques de l'OCDE a été mise en œuvre pour une meilleure gestion stratégique, et présentée au Conseil pour information. L'adoption de mesures renforcées en matière de sécurité des personnes a permis en 2019 d'assurer la sécurité de plus de 140 000 visiteurs accueillis à l'OCDE ainsi que la sécurité de son personnel et des délégations. La cybersécurité reste une priorité fondamentale. Des investissements ont aussi été réalisés l'an dernier dans nos capacités de gestion de crise.

En 2019, des progrès notables ont été accomplis dans des domaines particulièrement stratégiques (amélioration du cadre éthique et de la politique de protection des lanceurs d'alerte, et création d'une fonction à part entière de Responsable pour les questions d'éthique), et des mesures ont été prises pour réorganiser la gestion d'EXD. Les membres bénéficient désormais d'une production renforcée de rapports à leur intention sur les contributions volontaires (CV) et d'un nouveau rapport sur les indicateurs relatifs aux missions. L'élaboration du nouveau dispositif d'emploi de l'OCDE a progressé, de même que la diversité : 59 % des postes de niveau élevé étaient occupés par des femmes en 2019.

Nous continuerons de nous efforcer, dans le cadre de la gestion d'EXD, de dégager des gains d'efficacité dans les services de soutien de l'Organisation et d'améliorer sans cesse ces derniers, afin de faciliter encore la production de résultats utiles aux membres. ■

**LUCY ELLIOTT**

Directrice

ecouncil@oecd.org

« *Un processus décisionnel fluide et efficace et des services d'évaluation de qualité sont garants de l'impact et de la pertinence de l'OCDE. Le Secrétariat du Conseil assure l'interface avec les membres, préparant les décisions qui dessineront l'avenir de l'OCDE et son aptitude à promouvoir des politiques meilleures pour une vie meilleure. En 2020, CES continuera d'apporter son soutien à une bonne gouvernance institutionnelle dans un environnement dynamique. Par ses services d'évaluation, il soutiendra et démontrera la crédibilité de l'OCDE en tant qu'organisation ouverte à l'apprentissage.* »

Secrétariat du Conseil et du Comité exécutif

Le **Secrétariat du Conseil (CES)** est au service du Conseil, du Comité exécutif, des réunions des Chefs de délégation, du Groupe de stratégie globale, de la Réunion du Conseil au niveau des Ministres et du Comité d'évaluation. Ses évaluations en profondeur apportent notamment un éclairage systématique et objectif sur la pertinence, l'efficacité et l'efficience des comités de substance de l'OCDE, entre autres, afin d'éclairer les décisions du Conseil relatives à l'adéquation ou au renouvellement de leurs mandats.

CES offre aux membres et au Secrétaire général une plateforme au service d'un processus décisionnel fluide, d'une gouvernance institutionnelle et d'une coordination satisfaisantes, et d'une utilisation renforcée du suivi et de l'évaluation.

CES fournit aide et conseils sur les aspects institutionnels, stratégiques et procéduraux des activités du Conseil et de son programme de travail. Il assure la liaison entre les comités permanents, ainsi qu'entre le Secrétariat et les délégations des pays membres. Il s'applique à maintenir de bonnes relations avec les membres et leur apporte un soutien en matière de gouvernance. CES prête un concours stratégique aux organes directeurs et assure la gestion de projets numériques comme la conception et la mise en forme de plateformes et de bases de données pour l'organisation des réunions et pour le traitement précis et la prompt diffusion des documents. Tout au long de l'année 2019, les membres ont travaillé sur des questions délicates, et les organes directeurs de l'Organisation se sont réunis à de multiples reprises. Dans ce contexte, CES a porté une attention renforcée aux relations et aux flux d'information avec les délégations de l'OCDE à Paris.

L'évaluation en profondeur joue un rôle essentiel pour aider l'OCDE à s'acquitter de sa mission. Elle fournit des recommandations pour l'avenir, recense les bonnes pratiques et formule des conseils en matière de suivi et d'évaluation. Autant d'éléments qui renforcent la transparence et la redevabilité, et permettent de dégager des enseignements et d'apporter des améliorations au sein de l'Organisation. 2019 a été une année importante pour l'évaluation en profondeur. Le deuxième cycle d'évaluation est terminé et le troisième, dont la méthodologie a été améliorée et le champ élargi, a commencé. ■



Organes spéciaux de l'OCDE





MARIO PEZZINI

Directeur et Conseiller spécial
du Secrétaire général chargé du
développement



devcontact@oecd.org



www.oecd.org/fr/dev



[@OECD_Centre](https://twitter.com/OECD_Centre) ; [@mariopezzini](https://twitter.com/mariopezzini)

« Les protestations de masse à travers le monde sont le fruit du décalage croissant entre la perception que les pouvoirs publics ont du bien-être de leurs citoyens et l'action qu'ils mènent. Le Centre de développement aide les pays à redéfinir leurs stratégies nationales de développement et cette aide prend diverses formes, du soutien à la transformation de leurs capacités de production en vue de créer des emplois à la recherche de solutions permettant de s'attaquer aux pièges économiques, institutionnels et sociaux, en passant par le renforcement de la cohésion sociale et l'amélioration du bien-être des citoyens. »

Centre de développement de l'OCDE

Le **Centre de développement de l'OCDE (DEV)** a été créé en 1962 pour être une plateforme d'analyse, de partage des connaissances et de dialogue sur les politiques de développement fondées sur des données factuelles. Il compte 27 pays de l'OCDE ainsi que l'Union européenne et 29 pays non membres de l'Organisation. Tous réfléchissent ensemble, sur un pied d'égalité, aux moyens innovants de relever les nouveaux défis qui se posent en matière de développement.

Le Centre a continué à faciliter la **transformation économique et sociale** des pays. La deuxième édition du rapport sur les *Dynamiques du développement en Afrique*, produite conjointement avec l'Union africaine, propose des voies possibles à suivre en matière d'action publique pour les communautés économiques régionales. Des Examens des politiques de transformation de la production (*Production Transformation Policy Reviews*) ont été lancés en Afrique, ainsi qu'en Colombie. Nos membres ont adopté les *Principes directeurs pour des contrats extractifs durables*.

Nous avons aidé les pays à s'attaquer aux **pièges économiques, institutionnels et sociaux** en engageant des dialogues stratégiques régionaux multipartites et en effectuant des analyses trans-sectorielles, présentées par exemple dans les *Perspectives économiques de l'Asie du Sud-Est, de la Chine et de l'Inde* et dans les *Perspectives économiques de l'Amérique latine et des Caraïbes*, produites avec le concours de la Facilité régionale de l'Union européenne pour le développement en transition. Nous avons en outre lancé de nouveaux projets au titre de la Facility for Asia DEV-OCDE.

DEV a continué à placer **les indicateurs et les stratégies nationales** au cœur des processus d'élaboration des politiques. La plateforme *Policy Metrics for Well-being and Sustainable Development in Latin America and the Caribbean* a progressé dans la définition d'indicateurs et le Centre a publié une nouvelle édition du rapport mondial sur l'indice Institutions sociales et égalité homme-femme (*SIGI Global Report*), ainsi que de nouveaux *Examens multidimensionnels par pays* consacrés au Pérou, au Paraguay, au Viet Nam et à la Thaïlande.

Nos **réseaux** ont facilité le dialogue et l'analyse au sein des communautés d'entreprises (Réseau Marchés émergents de l'OCDE, EMnet), de fondations philanthropiques (Réseau mondial des fondations œuvrant pour le développement, netFWD) et de communicants sur le développement (Réseau de communication sur le développement de l'OCDE, DevCom). Le réseau NetFWD a diffusé un rapport intitulé *Unpacking Domestic Philanthropy and Corporate Social Responsibility*. ■

■ CONTENUS PRINCIPAUX

- Blog de l'OCDE sur le développement : oecd-development-matters.org
- L'indice Institutions sociales et égalité homme-femme : www.genderindex.org
- The SDG Communicator, sdg-communicator.org

**FATIH BIROL**

Directeur exécutif

info@iea.orgwww.iea.org[@IEA ; @IEABirol](https://twitter.com/IEA)

« Il n'existe pas de solution singulière ou simple pour transformer les systèmes énergétiques mondiaux. De nombreuses technologies et énergies ont un rôle à jouer, dans tous les secteurs de l'économie. Dans cette optique, il faut que les pouvoirs publics tiennent la barre avec résolution, car c'est avant tout aux gouvernements qu'il appartient d'agir et ce sont eux qui ont le plus de cartes en main pour dessiner l'avenir. »

Agence internationale de l'énergie

L'**Agence internationale de l'énergie (AIE)** est l'instance mondiale où se dessine, dans le domaine de l'énergie, un avenir sûr et durable pour tous. Ses activités portent sur toutes les questions qui se posent dans ce secteur. Elle défend les politiques qui amélioreront la fiabilité, l'accessibilité financière et la durabilité de l'énergie dans ses pays membres et au-delà.

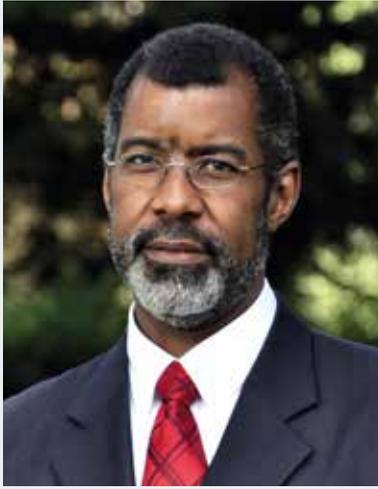
En 2019, l'AIE a élargi ses travaux en s'appuyant sur les trois piliers de sa modernisation : l'engagement mondial, la sécurité énergétique et les technologies des énergies propres :

- En quatre ans seulement, l'Afrique du Sud, le Brésil, la Chine, l'Inde, l'Indonésie, le Maroc, Singapour et la Thaïlande sont devenus des membres associés. Le Mexique est devenu membre de l'Agence. Le Chili et la Lituanie sont candidats à l'adhésion.
- Les événements géopolitiques récents ont confirmé que l'AIE jouait un rôle dans la sécurité des approvisionnements en pétrole. L'Agence œuvre aussi à remédier aux problèmes qui se profilent en ce qui concerne la sécurité des approvisionnements en gaz naturel et en électricité.
- L'AIE intensifie ses travaux sur les technologies des énergies propres et accueille en son sein les secrétariats du Pôle efficacité énergétique et de la réunion ministérielle sur les énergies propres. Elle est à l'origine d'une initiative visant à réduire l'intensité énergétique de 3 % par an à l'échelle mondiale.

En 2019, sur la base de ses abondantes données mondiales, l'AIE a notamment produit les publications phares suivantes :

- le rapport *World Energy Outlook 2019* et des rapports spéciaux sur l'Afrique, l'Asie du Sud-Est et l'éolien en mer ;
- le rapport mensuel *Oil Market Report* et cinq rapports sectoriels (hydrocarbures, gaz naturel, charbon, énergies renouvelables et efficacité énergétique) ;
- plusieurs dizaines de rapports spéciaux et de plateformes numériques, dont *World Energy Investment*, *Future of Hydrogen*, *Nuclear Power in a Clean Energy System* et *Offshore Wind Outlook*. ■





WILLIAM D. MAGWOOD, IV
Directeur général



nea@oecd-nea.org



www.oecd-nea.org



[@OECD_NEA](https://twitter.com/OECD_NEA)

« Aux côtés de ses membres, l'AEN œuvre à élaborer un projet d'innovation, pour aider à imaginer l'énergie nucléaire de demain. Plusieurs rendez-vous de l'Agence sur l'innovation et le potentiel des technologies de rupture ont montré que le secteur du nucléaire était doté de l'énergie créatrice requise pour s'attaquer aux défis à venir. »

Agence pour l'énergie nucléaire

L'Agence pour l'énergie nucléaire (AEN) aide ses membres à maintenir et à approfondir les bases scientifiques, technologiques et juridiques indispensables à une utilisation sûre, respectueuse de l'environnement et économique de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. Ses 33 pays membres représentent 80 % de la puissance nucléaire installée dans le monde.

Les activités de l'AEN portent sur la sûreté et la réglementation nucléaires, y compris les aspects humains comme la culture de la sécurité ; la gestion des déchets radioactifs ; le démantèlement et la gestion des situations historiques ; la radioprotection ; les sciences et les données nucléaires ; le développement des technologies nucléaires ; les analyses économiques ; et les questions stratégiques et juridiques. L'AEN assure le secrétariat technique du Programme multinational d'évaluation des conceptions (MDEP), du Cadre international de coopération sur l'énergie nucléaire (IFNEC) et du Forum international Génération IV (GIF). Plus de 20 programmes communs sont exécutés sous ses auspices.

En 2019, l'AEN a publié des rapports majeurs sur les coûts de système de l'électricité, l'approvisionnement en radio-isotopes médicaux et les aspects juridiques de l'exploitation à long terme des réacteurs nucléaires. Les conférences et ateliers les plus notables ont été les suivants : l'Atelier sur la participation des parties prenantes : communication sur les risques, l'Atelier sur le thème « Rapprocher le nucléaire et les sciences sociales : défis et opportunités » et la première Table ronde sur la coopération internationale sur le stockage définitif des combustibles usés et des déchets hautement radioactifs. Parmi les autres faits marquants de 2019 figurent l'établissement d'un nouveau Cadre multinational de l'AEN pour les essais d'irradiation (FIDES) et la signature d'un mémorandum d'accord avec la World Nuclear Association (WNA). D'autres initiatives de l'AEN, comme les Ateliers de mentorat, sont venues appuyer les efforts déployés par les pays membres pour développer la participation des femmes aux activités dans le domaine de l'énergie nucléaire. ■

■ CONTENUS PRINCIPAUX

- [*The Costs of Decarbonisation: System Costs with High Shares of Nuclear and Renewables*](#)
- [*The Supply of Medical Isotopes: An Economic Diagnosis and Possible Solutions*](#)
- [*Legal Frameworks for Long-Term Operation of Nuclear Power Reactors*](#)

**YOUNG TAE KIM**

Secrétaire général

contact@itf-oecd.orgwww.itf-oecd.org[@ITF_Forum](https://twitter.com/ITF_Forum) ; [@Young_T_Kim](https://twitter.com/Young_T_Kim)

« Les transports sont synonymes d'accès. Qui dit accès, dit intégration. L'intégration favorise l'équité. Des politiques de transport judicieuses rendent la vie et la société meilleures. »

Forum international des transports

Le **Forum international des transports (FIT)** à l'OCDE est le seul organisme mondial couvrant tous les modes de transport. Cette organisation intergouvernementale regroupant actuellement 60 pays membres sert de laboratoire d'idées au service de la politique des transports et organise chaque année la plus grande rencontre mondiale de décideurs du secteur, le Sommet des ministres des Transports.

Le FIT concentre ses travaux sur les priorités suivantes : connectivité, sûreté et sécurité, transformation numérique, accès universel et décarbonation. Il s'emploie à toucher les secteurs qui s'inscrivent dans le prolongement de celui des transports, en particulier l'énergie, les échanges, le tourisme et l'urbanisme.

Dans le domaine des transports, le FIT est l'organisation référente de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Son initiative « Décarboner les transports » aide les pays à tenir leurs engagements climatiques. Un portail web contenant un catalogue de mesures efficaces de réduction des émissions de CO₂ a été lancé en mai 2020. Les projets en cours consistent à étudier les moyens de décarboner les transports en Europe, dans les villes d'Amérique latine et dans les économies émergentes (Argentine, Azerbaïdjan, Maroc et Inde).

Le Sommet 2020 du FIT, qui se tiendra à Leipzig (Allemagne), aura pour thème « Innover dans les transports pour le développement durable ». L'édition 2019 des *Perspectives des transports* traite des incidences des perturbations sur le transport des voyageurs et marchandises et fournit des estimations concernant les émissions de CO₂ imputables aux transports à l'horizon 2050.

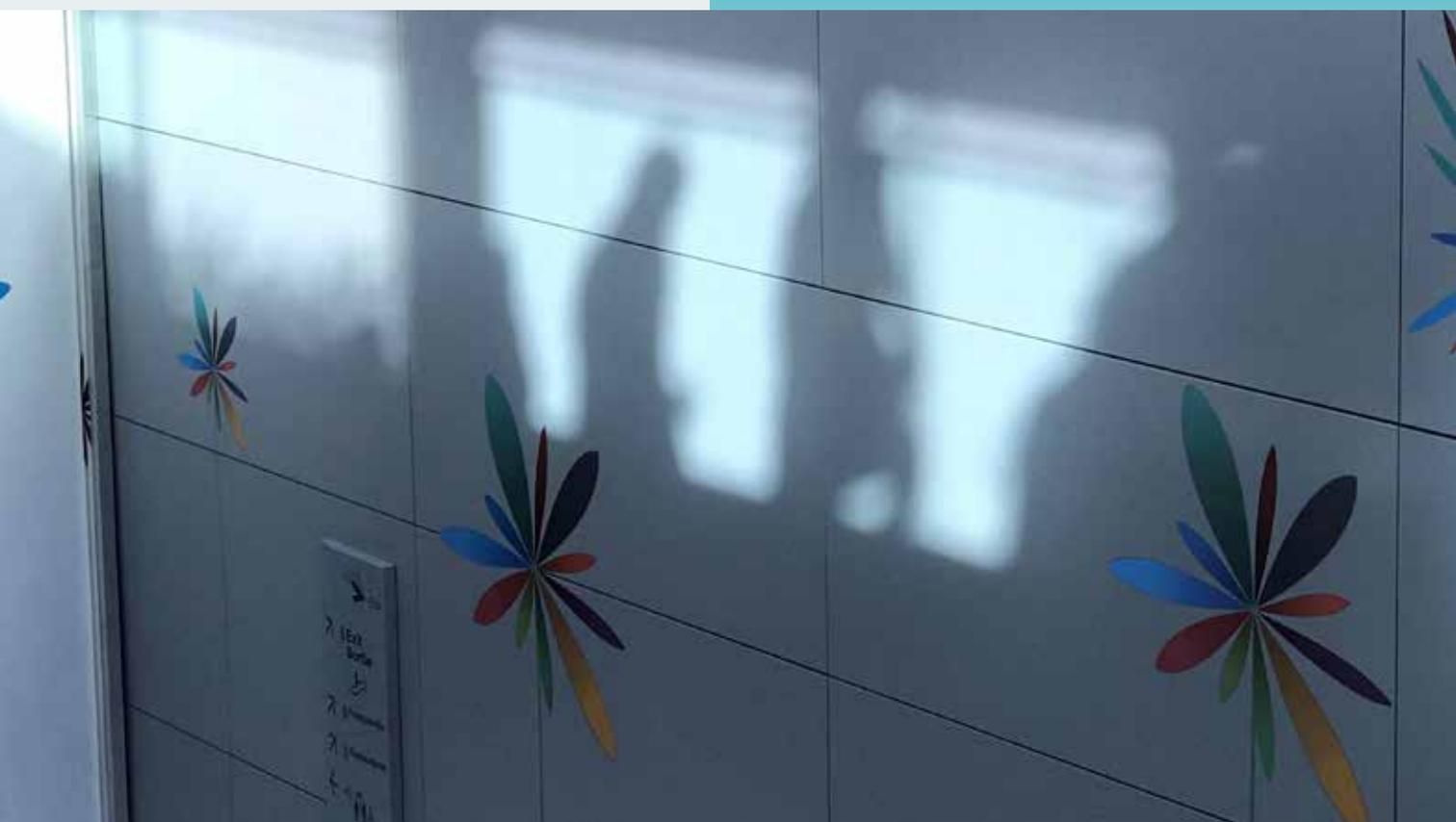
Parmi les études réalisées à la demande de pays membres, l'une portait sur la question de savoir ce qui pousse les consommateurs français à opter pour la voiture électrique, une autre sur l'électrification de la flotte de véhicules de livraison de la poste coréenne, et une troisième sur le plan directeur de l'Estonie en faveur de la mobilité.

Le FIT a contribué aux travaux de la 3^e Conférence ministérielle mondiale sur la sécurité routière sous la forme d'un rapport sur la sécurité des solutions de micromobilité. Il a également ouvert un Observatoire de la sécurité routière en Asie-Pacifique en coopération avec la Banque mondiale et la FIA afin d'améliorer la collecte de données sur les accidents de la circulation et de permettre ainsi aux pouvoirs publics d'apporter des solutions étayées qui sauvent des vies. ■



NE RATEZ PAS • LUTTE CONTRE LE CORONAVIRUS (COVID-19) : Pour un effort mondial <https://www.oecd.org/coronavirus/fr>

Entités spéciales



**LAURENT BOSSARD**

Directeur

swac.contact@oecd.orgwww.oecd.org/fr/csao[@SWAC_OECD](https://twitter.com/SWAC_OECD); [@laurent_bossard](https://twitter.com/laurent_bossard)

« Dotée d'une population de près de 400 millions d'habitants, l'Afrique de l'Ouest est confrontée à de nombreux défis en matière de développement : croissance démographique et urbanisation rapides, insécurité alimentaire, terrorisme, trafics et migrations. Pourtant, son potentiel de développement est tout aussi réel. Depuis une cinquantaine d'années, le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest démontre que la solidarité régionale est un outil puissant au service du développement et de la gestion des crises. Il produit des données et des connaissances à l'appui de l'action publique dans cette région. »

Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest

Le **Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO)** promeut des approches innovantes et tournées vers l'avenir pour l'élaboration des politiques et la coopération internationale. Ses membres et ses partenaires comprennent des organisations régionales ouest-africaines et des pays de l'OCDE, ainsi que l'Union européenne.

Le CSAO co-anime le Réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA), plateforme internationale de dialogue et de coordination qui rassemble les parties prenantes de la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest. Ses outils consensuels d'analyse et de visualisation des données nourrissent les plans de réponse aux crises alimentaires, favorisent l'apprentissage mutuel et améliorent l'efficacité de l'action collective.

C'est en Afrique que l'on enregistre la croissance urbaine la plus rapide au monde. D'ici 2050, les villes de ce continent compteront quelque 950 millions d'habitants supplémentaires. En marge du Sommet de l'Union africaine de février 2020, le CSAO a dévoilé un rapport intitulé *Dynamiques de l'urbanisation africaine 2020 : Africapolis, une nouvelle géographie urbaine*, qui décrit l'urbanisation en Afrique tout en prenant acte du rôle de moteurs socio-économiques que jouent les agglomérations urbaines.

De plus en plus, les États africains sont confrontés à de nouvelles formes de violences politiques. De nombreux conflits sont de nature transnationale et entravent la dynamique de coopération régionale. Lors de la Conférence de Munich sur la sécurité 2020, le CSAO a dévoilé une étude, *The Geography of Conflict in North and West Africa* (géographie des conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest), qui analyse l'évolution des violences sur le long terme dans la région.

Le CSAO mène des travaux sur la création d'emplois destinés aux jeunes et aux femmes dans l'économie alimentaire, et a mis sur pied Sahelles, un groupe de travail sur les femmes.

Les séries *Cahiers de l'Afrique de l'Ouest*, *Notes ouest-africaines* et *Maps & Facts* abordent un large éventail de sujets.

■ CONTENUS PRINCIPAUX

- Réseau de prévention des crises alimentaires
 - Réfléchir l'avenir urbain africain ensemble
 - *The Geography of Conflict in North and West Africa*
 - Femmes et réseaux marchands en Afrique de l'Ouest
 - Lutte contre le Coronavirus (COVID-19) : Perspectives ouest-africaines
- www.oecd.org/fr/csao/coronavirus-ouest-afrique ■



DAVID LEWIS
Secrétaire exécutif



contact@fatf-gafi.org



www.fatf-gafi.org/fr



[@FATFNews](https://twitter.com/FATFNews)

« Il est impératif de mettre fin au blanchiment de capitaux pour prévenir les effets délétères des crimes et délits graves. Il s'agit d'empêcher les trafiquants de drogue, les trafiquants d'êtres humains et les terroristes d'utiliser leurs fonds acquis frauduleusement. Le GAFI veille à ce que les pays se coordonnent pour riposter, réprimer la délinquance et protéger le système financier mondial. »

Groupe d'action financière

Le **Groupe d'action financière (GAFI)** joue le rôle de sentinelle mondiale en matière de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme. L'organisme intergouvernemental élabore des normes pour 205 pays ou territoires afin de contribuer à combattre les crimes et délits graves, y compris le trafic de drogues, la traite d'êtres humains et le terrorisme. Le GAFI élabore également des normes visant à empêcher le financement des armes de destruction massive.

Le GAFI est à la tête de la lutte mondiale contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et des armes de destruction massive. Fort de 39 membres, le GAFI définit des normes internationales applicables dans 205 pays ou territoires, et partage des informations actualisées sur les risques émergents avec les autorités répressives et autres organismes compétents. Les normes du GAFI visent à lutter contre les crimes et délits graves tels que le trafic de drogues, le trafic d'êtres humains et le terrorisme.

Les pays à haut risque, ou ceux considérés comme présentant de sérieuses défaillances stratégiques, peuvent être identifiés publiquement par le GAFI. L'inscription d'un pays sur la liste grise ou noire du GAFI peut avoir de lourdes conséquences sur sa réputation internationale et freiner l'investissement direct étranger.

Avec l'appui du G20, le GAFI pilote des initiatives internationales destinées à aider les autorités à contrer le blanchiment professionnel de capitaux, combattre les flux financiers provenant de la traite d'êtres humains, faire échec au financement de l'État islamique, d'Al-Qaïda et d'autres groupes terroristes, et définir de nouvelles normes applicables aux cryptomonnaies et à d'autres formes d'actifs virtuels.

Sous la Présidence chinoise (juillet 2019-juin 2020), le GAFI cherche à déterminer comment améliorer la mise en œuvre de ses normes. D'autre part, il encourage et favorise une supervision plus efficace par les autorités nationales, et publie des orientations sur les méthodes permettant d'identifier et d'endiguer les flux financiers liés au commerce illégal d'espèces sauvages. ■





JOHANNES JÜTTING
Chef exécutif



paris21@oecd.org



www.paris21.org



[@ContactPARIS21](https://twitter.com/ContactPARIS21) ; [@Jo_Jutting](https://twitter.com/Jo_Jutting)

« Le renforcement des capacités statistiques est une condition indispensable à l'amélioration des politiques et des résultats en termes de développement. Alors que nous entrons dans la "Décennie d'action" pour mener à bien le Programme 2030, les donateurs et les administrations nationales doivent avoir pour priorité de financer et favoriser la production et la qualité des données sur le développement. Nous pouvons ainsi mesurer les progrès accomplis dans la réalisation des priorités nationales et faire en sorte que personne ne soit laissé pour compte dans le cadre des Objectifs de développement durable. »

Partenariat statistique au service du développement au XXI^e siècle

Le Partenariat statistique au service du développement au XXI^e siècle (PARIS21) œuvre depuis plus de 20 ans à ce que les données et statistiques soient à la fois mieux produites et mieux utilisées pour soutenir le développement durable.

PARIS21 fournit aux Organisations de Statistiques Nationales (OSN), aux planificateurs, aux ministères des finances et à d'autres acteurs concernés des outils et formations utiles à la planification à long terme et leur apporte les connaissances nécessaires pour se doter d'appareils statistiques capables de produire des données et analyses de qualité. De plus, PARIS21 plaide auprès des plus hautes sphères pour que les statistiques nationales restent pertinentes et, en mobilisant la communauté des bailleurs de fonds, veille à ce que cette question figure en meilleure place dans les priorités du développement.

En prévision de l'édition 2020 du Forum mondial sur les données, PARIS21 travaille avec ses partenaires à forger le consensus et la dynamique qui permettront d'obtenir des promesses de financement suffisantes pour doubler le niveau des fonds actuellement consacrés aux données et statistiques.

Dans les pays en développement, PARIS21 continuera de prêter main forte aux acteurs de l'appareil statistique national, notamment en les assistant dans la conception, la mise en œuvre et le suivi des stratégies nationales de développement de la statistique, ainsi qu'en mettant à leur disposition des produits fondés sur le savoir afin de mieux coordonner la production et la dissémination des données. Parmi ces produits figurent les Lignes directrices sur le développement des capacités (renforcement des capacités 4.0) et PARIS21 Academy. Par ailleurs, PARIS21 n'a de cesse d'imaginer des moyens novateurs d'accroître la qualité, la pertinence et l'actualité des statistiques, à l'exemple de son outil de planification avancée de données ADAPT, qui permet aux OSN d'accorder leur activité de production de données avec les besoins des utilisateurs. ■

**SUZANNE STEENSEN**

Cheffe du Secrétariat du MOPAN

suzanne.steensen@mopanonline.orgwww.mopanonline.orgwww.linkedin.com/company/mopan/about[@MOPANnetwork](https://twitter.com/MOPANnetwork)

« À l'heure où le paysage mondial évolue, les organisations multilatérales se doivent d'en faire autant. Face à des défis complexes et à une surveillance accrue de la part du public, il est essentiel que ces institutions soient efficaces et obtiennent des résultats. Le MOPAN est en première ligne pour veiller à ce qu'elles y parviennent. Nous soutenons le système multilatéral via l'exercice de redevabilité et en favorisant l'apprentissage, et contribuons à orienter les stratégies d'engagement de nos membres. Ce faisant, le MOPAN joue un rôle crucial pour garantir que le système multilatéral est robuste et adapté aux exigences de demain. »

Réseau de mesure des performances des organisations multilatérales

Le **Réseau de mesure des performances des organisations multilatérales (MOPAN)** est un réseau indépendant de pays parties prenantes du système multilatéral. Cherchant l'excellence et l'efficacité, nos évaluations complètes des performances des organisations internationales éclairent la prise de décision des parties prenantes, promeuvent l'apprentissage institutionnel et permettent de satisfaire aux exigences des mécanismes de redevabilité de nos membres.

L'année 2019 a marqué un jalon pour le MOPAN. En effet, le Réseau a produit un programme record d'évaluations, couvrant 14 institutions. L'expansion du nombre de membres du MOPAN a encore renforcé notre réseau, puisque nos 19 membres apportent plus de 86 % du total des financements multilatéraux. La portée plus large du MOPAN a induit une utilisation accrue de nos données et conclusions par les membres, d'autres États et organisations multilatérales.

Point crucial, le MOPAN a renouvelé son accord d'hébergement par l'OCDE grâce à un nouveau cadre stratégique. Suivant le protocole d'accord 2020-22, le MOPAN continuera de stimuler l'efficacité du système multilatéral au moyen de l'évaluation des performances tenant compte des problématiques contemporaines d'action publique et des besoins des membres liés à l'exercice de redevabilité, notamment au regard du Programme de développement durable à l'horizon 2030 ou de l'élimination de l'exploitation sexuelle, des atteintes sexuelles et du harcèlement sexuel.

Le Réseau se réjouit de poursuivre sa collaboration avec l'OCDE. L'hébergement du MOPAN par l'OCDE est source des bénéfices mutuels reposant sur des valeurs partagées, que sont la prise de décisions fondée sur des données, l'attention portée aux résultats et la promotion de l'échange d'informations. De fait, nous poursuivons un objectif commun : l'instauration d'un système multilatéral meilleur, plus transparent et plus efficace.

Le MOPAN invite tous les pays se ralliant à notre mission à rejoindre le Réseau et à soutenir les efforts pour contribuer à améliorer l'efficacité et les résultats du système multilatéral. ■



NE RATEZ PAS · LUTTE CONTRE LE CORONAVIRUS (COVID-19) : Pour un effort mondial <https://www.oecd.org/coronavirus/fr>

Comités consultatifs





PHIL O'REILLY
Président



RUSSEL MILLS
Secrétaire général

Comité consultatif économique et industriel

Créé en 1962, **Business at OECD (BIAC)** soutient les politiques permettant aux entreprises de toutes tailles de contribuer à la croissance durable, au développement économique en général et au renforcement de la prospérité de la société. Par l'intermédiaire de nos 55 fédérations nationales et de notre réseau de 45 groupes d'experts associés, nous collaborons actuellement avec plus de 7 millions d'entreprises couvrant la quasi-totalité des secteurs, et représentant *in fine* quelque 500 millions de personnes.

Chaque année, nos travaux réunissent plus de 3 000 experts issus du monde de l'entreprise, pour échanger avec des comités de l'OCDE et des délégations basées à Paris. Afin d'améliorer le fonctionnement des économies, nous avons tracé de grandes priorités comme : le commerce, l'investissement, l'emploi, la santé, l'environnement, la fiscalité, la conduite responsable des entreprises, ou encore la lutte contre la corruption. Parmi nos dernières réalisations figure la formulation de recommandations des milieux d'affaires pour mettre à profit les possibilités qui s'offrent tout au long de la vie et des politiques plaçant l'humain avant tout dans l'optique de résorber les fractures, thème central de notre consultation annuelle avec les Ambassadeurs tenue en janvier 2020.

Nous travaillons en étroite collaboration avec l'équipe d'encadrement de l'OCDE et les différentes directions de l'Organisation afin de faire connaître les avis et points de vue des milieux d'affaires du monde entier, à l'heure où nous nous unissons pour endiguer la crise du COVID-19. Nos efforts pour le reste de l'année porteront sur deux axes : communiquer la perspective d'avant-garde des milieux d'affaires au sujet du rôle que peut jouer l'OCDE pendant la crise et au lendemain de celle-ci, et veiller à la continuité des projets de l'OCDE qui concernent les entreprises et nos sociétés.

Nous sommes engagés à éclairer, avec le point de vue du secteur privé, la réflexion des instances internationales. De fait, nous siégeons au conseil d'administration du Réseau mondial pour l'apprentissage, qui vise à offrir 20 millions d'opportunités aux jeunes, et nous facilitons également le dialogue entre le B20 et le G20, organisant des forums à haut niveau pour la présidence saoudienne du G20 afin de partager avec ce dernier les analyses de l'OCDE mais aussi les différentes recommandations des milieux d'affaires, notamment pour ce qui concerne les orientations qui permettront de faire face aux répercussions économiques et sociales de l'épidémie de COVID-19. ■

Pour plus d'informations, voir : www.businessatoecd.org ;
www.businessatoecd.org/coronavirus
Twitter: @BusinessatOECD.



**RICHARD TRUMKA**

Président de TUAC et de l'AFL-CIO
(États-Unis)

**PIERRE HABBARD**

Secrétaire général

Vice-présidents : **Marc Leemans**,
Président de la Confédération
belge des syndicats chrétiens
(CSC) ; **Naoto Ohmi**, Vice-président
exécutif de la Confédération
syndicale japonaise (RENGO) ;
et **Lizette Risgaard**, Présidente
de la Confédération syndicale
danoise (FH).

Commission syndicale consultative

La **Commission syndicale consultative auprès de l'OCDE (TUAC)** porte la voix du mouvement syndical à l'Organisation. Les 59 centrales syndicales qui lui sont affiliées dans les pays de l'OCDE représentent plus de 58 millions de travailleurs. TUAC compte également des membres associés en Afrique du Sud, au Brésil, en Indonésie et dans la Fédération de Russie.

Avec d'autres partenaires du mouvement syndical international, TUAC promeut l'adoption de cadres d'action visant à instaurer une prospérité partagée pour les travailleurs, y compris pour les catégories de population vulnérables. TUAC s'attache à affirmer le rôle fondamental du dialogue social et de la négociation collective, afin d'établir des normes réglementaires justes et responsables et de permettre des transitions justes vers le bas carbone et la transformation numérique des économies – notamment d'un point de vue régional.

TUAC suit de près les travaux de l'OCDE concernant les politiques de l'emploi, les réformes structurelles, la croissance inclusive ou les inégalités, de même que ceux portant sur la conduite responsable des entreprises (en particulier les Principes directeurs à l'intention des entreprises multinationales). Récemment, TUAC a apporté son concours au projet de l'OCDE « Vers le numérique » et aux Principes sur l'intelligence artificielle, ainsi qu'aux travaux sur la fiscalité des entreprises et sur la gouvernance des données. TUAC apporte sa contribution non seulement à l'OCDE, mais également aux forums du G20 et du G7. ■

Pour plus d'informations, voir : www.tuac.org ;
Twitter : [@TUACOECD](https://twitter.com/TUACOECD) ; [@RichardTrumka](https://twitter.com/RichardTrumka) ; [@habbard](https://twitter.com/habbard)

ÉDITIONS DE L'OCDE

2, rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16

ISBN 978-92-64-94371-1 (pdf)

© OCDE 2020

UN MONDE
éMOUVANT

WORLD IN
eMOTION

#FORUMOCDE

@OCDE_fr

OECDFORUM

OCDE

2, rue André-Pascal, 75775 Paris Cedex 16
Tél. : +33 (0) 1 45 24 82 00
Tél. : +33 (0) 1 45 24 81 67
pac.contact@oecd.org
www.oecd-ilibrary.org/fr
@OCDE_fr

Le centre OCDE de Berlin

Schumannstrasse 10, D-10117 Berlin
Tél. : +49 (30) 28 88 35 3
berlin.centre@oecd.org
www.oecd.org/berlin
@OECDaufDeutsch

L'OCDE DANS LE MONDE

www.oecd.org/fr

Le centre OCDE de Mexico

Av. Presidente Masaryk 526
Colonia : Polanco, C.P. 11560
Ciudad de México, México
Tél. : +52 (55) 91 38 62 33
mexico.contact@oecd.org
www.oecd.org/centrodemexico
@ocdeenespanol

Le centre OCDE de Tokyo

3rd Floor, Nippon Press Center Building
2-2-1 Uchisaiwaicho
Chiyoda-ku, Tokyo 100-0011
Tél. : +81 (3) 5532 0021
tokyo.contact@oecd.org
www.oecd.org/tokyo
@OECDTokyo

Le centre OCDE de Washington

1776 I Street N.W., Suite 450
Washington DC 20006
Tél. : +1 (202) 785 6323
washington.contact@oecd.org
www.oecd.org/washington
@OECD_Washington